

REFLEXES

n°36

avril - mai 1992 • 20f



contre l'extrême droite
contre les exclusions

RÉSISTANCE!

qu'est-ce que REFLEX :

REFLEX est une association qui a pour objectif de lutter contre le racisme, le fascisme, les idées et pratiques sécuritaires et xénophobes. Dans ce cadre, nous élargissons nos activités à toutes les mesures de répression prises par l'Etat français : prison, discrimination vis-à-vis des populations étrangères, contre les peuples en lutte (kanaks, basque, corse, etc.). Notre lutte n'est pas simplement hexagonale et nous faisons une place importante à l'Europe.

Notre choix de combattre sur ces terrains ne signifie pas que nous nous désintéressons des autres questions qui se posent dans notre société : tiers monde, environnement social, économique, etc. Mais nous savons que nous ne pouvons répondre et agir sur tous les terrains à la fois. D'autres associations le font. Et nous souhaitons qu'elles se renforcent. A certains moments, des rencontres peuvent s'opérer et entraîner des discussions et des actions communes.

Nous luttons pour la constitution d'un mouvement social reposant sur des collectifs de base auto-organisés dont l'objectif est de construire des espaces autonomes et des contre-pouvoirs. Réoccuper l'espace social, réinvestir le tissu associatif, établir des solidarités, mettre en place des structures alternatives, nous semblent des tâches décisives pour élaborer une force qui, au-delà de l'antifascisme, pose les jalons d'une autre société.

Dans notre journal, nous retraçons les réflexions, les actions et les initiatives des collectifs qui agissent sur les terrains décrits ci-dessus.

Depuis quatre ans, nous avons travaillé avec le mouvement culturel alternatif, sans pour autant réduire nos contacts et nos actions à celui-ci. Mais il est vrai que, de part ses modes de fonctionnement, ses idées et ses pratiques, nous étions très proches.

Demain, nous continuerons ce travail en l'élargissant.

ÊTRE MEMBRE DE REFLEX :

Notre association ne peut vivre que par ses adhérents. En effet, nous ne bénéficions d'aucune subvention et nous n'en demandons pas. Appartenir à Reflex, c'est être d'accord avec ses objectifs et participer à la propagation des idées et des actions qui sont contenues dans le journal et dans l'association. C'est agir dans son quotidien, à l'intérieur d'associations, de collectifs, individuellement dans les lieux que nous fréquentons.

C'est participer aux campagnes de solidarité, aux actions, aux manifestations, etc.

C'est participer avec sa personnalité à l'action collective.

FONDER UN GROUPE REFLEX :

Reflex n'a pas pour objectif de créer autour de lui une identité organisationnelle. C'est dans ce sens que nous travaillons avec les Scalps et avec d'autres groupes d'une façon non concurrentielle. Pour nous, il s'agit de créer un mouvement qui repose sur l'entraide et la mise en commun de ses forces et de ses outils.

Fonder un groupe Reflex, c'est donc renforcer son action (en tant qu'association, collectif, individu) par l'outil Réflex qui existe maintenant depuis cinq ans (information, documentation, actions, initiatives, campagnes de solidarités). C'est aussi reprendre les objectifs de l'association et les faire connaître. C'est participer aux initiatives nationales de l'association, en les reprenant dans son coin. C'est avoir du matériel à sa disposition.

Pour en savoir plus écrivez à Réflex qui se fera un plaisir de vous répondre.

REFLEX 14 rue de Nanteuil 75015 Paris. ☎ 42 50 99 43

edito

Les élections sont passées : le PS se prend une baffe magistrale; la droite et le PC n'en bénéficient pas. Par contre les écolos font plus qu'une percée, ils s'implantent, sans doute durablement, dans la société française. Il en est de même pour le FN qui fait un saut qualitatif par rapport aux élections présidentielles de 1988 réalisant, à quelques décimales près, un score identique de 14%. En 88, on pouvait penser que c'était un électorat qui se constituait en majeure partie autour de l'image charismatique de Le Pen, en 92 force est de constater que c'est bien le parti, le FN, qui est plébiscité. Les écolos et le FN deviennent les deux forces électorales pivot sur l'échiquier politique. Ceci traduit, au niveau des recompositions politiques et sociales, l'existence de deux courants ascendants, l'un autoritaire, sécuritaire, en définitive ultra-réactionnaire; l'autre se réclamant de l'humanisme, de l'écologie, de l'environnementaliste (avec toutes les confusions idéologiques et politiques que cette notions inclue), ce qui laisse penser que ces deux courants ne sont pas totalement étanches l'un par rapport à l'autre.

Pour endiguer, éradiquer, les évolutions autoritaires que nous connaissons actuellement, il est impératif que les mouvements sociaux aient la capacité et la volonté de reconstruire des identités sociales dépassant le corporatisme, l'esprit catégoriel, le replis sur l'ethnicité... Le problème de fond est bien l'exclusion sociale qui engendre la société à deux vitesses; d'un côté des couches sociales qui participent aux choix, à l'évolution de la société, de l'autre les exclus qui regardent passer l'Histoire.

Cela suppose qu'à travers les luttes nous soyons porteurs d'alternatives, de nouvelles utopies en rupture avec cet nouvel ordre mondial qui sacrifie les 3/4 de l'humanité et massacre la planète sur l'autel du profit à courte vue. Depuis 1986, année de création de Reflex, nous avons participé aux luttes contre la montée de l'extrême droite en particulier et des idéologies et politiques sécuritaires, autoritaires et ségrégationnistes en général, et ce quelques soient les forces politiques qui les prônent. Devant le durcissement de la situation, et le risque du repli communautaire, nous devons opposer les valeurs de solidarité et d'entraide qui sont à la base des dynamiques sociales d'émancipations individuelles et collectives. ♦

*Pas de détail avec les fascistes
ni avec leurs idées !, page 4*
*Le Front national : Fascisme
ou réaction?, page 6*
*S'organiser pour poursuivre
la mobilisation, page 9*
*Le jeune mouvement anti-
fasciste au Québec, page 12*
*Le PS, un petit tour et puis
s'en va... , page 14*
*Quand le corporatisme fait
ses ravages... , page 16*
*Nantes : un quartier en perte
d'identité sociale, page 18*
*DSQ : démagogie sociale
de quartier ?, page 19*
*Vers un mouvement de
désobéissance civile, page 20*

*Quel rapport entre la lutte
contre l'extrême-droite et la
solidarité avec la lutte contre
la Double Peine, page 23*
*Vers une nouvelle
citoyenneté, page 24*
*Le Gladio, où comment faire la
guerre contre la gauche, page 28*
*Western Goals : les
messieurs bons offices du
fascisme européen, page 31*
*Allemagne : Attaque contre
le droit d'asile, page 36*
*La prison remède à
l'exclusion ?, page 37*
*Pour la police, tuer n'est pas
un crime..., page 38*
*Contrôle social & réussite,
page 40*
*Les Thugs, Welcome to the
club, page 41*
*Appel pour une redécouverte
des peuples des Amériques
d'hier et d'aujourd'hui, page 43*

Pas de détail avec les fascistes ni avec leurs idées !

Inglués dans l'affairisme et dans sa politique antisociale, le PS pensait ravalier sa façade en faisant de Le Pen son ennemi principal lors de ces élections. Mal lui en prit ! A la différence des dernières échéances électorales, plus personne n'est dupe. La jeunesse lui a fait comprendre que la lutte anti-Le Pen exclut l'hypocrisie politicienne et implique l'obligation de confronter les responsables à leur double discours. Ces trois mois de mobilisation antifasciste sont-ils annonciateurs d'un regain des luttes qui posent les problèmes de l'exclusion, du refus de Le Pen en liaison avec un refus des politiques autoritaires et sécuritaires ? Le mouvement antifasciste radical a toujours lié ces problèmes et voit donc la reprise de ses revendications par une fraction des manifestants; arrivera-t-il pour autant à se constituer en une force politique capable de s'opposer quotidiennement aux agissements de l'extrême droite et de l'Etat-policier ? C'est une autre paire de manches.

A force de jouer avec le feu, on se brûle...

Le PS a toujours joué avec Le Pen pour l'agiter comme un épouvantail à chaque élection. Depuis 1983, les discours des dirigeants socialistes n'ont pas manqué de poser Le Pen comme le seul adversaire de la gauche, accusant la droite de faire alliance avec le FN. Certes, dans plusieurs communes, départements et régions, la droite travaille main dans la main avec celui-ci. Il n'y a pas lieu de s'étonner quand on voit le programme de certains (voir encadré). Ce qui surprend, c'est d'en appeler au vote républicain comme aux élections cantonales de Nice de février où tout le monde (RPR-UDF, PS, PC) appelle à soutenir une ancienne de la liste Médecin - qui appuie Le Pen - contre Peyrat, candidat du FN. Car il faut savoir : ou ceux qui s'allient avec le FN sont eux aussi "des salauds" comme le dirait le populiste Tapie, et on ne peut donc appeler à voter pour un candidat de droite; ou bien on agite le danger Le Pen pour soutenir ensuite n'importe quel candidat du moment qu'il n'a pas l'étiquette du FN.

De Fabius (*"l'antilepénisme doit être l'axe central de la campagne pour les régionales"*) à Cresson le FN (*"c'est l'ennemi de la démocratie"*), le PS a donc décidé de lutter "contre l'extrême droite et contre les alliances entre droite et extrême droite, ce doit être un des axes centraux de notre action au cours des mois à venir".

Cet axiome "tout le monde contre le fasciste Le Pen" pour la défense d'une "démocratie mythique" a un seul objectif : le maintien au pouvoir.

La prise de conscience chez "les salauds" séduits par celui qui promet de redonner à la France et aux Français "le goût de vivre" demanderait déjà que les "pourris" socialistes s'interrogent sur leurs pratiques et leurs discours politiques depuis dix ans, sur les raisons qui amènent 50 % des gens à rester chez eux lors des élections, sur la perte des repères idéologiques, culturels et politiques avec l'Europe et le nouvel ordre mondial, sur les politiques d'exclusion, de ségrégations, de contrôles policiers qu'ils ont mises en place : cela serait sûrement autrement plus efficace pour lutter contre le FN...

Le FN ne sera pas pour le PS le sauveur suprême, au contraire, il risque de creuser sa tombe. Car, pour beaucoup de gens, la politique du gouvernement a pris des chemins bizarres, où le projet de "changer la vie" s'est traduit par un ralliement à la politique libérale, anti-immigrés et sécuritaire menée par la droite entre 86 et 88. Les différences sont si minces qu'on ne sait plus qui est qui ? C'est Barre que l'on voit défendre l'accueil de G. Habache pendant que Rocard parle de faute grave... Les Palestiniens ne comptent plus aux yeux de ceux qui prônent le droit des peuples à bénéficier de leurs droits légitimes. C'est la real-politik, c'est la guerre du Golfe et ses 200 000 morts, ce sont les affaires, ce sont les transfusés du sang, etc.

Combattre réellement Le Pen implique de ne pas voter un mois avant des mesures qui sont inscrites dans ses 50 propositions sur l'immigration. Si le Conseil constitutionnel l'a annulé pour faire plaisir à Cresson, il sera de toute façon appliqué d'une manière détournée et mis en place prochainement, quand les garanties juridiques seront suffisantes...

Non décidément, le PS n'a pas vraiment sa place dans les mobilisations antifascistes et anti racistes.

Le Front contre Le Pen

Depuis deux ans, plusieurs appels ont été lancés pour l'unité et le front le plus large contre Le Pen : l'appel des 250 et le Manifeste contre le Front national du député PS Cambadélis.

Tous les deux n'ont pas les mêmes objectifs : pour le premier, il s'agit à partir d'une "conscience de gauche" d'organiser la contre-offensive autour des valeurs de

gauche. Pour le second, il s'agit de constituer un mouvement anti-Le Pen à la solde du PS, qui ne pose aucune question de fond, notamment celle de l'exclusion sociale et des solutions à y apporter.

Le Front anti-Le Pen lors des manifestations allait donc du PS à la LCR, en passant par le PC, la CGT, la CFDT, les syndicats enseignants, etc. Le PS s'excluait lui-même lorsque les bases étaient trop revendicatives et demandaient entre autres le droit de vote pour les immigrés, le respect du droit d'asile. L'unité à tout prix est une vieille idée de l'extrême gauche. C'est ainsi qu'on retrouve la LCR au sein de SOS Racisme, pour paraître-il peser sur cette officine du PS.

Comme vous pourrez le voir dans le compte rendu des mobilisations, la sauce anti-Le Pen a pris, mais a tourné à l'aigre pour ceux qui pensaient s'en servir comme tremplin. La jeunesse multiculturelle ne s'en est pas laissée compter... Elle a décidé de prendre les choses en main et d'exprimer tout haut ce qu'elle pense tout bas : Le Pen, on en veut pas, les idées et pratiques sécuritaires, on en a marre...

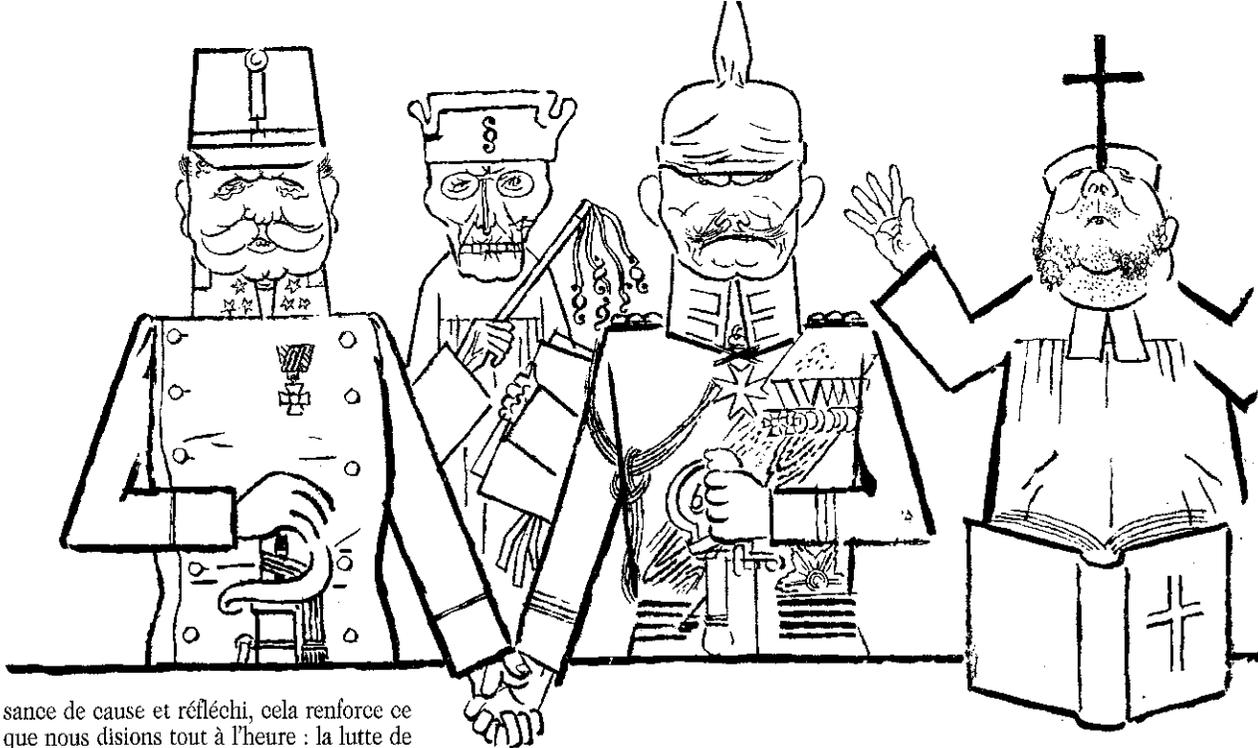
Attention au piège !

Les affrontements lors des manifestations contre Le Pen sont légitimes. Ils ne sont qu'un réflexe de défense contre celui qui prône la haine, l'exclusion et arme tous les jours de son discours les beaux et les racistes.

Plusieurs remarques :

1) Certaines organisations poussent à l'affrontement pour des raisons de stratégie et de tactique politiciennes, mais surtout n'y participent pas, voire dénoncent ensuite les violences. Cela mérite du mépris, voire plus...

2) Marchand, ministre socialiste dit bien haut que l'ordre doit être respecté et que les meetings seront protégés par la force s'il le faut. Il a tenu à remercier "les forces de l'ordre" pour le travail accompli lors des manifestations. Dans plusieurs cas, nous avons pu remarquer que les forces de police ont agi avec une hargne démesurée, s'en prenant avec joie aux manifestants, les tabassant durement... Vu la gangrène des idées racistes et fascistes dans ces institutions étatiques, il n'y a rien d'étonnant dans ces comportements... mais les responsables socialistes mesurent-ils toutes les conséquences de donner libre cours aux instruments de répression pour le maintien de l'"ordre" ? Si cela est fait en connais-



sance de cause et réfléchi, cela renforce ce que nous disions tout à l'heure : la lutte de leur part n'est qu'hypocrisie et calcul électoral pour faire "monter la sauce", s'auto-désigner comme les défenseurs de la démocratie et de l'ordre. Dans les années 80, la droite faisait la même chose avec le Parti communiste et jouait sur la peur "du communisme" pour garder le pouvoir...

En outre, le PS se présente comme le meilleur garant d'un ordre social qui rime avec acceptation de la misère et régression des droits sociaux... Mais, en effet, qui aurait pu faire avaler tant de couleuvres aux travailleurs et aux exclus sinon celui qui se présentait comme leur défenseur... ?

3) Doit-on pousser à l'interdiction du FN. A cela nous répondons non. Le FN est un parti héritier des partis fascistes français, mais son interdiction ne changerait rien aux problèmes que pose son "succès". Il faut le combattre en lui opposant un projet politique et social qui s'insère dans des pratiques quotidiennes, mais il faut refuser toute délégation à l'Etat de décider qui a le droit de s'exprimer ou non. Cela conduit directement à des systèmes totalitaires et autoritaires. Si, dans une démocratie, des forces politiques comme le FN ne peuvent pas être combattues par la mobilisation massive des citoyens, c'est que la maladie est bien plus grave... et le remède de s'en remettre à l'Etat ne ferait que favoriser son développement.

4) Le fait d'avoir créé un rapport de force lors de ces manifestations ne doit pas faire oublier tout le travail à accomplir pour dépasser la simple effervescence passagère. Car le FN n'a jamais voulu s'inscrire dans un rapport de force violent. Il garde cette stratégie de tension pour plus tard. Par contre, les institutions étatiques, elles, n'hésitent pas à montrer de quel côté elles penchent. Dans les procès après l'arrestation de manifestants, les condamnations sont plus lourdes que celles qui touchent des "actes ou des propos racistes", voire qui prônent et mettent en place des groupes armés comme par exemple les théoriciens néo-nazis du PNFE lors du procès des foyers Sonacotra.

Il ne faut pas oublier cette donnée : le FN a décidé d'arriver au pouvoir en se plongeant dans tous les secteurs de la société,

comme le démontrent ses 50 propositions sociales après celles sur l'immigration. Le pouvoir ne se prend pas dans la rue, mais par un phagocytage des structures de l'Etat, de la société...

5) Dans l'opposition au FN, le mouvement antifasciste radical avait vu juste en liant luttes antifascistes et luttes contre la politique du gouvernement socialiste. Aujourd'hui tout le monde s'accorde à dire que ce sont les exclusions multiples qui sont en partie responsables de la banalisation et de la légitimation des idées du FN.

Aucune force politique traditionnelle (RPR-UDF-PS-PC) ne veut s'attaquer aux racines du mal mais recherche dans une gestion alliant répression et assistanat social un équilibre très incertain. Ce consensus se vérifie dans la gestion des banlieues et des révoltes qui les affectent épisodiquement. On crée des zones ghettos, qui à terme s'autonomiseront par rapport au reste de la société. On sait ce qu'il advient par la suite de ces phénomènes. C'est une société d'apartheid, de ségrégation, accompagnée d'un ordre sécuritaire qui est en train de se construire non sur des bases "ethniques" mais sur l'exclusion. Cette analyse se retrouve au niveau de l'ordre mondial où des zones entières, voire des continents, sont laissées à l'abandon, livrées à la famine, à la guerre et aux régimes dictatoriaux.

Le discours du FN tourné vers un patriotisme et un nationalisme identitaire "La France d'abord", "Préférence nationale", etc., sur la grandeur de notre culture, sur le besoin de sécurité et d'identité de chaque peuple et individu apparaît aux yeux de beaucoup comme un recours et une force capable de mettre de l'ordre et d'offrir un avenir.

Il nous faut opposer un projet de transformation de l'ordre réel et redonner vie à de nouvelles collectivités formées à partir des intérêts communs autour de revendications de droits réels (logement, santé, éducation, culture).

Face au réalisme libéralo-sécuritaire à la sauce socialiste ou de droite, à l'ordre totalitaire que certains rêvent de mettre en

place, notre utopie n'est que la poursuite de toutes celles qui animent depuis tant de siècles, ceux qui se battent pour l'émancipation et la libération sociale des individus et des peuples, pour l'égalité, l'entraide et la solidarité au sein d'un monde où le respect de la nature et de l'homme devienne enfin réalité.

Le programme d'un candidat "républicain et démocrate"

En Seine-Saint-Denis, la lutte est dure pour se montrer les meilleurs défenseurs de la sécurité et de l'ordre, ainsi que dans la lutte contre l'immigration. R. Holeindre, candidat du Front national, espère bien dépasser le score qui approche près de 20 % et devenir la troisième force du département. A droite, avec Pandraud et Raoult, les discours n'ont rien à envier au premier. Pour s'en convaincre, regardons ce qui est écrit dans le "Livre blanc de la Seine-Saint-Denis" présenté par C. Pernès (maire de Rosny-sous-Bois) :

"Le 'tout prévention' n'est pas une solution (!); la police doit pouvoir assurer sa mission de répression de la criminalité. Il faut de plus qu'elle soit paralysée par la crainte de la "barbare", et bloquée par le manque d'effectifs et le matériel. (...) Enfin, il ne faut pas se voiler la face et oser aborder franchement le problème de l'immigration, indissociable du chapitre sécuritaire. Les solutions sont connues, l'opposition UDF-RPR les clament depuis des années : aide au retour, quotas, fermeture des frontières, assimilation, coopération avec les pays du tiers monde. (...) Elles seront appliquées dès le départ du pouvoir des socialistes. Encore faudra-t-il qu'en Seine-Saint-Denis, le département de France où le problème de l'insécurité et de la surpopulation immigrée se pose de la manière la plus dramatique, on trouve des conseillers généraux prêts à appliquer, encourager et développer les mesures qui seront prises pour soigner enfin le mal.", etc. Et on parle de voter pour les candidats républicains contre le FN ?

LE FRONT NATIONAL : Fascisme ou réaction*?

"F comme fasciste, N comme nazi", "Halte au fascisme"... Le Front national est-il une organisation fasciste ? Mais qu'est-ce que le fascisme ? Quelles sont les différences entre un parti fasciste et une organisation réactionnaire ? Il paraît important de répondre à ces questions, car la propagande, les moyens de mobilisation utilisés par ces différentes structures ne sont pas les mêmes fondamentalement. Il s'ensuit que les stratégies, les tactiques pour y faire face ne peuvent être identiques. Se tromper sur son ennemi ne peut mener, à terme, qu'à des impasses.

Pour tenter de définir le fascisme, on ne peut se fonder sur les seuls critères idéologiques; le fascisme en tant que doctrine, est essentiellement une théorisation à posteriori, en fait une théorisation volontairement floue, faite d'emprunts glanés d'une part dans le catalogue anti-positiviste du XIX^e siècle et, d'autre part dans celui des idéologies de troisième voie. Si l'on veut être capable d'élaborer une définition du fascisme, nous nous devons faire un détour historique en examinant le fascisme réel : le "fascisme mouvement" et le "fascisme régime".

Dans l'Europe de l'immédiat après-guerre, dans un contexte de crises, de mutations accélérées, apparaît un type nouveau d'organisations politiques : parti de masse, hiérarchisé, militarisé, placé sous l'autorité d'un chef charismatique et aspirant, par la violence, à un régime politique façonné à son image. Les groupuscules allemands et les groupes italiens, dans un premier temps (premier fascisme) se mobilisent contre l'ordre ou le désordre existant; ils aspirent au bouleversement des hiérarchies sociales, déclarent la guerre au capitalisme et aux élites en place. Ce premier fascisme comporte une forte dose d'esprit révolutionnaire ou contestataire.

Dans un deuxième temps, ces groupes se transforment en organisations de défense des possédants, et sont très liés avec la fraction la plus réactionnaire de l'establishment. Cela suppose donc une propagande, certes populiste, mais qui est essentiellement tournée vers les différentes strates de la bourgeoisie. Cette étape correspond au second fascisme. Il faut trois conditions pour qu'une fraction importante de la bourgeoisie se décide à soutenir le fascisme :

- un blocage quasi complet du système libéral; ce n'est qu'après avoir épuisé toutes les solutions qui peuvent s'offrir à elle, que la classe dominante politiquement et économiquement se rallie à la solution fasciste;
- une situation économique catastrophique qui impose à la classe dominante de faire appel à une forme d'Etat "providentiel" pour elle. Celui-ci doit sauver les entreprises de la faillite et assurer, par tous

les moyens, la relance économique; - une menace révolutionnaire grave. Mais l'alliance de la bourgeoisie avec des organisations fascistes ne s'opère, en fait, que lorsque le danger révolutionnaire est écarté; autrement dit ce n'est qu'après la défaite du prolétariat que la solution fasciste est réellement envisagée. Le but est d'écartier tout risque d'une nouvelle offensive ouvrière par une contre-révolution préventive.

Le troisième stade du fascisme, le troisième fascisme, est la prise du pouvoir qui ne se traduit pas immédiatement par la mobilisation totalitaire de la nation. Pendant la période qui précède la dictature unique du parti, les représentants des classes économiquement dominantes continuent d'occuper des places privilégiées. L'Etat fasciste leurs permet de renforcer leur domination économique, en désamorçant, par le biais du corporatisme et de la répression, les revendications ouvrières. Cet Etat tolère donc l'influence persistante des magistères (Eglise, élite bourgeoise ...) et négocie des compromis d'ordre institutionnel. Mais il doit aussi satisfaire la petite bourgeoisie qui est sa base sociologique, bien que celle-ci ait été économiquement la principale victime du fascisme. Cela implique que cet Etat lui offre des compensations dans d'autres domaines :

- mise en place d'une politique étrangère de prestige;
- lui "assurer" une promotion sociale par le parti et ses dépendances.

En résumé, au cours du troisième fascisme, il y a en quelque sorte un partage du pouvoir entre, d'un côté la haute bourgeoisie qui renforce sa puissance matérielle et inspire, dans un premier temps, les grandes options économiques; de l'autre les fractions des classes moyennes qu'incarne le fascisme et qui assurent la gestion du régime sous l'autorité du guide arbitre tout puissant. Il va sans dire que les tensions sont très vives entre ces deux composantes, on assiste à une véritable guerre d'usure entre les deux.

Le stade ultime du fascisme, le quatrième fascisme, est le totalitarisme, c'est-à-dire la soumission absolue de l'individu au pouvoir et à l'idéologie qu'il incarne, non seu-

lement au niveau politique et social, mais encore dans toutes les manifestations de la vie individuelle : familiale, professionnelle, artistique, spirituelle. Des concessions sont octroyées aux classes populaires afin de les rallier au régime, et ce, au moindre coût envers les classes possédantes. Les masses (agrégats d'individus isolés et nivelés) sont enrégimentées dans des organisations corporatistes et paramilitaires, qui sont encadrées par le parti unique. Les individus, que comptent ces organisations, doivent être "moulés" sur un modèle conforme aux souhaits du pouvoir, et ce, grâce au monopole qu'a l'Etat sur tous les moyens de formation, d'information et de connaissance. L'Etat doit avoir aussi le contrôle et la direction de l'économie dans un cadre capitaliste. La terreur physique et psychologique sont employées et développées de manière systématique. Enfin il y a une volonté de substituer un "ordre nouveau" et un "homme nouveau" à l'ordre et à l'individu façonnés par le libéralisme décadent.

Bref historique

La naissance du fascisme est due à trois phénomènes principaux.

Tout d'abord, avant la première guerre mondiale, l'évolution de la société ne se fait pas sans difficultés. L'industrialisation déstructure la société : exode rurale, gonflement des populations urbaines et effritement des cadres sociaux traditionnels, à savoir la famille classique, la communauté villageoise ou de quartier, les liens corporatifs, etc..

Ensuite la crise, qu'engendre la Première guerre mondiale, aggrave de manière brutale tous les déséquilibres dont l'industrialisation est porteuse :

- accélération de la déstructuration du corps social;
- départ des hommes au front;
- développement de l'inflation, qui participe au processus de prolétarianisation d'une partie des classes moyennes et au brassage des différentes catégories sociales, engage une nouvelle redistribution des richesses.

La guerre a montré que la science et la technique pouvaient être mises au service du "mal" absolu et devenir des instru-

ments de tueries. De plus, les démocraties n'ont pu triompher du militarisme et de l'autocratie qui se donnaient des pouvoirs forts et transgressaient les principes et valeurs pour lesquels elles combattaient. Elle a aussi durablement attaché à l'institution militaire et à ses pratiques une fraction relativement importante de la société civile : d'une part les déclassés, les laissés pour compte de la révolution industrielle, auxquels l'aventure guerrière a apporté de fortes compensations psychologiques; d'autre part nombre de représentants des classes moyennes montantes jusque là écartées des lieux du pouvoir. Les années de guerre ont, ainsi, aiguisés les appétits de promotion sociale et politique.

Enfin la déliquescence de la démocratie libérale, qui devait affronter une situation de crise et une situation révolutionnaire, semblait bien impuissante face à ces deux phénomènes; cette incapacité servit de terreau sur lequel allait s'épanouir le premier fascisme.

Différences entre parti fasciste et organisation réactionnaire

Même s'ils partagent divers thèmes idéologiques et que les organisations réactionnaires et autoritaires adoptent des signes extérieurs et des méthodes inspirés des partis fascistes, ils n'ont pas les mêmes buts. Les premières aspirent à restaurer l'ordre ancien, à maintenir, ou à remettre en place la classe dirigeante traditionnelle. Par contre les seconds souhaitent voir naître une nouvelle société et une humanité nouvelle; ils recherchent, donc, à faire émerger une élite de remplacement, une aristocratie renouvelée, fondée sur des valeurs guerrières. "Fascisme mouvement" ou "fascisme régime" paraissent liés étroitement à l'impérialisme et aux faits guerriers; totalitarisme et éthique de guerre vont ici de pair pour créer une communauté soudée, militarisée tout entière tendue vers une entreprise de domination que porte en lui le fascisme.

Pour résumer, les organisations réactionnaires oeuvrent pour un retour à la tradition (par exemple Franco en Espagne), ce qui n'enlève rien quant à la dureté du régime politique et social lorsqu'elles sont au pouvoir; l'idéologie des seconds comporte un discours qui, à la base, se veut révolutionnaire, dans le sens où le fascisme milite pour un ordre nouveau. En outre leurs conceptions de l'être humain ainsi que des rapports sociaux sont différentes, pour ne pas dire opposées.

Le Front national : dans la tradition de Vichy !

Il y a déjà eu maints travaux sur le programme du Front National, son histoire, la base de son électorat ... pour reprendre, dans le cadre de cet article, tous ces éléments; voyons donc quelques points qui différencient le Front National des partis fascistes de l'entre-deux-guerres². Tout d'abord le FN n'est pas un parti de masse ni un parti-armée, encore moins organisé militairement, ni fanatiquement dévoué à



son chef³. Le FN s'affirme être ancré à droite, alors que le fascisme se veut une solution de troisième voie, située entre le libéralisme et le socialisme. En fait son but est de rassembler le peuple autour de la nation, ce qui le conduit à gommer toute les différences entre les individus et catégories sociales; cela le conduit à "vouloir aligner la nation toute entière sur un même modèle, donc à devenir un totalitarisme"⁴. Le Pen par contre, souhaite l'épanouissement de l'individu (bien que se référant à Maurras, l'individu en fin de compte, doit se subordonner au corps social) et l'Etat doit permettre le développement harmonieux des cellules naturelles du corps social (famille, communautés religieuses, entreprises ...). Le FN ne prône pas un discours guerrier qui est l'apanage des organisations fascistes et son nationalisme est défensif; de même si parfois Le Pen se déclare impérialiste, celui n'a d'autre fonction que de promouvoir un passé colonial ou exprime une position de repli par rapport à la constitution de l'Europe.

En fait le FN s'inscrit dans la tradition de l'extrême droite française; Le Pen n'est pas fasciste au sens où Mussolini et Hitler pou-

vaient l'être, mais il est l'héritier direct du vichysme. "Il l'est surtout par le syncrétisme⁵ de la formation dont il est le leader et du corpus idéologique que lui-même et ses amis ont peu à peu constitué. Y coexistent, non sans contradictions, le vieux fond contre-révolutionnaire et maurrasien — dont se réclame d'ailleurs la fraction intégriste du mouvement, groupée autour de R. Marie et du journal *Présent* — et la tradition du "national-populisme" ... Au premier, le courant lepéniste emprunte sa conception d'un Etat fort mais réduit à ses fonctions régaliennes, l'idée d'un ordre politique calqué sur l'"ordre naturel", sa recherche d'un compromis entre l'autorité et les libertés (distinctes de la Liberté qui n'est qu'un "principe métaphysique"), son souci de restaurer les "communautés naturelles" que sont la famille, la région, le métier..."

De la seconde, héritière à la fois de la droite "révolutionnaire", du nationalisme ligueur et aussi d'un "fascisme" qui a, chez nous, sa spécificité et ses limites, il tire son obsession de la décadence — avec les symboles pathologiques qui s'y rattachent, hier l'alcoolisme et la syphilis, aujourd'hui le Sida —, sa propension à en dénoncer les

"coupables" (les étrangers, désignés de manière explicite ou elliptique, mais aussi les "rouges" et tout ceux qui ont introduit dans notre société le "laxisme" et ont ainsi concouru à l'affaiblissement de la nation), son appel, un peu plus discret qu'autrefois mais toujours vibrant ... au héros, au guide charismatique, à l'homme providentiel qui doit nous arracher au déclin et rendre la parole au peuple⁶."

Force est donc de constater que le FN n'est pas un parti fasciste, au sens historique du terme, car il n'a pas pour vocation de proposer un "ordre nouveau", ayant des finalités totalitaires, motivé par des penchants révolutionnaires; au contraire il œuvre plutôt vers un retour des "valeurs traditionnelles", et ce pour endiguer la décadence dans laquelle évoluait actuellement la société française; il est donc un parti réactionnaire ou ultra-réactionnaire. Le FN n'a pas pour objectif de façonner un "homme nouveau". Sa conception de l'Etat fort ne se traduit pas par une volonté de contrôler et de diriger l'économie ni d'avoir le monopole sur les moyens de formation, d'information et de connaissance, ce qui est le cas pour le fascisme. L'action de l'Etat doit se cantonner essentiellement au niveau de la défense, de la sécurité, police, justice, monnaie, affaires étrangères.

Amalgamer le FN à un parti fasciste ne permet que des raccourcis qui ne peuvent être des outils efficaces pour lutter contre la montée des idéologies et politiques autoritaires et sécuritaires. Pire, ce type de discours laisse le champ libre aux gestionnaires et autres gouvernants pour effectivement réaliser leurs choix politiques, à savoir poursuivre le processus de dualisation et qui a pour corollaire l'exclusion sociale et politique de catégories de population. En effet ce processus implique, entre autre, "d'une part, par "moins d'Etat" pour le capital c'est-à-dire un désengagement relatif de l'appareil d'Etat à l'égard de ses fonctions de gestionnaire de l'accumulation du capital : en tant qu'Etat entrepreneur (producteur des moyens sociaux de production), protecteur (Etat-providence), régulateur (ce qui implique la déréglementation des marchés), planificateur; d'autre part, par plus plus d'Etat contre les travailleurs : renforcement de l'appareil d'Etat dans ses fonctions répressives d'assistances, de surveillance et de contrôle social pour faire face à toutes les éventualités résultantes de la marginalisation qu'engendre l'exclusion sociale⁷."

Le problème est bien la montée des idéologies et politiques autoritaires et sécuritaires, pendant des logiques d'exclusion sociale; que le FN représente un courant qui prône ce type de choix politique, surtout qu'il est permis l'ouverture d'espaces idéologiques les légitimant certes, mais pour l'instant il n'est pas au pouvoir; c'est bien le Parti Socialiste qui, depuis plus de dix ans, gère de façon à satisfaire les besoins du capital, donc qui met en place cette société d'exclusion porteur en effet d'ordre sécuritaire et donc autoritaire⁸. Si l'on veut lutter radicalement contre la montée des idéologies et politiques autori-

taires et sécuritaires, l'on doit combattre les politiques d'exclusion sociale, quelques soient les forces politiques qui les mettent en place ou les défendent!

* Cet article est inspiré essentiellement du livre de P. MILZA *Fascisme français, passé et présent*, Ed Flammarion, collection Champ, 1991.

2 Il y a au FN quelques éléments qu'on retrouve dans la composition du fascisme, mais qui font également partie d'autres héritages droitiers : l'hostilité envers la classe politique, l'affirmation d'une identité sociale et populaire qui s'oppose au marxisme niveleur, mais aussi aux oligarchies occupant injustement les postes de commande, la volonté de reconstituer une nouvelle élite, la préférence pour un syndicalisme national et dépolitisé ...

3 Bien qu'il existent en son sein "des éléments qui n'ont pas renié l'activisme et qui relèvent de la filiation néo-fasciste" ... (Gancher, Brigneau, A. Robert, par exemple) ... "ils forment une minorité" ... "ils sont donc moins représentatifs que les jeunes cadres, issus ou non de l'activisme des années soixante-dix — Stirbois, Collinot, Le Chevalier —, les notables ralliés — vieux pétainistes ..., ex-RPR et ex-UDF déçus par la modernisation de leur famille politique d'origine et dont beaucoup ont transité par le CNIP... —, et les transfuges de l'ultra-droite intellectuelle comme J.Y. Le Gallou ..." (*Fascisme français* page 434).

4 idem page 435.

5 combinaison plus ou moins cohérente de plusieurs doctrines religieuses ou systèmes philosophiques.

6 idem pages 437 et 438.

7 *Crise des banlieues, crise de la société duale ?*, texte disponible à REFLEX.

8 Il faut se préserver de tout amalgame du type PS égal FN. En effet chacun de ces partis ne reposent pas sur les mêmes fondements idéologiques, on ne peut taxer le PS de vichysme! Sur l'échiquier politique, le FN occupe une place spécifique et il a un rôle bien particulier qu'on tentera d'étudier dans un prochain article.

Le FN à l'assaut de l'Education nationale

Après les immigrés, le FN s'attaque à l'école. En effet, il a lancé une nouvelle offensive sur ce terrain. C'est ainsi que dans les 50 propositions de Megret présentées à Marseille le 16 novembre, il est question dans la proposition n° 18 de "bannir le cosmopolitisme de l'Education nationale" et dans la 14 "d'instaurer des quotas d'immigrés par classe". Le 24 novembre, c'est au tour de JM Le Pen de déclarer à Tourves dans le Var que "les moyens de communication et l'école doivent être les canaux privilégiés du patriotisme". Enfin, le 8 décembre, le FN exposait sa vision de l'école au cours des états-généraux du Cercle national de l'éducation, un de ses satellites. Outre son sempiternel couplet sur "La subversion des syndicats marxisants" et "l'idéologie marxo-freudienne", il a été proposé "de réviser les manuels scolaires", notamment en histoire (sont visés bien évidemment la période révolutionnaire et la seconde guerre mondiale). Tandis qu'un autre orateur demandait que les chercheurs consacrent des travaux à "l'hérédité de l'intelligence ou à l'anthropologie physique" chère aux scientifiques du 3^{ème} Reich, comme Hans F.K Gunther ou aux chercheurs sud-africains H.J Eysenk et A.R. Jensen.

Concrètement, comment cela va-t-il se passer sur le terrain ? C'est d'abord la mise en place d'un Cercle national de l'éducation à Marseille dirigé par un prof candidat aux régionales sur la liste du FN, en direction du corps enseignant. Et secundo, la création d'une nouvelle structure "Renouveau lycéen" -il existe déjà pour les étudiants Renouveau Etudiant qui a obtenu près de 10% des voix aux élections dans plusieurs facultés.

Le Front national jeunesse explique sa stratégie :

- 1) "Pénétrer les structures lycéennes";
- 2) "Être présent pour contre les attaque anti-nationales, surtout ne pas se présenter comme candidat du Renouveau lycéen, avoir une attitude sympa et attentive..."

Une attitude différente de celle des 4 membres du FNJ qui sont allés tracter devant le lycée Michelet, il y a 3 semaines. Au cours du tractage, ils ont frappé un élève d'origine immigrée et insulté l'infirmière de l'établissement qui s'interposait. Chassez le naturel, il revient au galop !

Il est clair que le FNJ nous trouvera sur sa route, comme déjà à plusieurs reprises, et qu'il aura l'occasion de nous démontrer ses progrès en matière de course à pied.

Mais nous ne voulons pas circonscire notre lutte à un simple affrontement de type "militaire", d'ores et déjà nous participons à l'élaboration de collectifs lycéens anti-fasciste dans certains établissements marseillais. Pour nous, il est clair que seule une riposte collective impliquant et responsabilisant les élèves et les profs peut être positive.

Résistance anti Fasciste BP 43 13266 Marseille cedex 08

L'AFFRONT NATIONAL

LE NOUVEAU VISAGE DE L'EXTRÊME DROITE EN BELGIQUE



E P O DOSSIER REFLEX

Notons que nous avons coédité un livre sur le FN belge : *L'affront national de Gwenaël Breës*, EPO/REFLEX, 100 frs.

S'organiser pour poursuivre la mobilisation

L'appel à manifester contre l'extrême droite a été entendu. Mais le Parti socialiste est vite revenu sur sa décision de faire du Front national sa cible unique, les mobilisations au fil du temps prenant un ton très anti-gouvernemental. Après la manifestation antiraciste du 25 janvier qui a rassemblé plus de 100 000 personnes pour dénoncer les lois racistes et discriminatoires, pour défendre le droit d'asile bafoué par Marchand, les initiatives ont repris pour une grand part les revendications exprimées ce jour-là. La "récupération" par des manifestants, voire des organisations, de certains des thèmes contenus depuis de nombreuses années dans les positions du mouvement antifasciste radical (sur l'exclusion notamment) est positive si elle s'inscrit dans le long terme et en dehors de tout calcul politicien. En tout état de cause, pour amplifier ce travail de sensibilisation, de mobilisations et d'actions quotidiennes, il reste à construire un mouvement antifasciste solide, structuré et capable de peser dans les rapports de force politique. Ce mouvement doit s'appuyer sur les idées et pratiques d'égalité, de citoyenneté, d'entraide, les faire vivre dans les structures sociales (associations, collectifs dans les quartiers, lycées, facultés, etc.), participer aux luttes en cours et de les développer dans tous les corps de la société : quartiers, entreprises, lieux de vies, de travail, loisirs. La recherche de nouvelles structures d'expression, de convergences en dehors des stratégies politiciennes sera aussi le garant d'indépendance et d'autonomie de ce mouvement. Nous avons tenu à faire la chronologie des mobilisations pour rétablir la vérité – la presse à son habitude focalisant sur les violences de "groupes marginaux" – et remettre ainsi les pendules à l'heure.

18-01-92. Rodez : le Scalp se signale

La ville de Rodez n'avait pas connu de manifestation de cette ampleur – plus de 2000 personnes dans les rues pour dénoncer la venue de Le Pen – depuis le Larzac. Une semaine avant le meeting, personne ne voulait faire quelque chose. L'apparition du Scalp avec tracts et autocollants ont bousculé les habitudes et entraîné de la part de la gauche et de l'extrême gauche un "regain d'activité". Celle-ci comme à son habitude est resté assez loin du meeting, mais les jeunes autour du Scalp n'ont pas hésité à aller devant la salle où Le Pen s'exprimait... Une première sortie qui a permis de prendre des contacts et faire entendre un son de cloche différent. A poursuivre...

21-01-92. Le Pen fout le Caen !

Le Pen hors de Caen, mot d'ordre velléitaire pour les uns, ce slogan semble avoir été pris à la lettre par une majorité des manifestants. A l'initiative d'un collectif d'associations, de partis et de syndicats (PS, PC, SOS, UNEF-ID, UNEF-SE, LCR, JCR, CGT, CFDT...), la manif a été organisée à la va-vite, sans illusion. Rien de bien alléchant, lorsqu'on sait que les expériences passées s'apparentaient plus à un maigre troupeau de moutons exténués et pressés de rentrer à la bergerie, qu'à une réelle riposte anti-fasciste. D'où une certaine surprise de constater

que nous étions à peu près 2000, en majorité des jeunes inorganisés et assez virulents. Bizarrement après une heure de défilé nous nous sommes retrouvés devant la salle du meeting. Cela n'était pas prévu et il ne s'agissait pas d'un débordement (le SO des JCR était assez bien organisé). Alors question : quel intérêt a le PS et consorts à favoriser la confrontation ? Qu'est-ce qui poussent les moutons à montrer leurs dents ? Serait-ce les élections à venir ?

Mais quel dommage, les manifestants ne se sont pas contentés de passer devant les nervis du FN (bates de base-ball et casques) en regardant ailleurs et s'en ait suivi deux bonnes heures assez chaotiques : jets de projectiles sur les fafs et les flics, charges et contre-charges, chaîne humaine autour de la salle... dans une ambiance bonne enfant. Puis le bruit de l'interdiction du meeting par le préfet a couru, démobilisant une partie des gens. Les militants CGT, CFDT et LCR ont achevé de hâter la débandade des quelques centaines qui restaient. Un quart d'heure plus tard, Le Pen faisait son meeting sous couvert de conférence de presse (devant 1000 personnes !).

Au-delà de l'anecdote, cette manif pose plusieurs problèmes :

– celui de la violence. Il ne s'agit pas de verser une larme sur les trois flics blessés, mais

plutôt d'imaginer ce qui se serait passé sans cordon de CRS. Gageons que notre bon millier d'agités se seraient fait massacrer par la cinquantaine d'abrutis du FN. Alors " CRS avec nous " ?

– celui de l'attitude franchement opaque des arrivistes locaux. En plus des manipulations de foules (détournement du cortège, rumeurs, envoi des jeunes des cités au casse-pipe), ils ont essentiellement donné à la manif un ton anti-Le Pen et anti-RPR (la mairie de Caen appartenant à ce parti). La récupération du PS a pas mal fonctionné : aucune critique de la politique gouvernementale.

– en corollaire à ces deux premiers points, l'absence de tout groupe radical et organisé a fait cruellement défaut (pas de Scalp ou d'équivalent). Peut-être dans le cas contraire, cela aurait-il limité la débandade finale, le manque de répondant physique et cohérent, et le contenu creux des slogans. De fait, il y a sans doute une nouvelle donne à Caen : sortons de notre tanière ! (Guillaume)

24-01-92. Grenoble : dure soirée pour Le Pen.

La venue de Le Pen ne s'est pas faite sans encombres. Plusieurs dizaines de jeunes n'ont pas accepté sa présence et l'ont fait savoir bruyamment en s'installant sur le boulevard Alsace-Lorraine. C'est à la brasserie du centre-ville (à

boycotter) qu'il a rejoint ses militants après avoir tenu une conférence de presse dans les locaux de la mairie. Pendant ce temps la gauche et l'extrême gauche manifestait non loin de là mais interdisait tout rapprochement avec l'autre cortège... Un jeune a été blessé par le SO du Front national.

3-02-92. Rennes : le front national mobilise... contre lui

Le 3 février B. Mégret, le numéro deux du FN, idéologue du Parti, devait tenir meeting à la salle de la cité. La municipalité interdisait la réunion, en refusant la salle au dernier moment. Le FN transforma la soirée en un dîner-débat avec leurs sympathisants dans un restaurant ami, le "Pacific" (à boycotter...). Le Collectif d'information et de défense des libertés Français-Immigrés et le PIAF (Pour une intervention anti-fasciste) et la Fédération Anarchiste appelèrent à une mobilisation qui rassembla plus de 2000 personnes. Plus de 250 personnes reprenaient en cœur "C'est à la misère qu'il faut s'attaquer pas aux immigrés" ou "Français-Immigrés, même patrons, même combat" ou "P comme Pourri, S comme Salaud". Ils ont insisté sur la double responsabilité du PS qui en jouant les apprentis sorciers avec le FN pour diviser la droite et en gérant de manière "libérale" a favorisé l'essor du FN. Nombre de manifestants s'en sont pris aux élus, pavanant

avec leurs écharpes tricolores, bombardés d'œufs, ils en furent quitte pour une séance au pressing. Nul hasard non plus quand le drapeau tricolore s'enflamma. Il s'agissait là encore de rappeler que la République, n'a jamais empêché l'exclusion, le racisme, la misère et l'exploitation. (...) On défendait ce soir-là une société à visage humain, qui refusait l'exclusion comme une fatalité et l'Europe comme une finalité...

4-02-92. Nantes.

Le 4 Février ce sont près de 4000 antifascistes et antiracistes qui se sont retrouvés dans la rue contre la venue de Jean-Marie Le Pen à la Beaujoire.

Manifestation où la jeunesse fut particulièrement présente¹, dynamisant et grossissant du même coup les quelques cortèges radicaux comme celui du GROG et du SCALP, même si ce fut certainement plus par refus des partis classique que par adhésion consciente à la praxis de ces groupes.

Ce fut notamment ces jeunes qui, lors de la dissolution de la manif, spontanément partir en direction du lieu du meeting du "boudin blanc totémique"² pour clamer à 300 environ leur refus de l'exclusion devant un cordon de CRS (assez tranquille d'ailleurs) protégeant l'entrée de la salle. Partout en France la mobilisation contre les meeting du FN est très importante, et la part de la jeunesse dans les manifestations et les affrontements qui en découlent est loin d'être négligeable. Cependant ces bagarres ne sont, semble-t-il, jamais préparée, et les mobilisations ne débouchent en règle générale sur rien de concret : pas la moindre constitution de comités, de groupes antifascistes dans les quartiers, les lycées, alors que le FNJ, par exemple, possède (du moins il essaye) dans chaque université des sections de Renouveau Etudiant.

Il appartient donc au SCALP (mais pas seulement à lui) d'encourager et d'aider à la création de groupes antifascistes radicaux (donc anticapitalistes) dans tous les lieux d'insertions possibles. Difficiles tâches dans la période actuelle où les individu(e)s sont plus consommateurs de services près à l'emploi que d'actifs créateurs.

(1) Un bon millier de jeunes. Fait notable puisque les mani-

festations antifascistes regroupent généralement 2000 à 3000 habitués.

(2) 1500 à 2500 personnes venues de toute la région assistaient au meeting.

5-02-92. manif anti-FN à Plaisir.

Celle-ci a été préparée en 4 jours suite à une distribution de tracts du FN annonçant la venue de leur candidat local, accompagnée de Lehideux (candidate pour la région).

La CNT, le CAP (Collectif alternatif de Plaisir), le MRAP, la LCR et les jeunes du coin se sont bougés rassemblant 100 personnes puis au cours du trajet 200 qui arrivent devant la salle du meeting (prêtée par la mairie PS). Plus de la moitié des manifestants est composée de jeunes et moins jeunes des cités avoisinantes, militants et "associatifs" composent le reste. Les gens qui venaient pour le meeting repartaient aussitôt car les manifestants bloquaient l'entrée du parc. Gendarmes (certains avaient des fusils) et CRS classiques empêchaient d'aller plus loin. Deux personnes se sont faites arrêter alors que les CRS, après avoir laissé des manifestants entrer dans le parc, leur sont tombés dessus. Elles ont été libérées le lendemain avec quelques bleus... Le meeting a donc été annulé faute d'auditoire. Le FN n'aura normalement plus de salle à Plaisir (engagement publique du maire car risque de trouble à l'ordre public). Cependant les jeunes demandent toujours une salle pour eux...

13-02-92. Besançon.

Le Pen devait donner une conférence de presse à l'hôtel ALTEA (encore une marque à boycotter). A midi un sitting d'une trentaine d'étudiants devant l'hôtel avec des banderoles et des œufs, la conférence est annulée. Le soir à 17h30, plus de mille personnes se retrouvent dans le centre-ville.

13-02-92. Vent mauvais à Dijon : Maréchal nous revola ?

C'est à l'appel d'une trentaine d'organisations et associations qu'une manifestation s'est déroulée jeudi 13 février à Dijon pour protester contre la venue de Le Pen. La gôche-caviar-PS et les syndicats avaient eux aussi appelé après bien des hésitations (ils envisagèrent même de défilé la veille). Ce furent les mêmes qui dispersè-

rent au bout d'une heure. Malgré cela, c'est au cri de "Le Pen facho, Poujade collabo" que plusieurs milliers de manifestants enboitèrent le pas à la Fédération Anarchiste, la CNT et de nombreux sympathisants libertaires en direction de la salle du Forum, lieu du meeting du FN. Arrivés sur place, deux compagnies de CRS firent barrage aux quelques 2800 antifascistes, ce qui entraîna de violents heurts entre manifestants (plusieurs furent sérieusement blessés) et force de l'ordre (?), nouveau garde du corps du FN ! De tels affrontements ne s'étaient pas vu dans la capitale bourguignonne depuis juin... 1978 (manifestation contre la coupe du monde de football en Argentine - pays soumis à une dictature de fer). Comme sous Vichy, la police au service des fascistes profita de l'occasion pour agresser plusieurs journalistes (témoins gênants de leurs exactions) allant même jusqu'à détruire et confisquer matériels et pellicules. Mais une fois de plus, les anarchistes et leurs sympathisants ont rappelé que la mobilisation et les luttes contre le fascisme et contre les idées totalitaires doivent être permanentes et non pas seulement à l'approche d'échéances électorales.

19-02-92 Baïona : faxistak kanporat !

B. Mégret, bras droit de Le Pen se voit prêter une salle par le maire UDF de Baïona. La manifestation appelé par les groupes Patxa-Oldartzen, appelée par voie de presse, affiches, pégatines (autocollants) et milliers de tracts distribués dans les lycées et les collèges, soutenue par IEGA, EMA, EB (groupes de la gauche nationaliste) et AJIR (Association des jeunes d'Ipparalde contre la répression), a rassemblé 600 personnes déterminées devant la mairie puis la salle, malgré un important dispositif policier. Quant aux dégâts subis par les horodateurs, sucettes publicitaires et les 2 banques, ce n'était "qu'une riposte à la face camouflée du fascisme, expression radicale du capitalisme d'Etat français qui nous impose sa dictature de l'argent, du gâchis, du bétonnage et de la répression... A ce titre la responsabilité du PS est écrasante !" Quant à la manifestation de la gauche elle a rassemblé deux fois moins de monde... Sans commentaire ! Suite aux affrontements, plu-

sieurs mairies ont refusé de prêter des salles au FN. Comme on peut le constater la mobilisation active contre le parti d'extrême droite porte ses fruits.

20-02-92. Bourg-la-Reine

En réaction à la parade de J.-Y. Le Gallou et Marie-Caroline Le Pen, environ 150 personnes se sont retrouvés à l'appel de REFLEX, de la FA de Fresnes-Antony et d'autres associations d'ailleurs absentes ce soir-là pour tenter d'empêcher le meeting du FN : vue la présence militairement discrète devant la salle, mais réellement musclée dans les rues avoisinantes de la police, seuls quelques injures, slogans, œufs ont été lancés et quelques coups plus tard dans la soirée. Environ 3/4 d'heure de présence seulement ont servi qu'à montrer notre mécontentement, sans rien pouvoir empêcher - ce qui était le but initial : à noter l'attitude courageuse de la FA qui au bout d'une demi-heure a demandé la dispersion de la contre-manif.

20-02-92. Sannois.

Deux appels distincts pour dénoncer la venue de Le Pen à Sannois dans le Val-d'Oise en région Parisienne. Un appel commun de toutes les forces "de gauche" et de l'autre côté celui du Groupe Antifasciste Durruti qui après plusieurs jours de mobilisations dans les quartiers est venu "perturber" la manif officielle, pour ne pas en rester à une simple manif traine-savattes, loin du meeting, mais aller devant le meeting...

26-02-92. Angers : un platane pour un Mégret.

Près de mille personnes ont manifesté contre la venue de Mégret dans la ville d'Angers. Plus d'une cinquantaine de jeunes voulaient aller vers la salle du meeting, mais une présence policière et la "gauche vigilante" les en empêcha.

28-02-92. Savigny-sur-Orge.

"Pas de quartiers pour les fascistes, pas de fascistes dans les quartiers", c'est sur ce mot d'ordre qu'une cinquantaine de personnes se sont réunis à Savigny-sur-Orge dans l'Essonne en région parisienne pour protester contre le meeting du FN dans cette ville.

3-02-92. Saint-Ouen l'Aumône.

Environ 400 personnes s'étaient

rassemblés pour protester contre la venue de K. Lang à l'appel des partis, syndicats, associations et collectifs antifascistes. La manif a rapidement changé de ton. Boulons, pierres, cocktails molotov contre CRS matraqueurs et lacrymeurs. Cette petite "bourgade" de 17 000 habitants où il ne s'était jusqu'alors rien passé, est un modèle de la société à deux vitesses : tout est fait pour favoriser l'implantation des classes moyennes ou aisées et améliorer leur bien-être, au détriment des plus défavorisés : construction de résidences pavillonnaires pour bourgs avec le golf à côté (6000 F d'inscription pour l'année), embellissement de tout le périmètre de la mairie, etc. mais du côté des cités : néant. Pas de locaux pour les jeunes, pas de fêtes, transformation de la MJC en Office municipal accompagnée de l'expulsion du collectif antifasciste JARASH qui parvenait à transformer l'endroit en lieu de vie et de convivialité. Les jeunes de la cité n'ont quasiment pas accès à la belle maison de quartier qui a été récemment construite. Les associations sont toutes contrôlées par la Mairie et toute tentative d'expression et d'organisation autonome est soit récupérée, soit éliminée. Flicage permanent, toxicomanie en augmentation chez les jeunes sans perspective, présence du FN sur les marchés et collages abondants. Mais à force de tirer sur la ficelle, elle casse. La venue de K. Lang a crevé l'abcès, car elle a été l'occasion pour les jeunes de s'organiser et de faire front collectivement aux forces de l'ordre. Leur colère s'est aussi dirigée vers les grands responsables du malaise ambiant, car la mairie a été la cible des jeunes. Cette manif devrait avoir réveillé l'ardeur combative des jeunes, y compris au niveau de revendications concrètes, comme l'obtention de salles autogérées, de moyen pour mener à bien des projets, etc. car beaucoup sont conscients de la nécessité de s'organiser et de créer un rapport de force en leur faveur.

03-03-92. Poitiers

Les membres du mouvement anarchiste de Poitiers et quelques anti-fascistes poitevins avaient décidé de réagir dès qu'ils avaient appris la venue de Le Pen à Poitiers. Ils

appelèrent donc à un Carnaval anti Kon le 3 mars devant le lieu du meeting. Le 3 mars après s'être déguisés en aveugles, enchaînés à un borgne et avoir porté le slogan : "Au royaume des français aveugles, le borgne est roi", tout en distribuant des tracts dans les rues de Poitiers, les antifascistes se joignirent à la manifestation organisée par les syndicats et incitèrent les manifestants à les rejoindre le soir pour aller devant le meeting. Environ 200 personnes (du père de famille avec ses enfants au punk à la crête en passant par l'étudiant) se retrouvèrent devant la salle. Le SD du FN s'arma de gourdin, accompagnés par une dizaine de jeunes tondu, plutôt agressifs. C'est lorsque les manifestants se déplacèrent vers le Palais des congrès que les CRS bloquèrent l'accès. Les policiers et les fafs prenant des photos. Ce premier rassemblement peut tout de même être considéré comme un succès pour ceux qui ont appelé à la manifestation et qui ne s'attendaient pas à mobiliser autant.

3-03-92. Pas de Mégrét à Troyes.

La manifestation pour protester contre la venue de Mégrét regroupait la CFDT, CGT, MRAP, LDH, PS, PC, Groupe libertaire aubois, etc. et s'est disloquée vers 19 h. Mais de nombreuses personnes (500 à 700) refusent d'en rester là, retournent devant les locaux de la Bourse du travail où devaient se tenir le meeting et l'occupent. La police finit par rappeler pour faire vider la salle et la rendre au FN. Vue l'ambiance, la difficulté pour les policiers à faire place nette, la motivation des jeunes, le préfet a finit par interdire le meeting. L'absence de CRS a sûrement changé le rapport avec les flics; ceux-ci ayant un comportement plus ouvert à la discussion... Enfin, un bon point qu'il faudra savoir transformer.

04-03-92. Brest.

Pour protester contre la venue de Le Pen plusieurs organisations (MRAP, SDS-Racisme, le CRIF, Peuple Breton, PC, LCR, PS (eh oui !)) ont appelé à manifester au travers de la rue de Siam à la place de la Liberté (centre-ville). Plus de 5 à 6000 personnes ont défilé dans le calme derrière une bannière de consensus "pour l'égalité et contre le racisme", les organisations ayant opté pour une marche silencieuse de protes-

tion. La FA et le Scalp rejoignirent le cortège en scandant des slogans anti-fascistes "C'est pas les immigrés qui sont de trop, c'est Le Pen et les fachos". A 19 heures, la manif s'est disloquée pour laisser place à un concert multi-culturel devant la mairie où les groupes les plus radicaux ont été écartés.

05-03-92. Lille.

La manifestation contre la venue de Le Pen à Lille a été massive. Des incidents ont éclaté en fin de manifestation entre les jeunes et les policiers placés pour défendre le meeting du FN.

06-03-92. Rouen.

Pour la venue de Le Pen à Rouen, un collectif unitaire s'est mis en place comprenant une trentaine d'associations dont le Scalp. Le PS refuse d'y participer parce que le tract fait trop mention des responsabilités du PS dans la montée du FN. Après un long débat sur le lieu de dissolution de la manif, le collectif décida d'aller jusqu'à 500 mètres du meeting. La manif se déroula sans problème, mais arrivée au lieu de dispersion, les flics lancèrent sans sommation des grenades lacrymogènes. 200 à 300 personnes s'organisèrent pour affronter les fafs et les flics. Après une heure de pleurs, ils ne restaient que les plus motivés, une centaine de jeunes, qui prirent la direction du local du F'haine, qui subit ce qu'il méritait. Ensuite ce fut la dispersion. Mais les flics n'en restèrent pas là et la chasse au faciès commença dans tout le centre ville. 41 personnes furent arrêtés; les flics n'hésitant pas à traiter les manifestants de "sales arabes, sales juifs, il faudrait rouvrir les camps". Sur les 41, 10 furent inculpés. Les organisateurs de la manif (sauf le PC, le MRAP, la CGT) se mobilisèrent pour se rendre à l'hôtel de police, mais ils en furent éjectés. Un collectif de soutien s'est constitué pour recueillir les témoignages, constituer un cartel d'avocats, et récolter de l'argent. Le premier procès a eu lieu le 20 mars et d'autres suivront.

11-03-92. Lyon.

Le FN s'est vu refuser une salle par le Maire de Lyon. M. Noir qui s'est joint à la manifestation anti-fasciste, vient pourtant d'accorder un crédit aux thèses de JM Le Pen concernant les

certificats d'hébergements et de leurs limitations (ce qui en clair signifie d'empêcher des étrangers de venir voir leur famille en France). En fin de manif, un cortège important a réuni les antifascistes radicaux.

18-03-92 Paris contre le Pen

A Paris, deux manifestations au départ de la Gare de l'Est. Une qui partait vers la Bastille avec la LCR, l'Appel des 250 et le Manifeste regroupant 2500 personnes et une autre qui voulait aller au Zénith avec 1500 personnes. La seconde n'a pu aller très loin : les CRS présent très rapidement ne laissèrent aucune chance aux manifestants. REFLEX avait appelé à la manifestation et trouvait normal d'aller là où se déroulait le meeting du FN et non aller se perdre à la Bastille. La hargne policière, les mots de certains "bougnoles, arabes, dehors" renforce bien l'idée que la lutte contre le FN passe par une lutte contre les politiques sécuritaires et xénophobes du gouvernement. Avant la manif, c'est à un véritable barrage anti-manif que l'on a assisté de la part des journaux et des organisations politiques refusant à Paris de participer à cette manif.

18-03-92. Tours.

La retransmission en direct du meeting de Le Pen à Tours avait suscité de la part des antifascistes locaux (Scalp, ADELE, LCR, JCR, GRRRAF, SOS et les Verts) une riposte. Les partis de "gôche" et les syndicats ignorant superbement la manif, quelques 300 personnes se dirigèrent vers la salle, et furent bloqués par les CRS. La décision fut prise de les contourner et là, sans aucune sommation, ni menaces de la part des manifestants, les CRS visiblement "incontrôlés" chargèrent avec leurs véhicules, détruisant banderoles, blessant trois manifestants, tabassant un jeune porteur de béquilles et interpellant deux manifestants. Après un face à face tendu d'une heure, ils libéraient nos camarades... La soirée n'était pas finie pour autant... Deux heures durant, les flics vont multiplier les provocations, arrêtant une dizaine de jeunes... Le samedi 21 mars, un marche de protestation regroupait 150 personnes, dont de nombreuses "victimes".

Nous remercions tous nos correspondants pour leur compte-rendu et nous vous incitons à faire de même, à envoyer vos critiques, vos articles, vos informations...

Le jeune mouvement anti-fasciste au Québec

Le 31 octobre 1986, dans un entrepôt désaffecté de la rue Saint-Timothée à Montréal, des jeunes assistent à un spectacle donné par trois groupes de musique punk d'orientation anarchiste : Inhuman, Capitalist Alienation, et Specters of Madness. Une dizaine de skinheads néo-nazis font irruption dans le local, se mettent à attaquer les spectateurs, puis les musiciens, et le spectacle prend fin d'une façon abrupte. Le commando néo-nazi quitte les lieux en laissant plusieurs blessés.

C'est à cette époque du milieu des années quatre-vingt qu'émerge une tendance d'extrême droite au sein de la marginalité des jeunes, à Montréal. Ce courant est influencé par les skinheads néo-fascistes d'Angleterre, et ce sont des cadres politiques d'extrême droite des États-Unis et du Canada anglais qui viennent ici "éduquer" politiquement de jeunes marginaux. On voit même le vénérable John-Ross Taylor, leader fasciste du Canada anglais, âgé de plus de 70 ans, venir de Toronto pour rencontrer à Montréal des skinheads d'extrême droite, anglophones et francophones.

Ces jeunes néo-nazis font régner un climat de terreur parmi les punks, qui sont pour la plupart pacifistes et non-violents. Bien des jeunes arborant une coiffure à la "mohawk" n'osent plus s'aventurer dans le centre-ville, de peur d'être agressés par des skinheads néo-nazis. En 1987, alors qu'il vient de produire un disque, le groupe Capitalist Alienation met fin à ses activités, pour éviter les actes de violences des néo-nazis lors de ses spectacles. Ces derniers, forts de leur supériorité tactique sur les punks, commencent alors à s'attaquer à des personnes des minorités visibles ainsi qu'aux homosexuels.

À la fin des années quatre-vingt, le mouvement des jeunes néo-nazis s'étend dans les banlieues de Montréal et dans les autres régions du Québec, avec les mêmes scénarios de violence et d'agressions.

Le 13 octobre 1989 à Montréal, une trentaine de skinheads néo-nazis attaquent à coups de barres de fer des jeunes venus assister au spectacle du groupe musical Bérurier Noir, principale figure du mouvement des jeunes anti-fascistes en France. Quelques personnes sont blessées, mais un groupe d'anti-fascistes mené par Michel Larouche met en fuite les agresseurs. La police, qui avait été appelée en renfort bien avant le déclenchement de l'attaque, arrive enfin, après les ambulances, tandis que les néo-nazis sont déjà loin. Cependant, alors que le chanteur de Bérurier Noir invite les spectateurs à marcher ensemble dans la rue après le spectacle afin de prévenir une autre attaque, ceux-ci font face en sortant de la salle du Spec-

trum à un fort contingent de policiers, qui les dispersent sans ménagement, matraque à la main...

Cette attaque a créé tout un émoi dans le milieu des jeunes libertaires et anti-fascistes, ... et chez les néo-nazis également, car c'est la première fois qu'ils faisaient face à une riposte et à une auto-défense organisée. La Ligue Anti-fasciste, qui les a mis en déroute, est un groupe d'une dizaine de jeunes, des skinheads principalement, qui s'est constitué quelques mois auparavant. De nombreux jeunes vont grossir ses rangs suite à cette attaque, pour constituer un mouvement d'environ deux cent membres à l'automne 1989.

De leur côté, les néo-nazis s'organisent également. En 1990, se constitue à Montréal une section de l'Aryan Resistance Movement (ARM), une organisation pan-canadienne créée spécialement pour encadrer les skinheads d'extrême droite. Des groupes de sympathisants de ARM se forment aussi dans d'autres régions, comme les Jeunesses Aryennes à Québec. À ce réseau s'ajoutent des cellules du Ku Klux Klan, à Montréal et à Sherbrooke entre autres.

Sous l'influence de ces organisations politiques, le courant de jeunes néo-nazis est en partie expurgé des éléments propres à la culture skinhead, au profit de la culture de l'extrême droite, ce qui dégage un espace pour le développement d'un mouvement skinhead anti-raciste et anti-fasciste. Ainsi, au début de 1991, se constitue à Montréal, une section de SHARP (Skinheads Against Racial Prejudice), un réseau international de skinheads anti-racistes.

La Ligue Antifasciste Mondiale

Alain Dufour, président de la LAM précise les objectifs de cet organisme et fait le bilan de ses interventions:

"Au départ, la LAM voulait créer un pôle différent pour contrer le développement de la mode skinhead nazi, en faisant la promotion du style skinhead anti-raciste. On cherchait ainsi à couper les bases de recrutement des skinheads nazis et des groupes d'extrême droite, en offrant un

autre modèle aux jeunes qui veulent se marginaliser et devenir skinhead. On avait comme deuxième objectif de sensibiliser les jeunes et la population en général à l'existence et au développement de groupes néo-nazis.

"Après l'attaque contre le public de Bérurier Noir en octobre 1989, la LAM s'est retrouvée avec environ deux cent jeunes de différents styles à intégrer et à organiser. Mais on avait aucun moyen, aucune structure, à part la possibilité de se réunir au bar des Foufounes Électriques. On disait à nos membres "Il faut combattre le fascisme...", et certains repartaient avec l'idée "qu'il faut combattre les nazis...", qu'il faut aller les attaquer. On ne leur donnait pas de moyens autres qu'être un gang en opposition à une autre gang, c'est un peu ce que cela a donné malheureusement au début.

"Mais on a progressivement mis sur pied des structures de travail. On s'est constitué en association légale, avec un conseil d'administration et des comités, on a publié un bulletin, et les réunions sont devenues plus constructives.

"On a aussi organisé une patrouille de sécurité, et ça a été très positif comme moyen de dissuasion face à la violence des nazis qui sévissait depuis plusieurs années. Mais ça a été souvent mal interprété: certaines personnes ont vu là une forme de fascisme ! En fait notre patrouille était bien structurée et encadrée, il ne s'agissait pas d'aller attaquer les nazis, mais d'être visibles, d'être présents. Le problème c'est que l'on a associé la patrouille de la LAM à bien des batailles qui ont eu lieu entre des nazis et d'autres jeunes, dans lesquelles notre patrouille n'était aucunement impliquée. Cela nous a nui considérablement. Pourtant notre action dans la rue a eu des résultats très positifs, parce ça a montré aux nazis qu'il y avait une opposition très forte à leur mouvement. À cause de cette action, on était critiqués et on subissait aussi des pressions très fortes de la part des services policiers qui ne voulaient pas nous voir dans la rue, on a donc supprimé notre patrouille de sécurité.

"Mais malgré ce changement, notre intervention est restée assez difficile, parce

qu'on manquait de moyens et d'appuis. Je crois que le mot "anti-fasciste" faisait peur. Au niveau politique, les élus nous ont dit "La LAM, c'est une patate chaude !". La LAM, tout le monde voulait bien l'avoir sur le terrain, mais presque personne ne voulait l'aider, parce que ça paraissait dangereux. On a fait des demandes pour des subventions, des programmes d'emploi, etc., mais ça nous a été refusé, jusqu'à récemment.

Il y avait notre orientation "antifasciste" qui dérangeait, mais il y avait aussi une question de préjugés face aux jeunes et à leur marginalité, face à leur culture. L'aide qu'on a pu avoir, c'est venu surtout du syndicalisme étudiant et des Founfoumes Électriques, un bar qui n'a pas eu peur de se déclarer officiellement "anti-fasciste", et secondairement de la CSN.

"Durant ses deux premières années d'existence, en 1989 et 1990, la LAM a quand même réalisé ses objectifs de départ, qui étaient de faire connaître le style skinhead anti-raciste et de sensibiliser les gens à la montée de l'extrême droite.

De plus, à travers les activités de la LAM, les réunions, les manifestations, les spectacles, etc., on a réussi à créer une certaine concertation de la jeunesse marginale, entre punks, skinheads, rockers, etc. Des liens se sont créés entre des jeunes de différentes régions, et ces liens subsistent.

Dans le cadre collectif de la LAM, on a aussi permis à des jeunes d'avoir une réflexion plus poussée que s'ils avaient été isolés. Ils ont amené aussi ces réflexions dans leur milieu, dans les écoles en particulier. On les a aidé à se prendre en main, et il y a maintenant d'autres groupes qui se forment sur le terrain.

"En janvier dernier, la LAM a réorienté son action, et elle travaille maintenant comme organisme de recherche et d'intervention sur les questions du racisme et de l'extrême droite, au niveau de la société québécoise en général. En intervenant dans des contextes comme celui des affrontements raciaux dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, ou des activités du Ku Klux Klan en Estrie et dans la région de Montréal, la LAM a acquis une grande crédibilité, par rapport aux médias, aux organismes concernés par la question du racisme, ainsi qu'aux instances gouvernementales. Cette intervention s'appuie sur un travail de recherche et d'analyse qui s'est beaucoup raffiné, et on a été en mesure d'amener les élus à prendre position sur la question des groupes racistes organisés. Pour nous, cette reconnaissance est importante, car quand on décide d'intervenir sur une situation ou un événement, on est écoutés.

"Cependant, on constate que les milieux institutionnels ne font généralement pas confiance aux jeunes marginaux. Les punks et les skinheads ne se font pas écouter, ils se font analyser et critiquer... La LAM veut donner plus de voix, plus d'espace dans la société à ces jeunes-là. C'est pourquoi on soutient des initiatives comme celle des skinheads anti-racistes du groupe SHARP, et on s'est associé der-

nièrement avec les compagnies Cargo et Tir Groupé, qui produisent des disques et des spectacles de musique "alternative", pour rejoindre les jeunes dans leurs loisirs.

"On est aussi en train d'organiser un projet d'envergure, celui d'un Mouvement National de la Jeunesse contre le Racisme, qui va promouvoir une action concertée de tous les groupes qui travaillent avec les jeunes ou qui sont constitués de jeunes. Ce projet prendra la forme d'un Forum national et d'activités qui se tiendront dans les différentes régions du Québec.

En décembre prochain, nous allons aussi remettre en service notre ligne d'urgence 1-800-INFOLAM, pour permettre au public de nous rejoindre dans l'ensemble du Québec."

dans le réseau de SHARP, parce que ça a maintenant une envergure mondiale, ça nous donne plus de possibilités. On est déjà une cinquantaine, des francophones et des anglophones, de la grande région de Montréal.

"D'une façon générale, on veut avertir la société du danger que représentent les mouvements néo-nazis, parce qu'il y a trop de monde qui prennent ça à la légère.

"On veut aussi surtout intervenir auprès des jeunes, mais on est absolument pas un groupe qui va aller attaquer les nazis. On va effectuer une forme de surveillance, on va être présents lors des spectacles pour faire une prévention contre la violence. On va essayer de parler aux skinheads nazis et racistes, et on l'a déjà fait à plusieurs reprises d'une façon tout à fait pacifique.



Le mouvement des skinheads anti-racistes

Un regroupement de skinheads anti-racistes s'est formé à Montréal en février dernier, sous l'appellation de SHARP (Skinheads Against Racial Prejudice). Cet organisme est affilié au réseau SHARP qui existe aux États-Unis, au Canada -notamment à Ottawa, Toronto et Calgary- et qui commence à s'implanter en Europe.

Jean-François, un des leaders de la section montréalaise de SHARP, nous explique l'origine et les buts de ce regroupement:

"Plusieurs membres de SHARP sont d'anciens adhérents de la LAM ou d'un groupe de "redskins" -ou skinheads "communistes"- créé en 1990 à Montréal, la Red Union.

"La Red Union ne rejoignait pas assez de monde car on était limités par l'orientation communiste du groupe. Cela ne nous permettait pas de constituer une opposition significative face aux skinheads d'extrême-droite. On a donc décidé de créer un regroupement plus large, ouvert à tous les skinheads anti-racistes, et on s'est intégré

"Cependant, ce sont surtout les plus jeunes skinheads que l'on veut rejoindre, car ceux qui sont plus âgés et qui sont dans des mouvements d'extrême droite depuis plusieurs années, c'est plus difficile de leur faire adopter un autre point de vue. Tandis que les plus jeunes, qui cherchent plus à faire partie d'un mouvement qu'à adhérer à des groupes politiques, on peut les rejoindre plus facilement car ils sont moins articulés et moins ancrés dans des préjugés racistes.

"On veut redonner une bonne image au mouvement skinhead, en retournant au style skinhead original qui représente des jeunes de la classe ouvrière sur une base multi-raciale, non raciste. On a commencé à organiser ce mouvement avec des réunions, un bulletin de liaison, et des spectacles avec des groupes de musique progressistes, et cela crée déjà une dynamique positive."

SHARP organise un festival de musique alternative qui se tiendra à Montréal à la mi-décembre avec une douzaine de groupes de musiques, c'est pour tous les âges...!

Y. C.

Le PS, un petit tour et puis s'en va...

La campagne électorale a été marquée par une multiplication de sondages pronostiquant le FN à 20% et une abstention massive. Au soir du 22 mars, l'abstention était de 30% et le FN à 14%, alors manipulation ou erreur des instituts ? La première solution semble la plus probable. En tout état de cause, les journalistes qui se sont permis de pavoiser en claironnant l'échec du FN au soir de ces élections ne brillent pas par leur clairvoyance. Le FN a acquis une nouvelle légitimité, troisième force du pays derrière un PS en débandade et la droite RPR/UDF.

Avec un PS à 18% et un PC en régression, c'est le symbole de la fin d'une époque : celle d'une bipolarisation droite/gauche. Génération Ecologie se veut le promoteur de cette recombinaison politique alliant centristes, écologistes et socialistes "ouverts" contre la droite "dure" et ainsi se place comme pivot après les législatives prévues en 93.

Quels enseignements tirer du 22 mars ? Sur le plan général, l'abstention a été plus importante qu'en 1986 mais inférieure aux européennes de 89. Elle reste supérieure à 30% dans toutes les grandes villes, notamment dans les banlieues défavorisées.

• Pour le PS, c'est la descente aux enfers. L'introduction d'une dose de proportionnelle pour limiter la casse et un savant jeu d'alliances entre "verts responsables", centristes, "socialistes" reste la seule hypothèse pour ne pas sombrer. L'émergence de listes indépendantes à droite comme celle de Boorlo - fondateur de Génération Ecologie sur Valenciennes -, qui s'est vu apporter le soutien des élus G.E. contre Delabarre (ministre de l'environnement contre ministre de la ville),

préfigure sans doute les prochaines alliances. Le Parti Socialiste se retrouverait petit à petit mis hors jeu, comme dans la région Provence-Côte d'Azur, où les listes Energie ont écrasé les listes officielles du PS. Batailles internes, fausses factures, sans projet, le PS n'est plus que l'ombre de lui-même et certains ne croient plus en sa résurrection et préfèrent miser sur cette nouvelle alliance. La perte du fief Nord-Pas-de-Calais détenu depuis 1934 par le PS au profit des Verts illustre bien cette dégringolade et son isolement. Les tergiversations de Rausch qui a fini par démissionner de la Présidence de Lorraine ou de Soisson sur leur élection avec les voix du Front national a de quoi laisser songeur pour ceux qui avaient fait de celui-ci leur ennemi et accusait la droite de pactiser avec le diable. Ce genre de



comportement a pour conséquence de décrédibiliser la lutte contre l'extrême droite et apporte de l'eau au moulin du slogan "tous pourris".

Depuis quelques temps, tout le monde quitte le navire-amiral PS. Que ce soit SOS-Racisme, Génération Ecologie, les critiques à l'encontre du gouvernement se font de plus en plus directes, sans retenues. Est-ce une opération consistant à recréer des courants qui permettront au PS ou à son descendant de se repositionner comme force centrale d'une opposition de gauche, ou bien ceci manifeste-t-il la disparition du PS par son éclatement ?

• L'écologie a du mal à trouver une unité prise entre deux courants "Les verts" et "Génération Ecologie". Pour Lalonde (GE), fini le temps des revendications

anti-nucléaires, anti-productivistes, de changement social, l'écologie doit être réaliste et capitaliste "Vive l'économie de marché" et "Agir pas gémir" sont ses deux slogans préférés.

Quant aux Verts, s'estimant les seuls "vrais écologistes", ils ne veulent pas entendre parler d'alliances avec leurs "frères ennemis" Génération Ecologie. Ils représentent un courant environnementaliste, qui intègre les questions de la solidarité, de l'égalité, du partage, et de l'exclusion sociale sans pour autant participer et favoriser les luttes sur ces terrains.

• La droite unie se retrouve en tête, mais n'obtient pas le score espéré de 40%, et ne peut se présenter comme la force du changement. Alain Juppé (RPR)

n'a pas pu faire acte de candidature en Ile-de-France pour le poste de président de région, sachant qu'il lui faudrait négocier avec l'extrême droite. Si les présidences de région n'ont pas occasionné des accords directs et visibles entre la droite et le FN, tout le monde sait très bien qu'il y a des relations et des accords tacites, voire des échanges de bons procédés et des négociations. La droite ne peut ignorer un Parti qui fait 15%, lui prend des électeurs et dont certains de ses membres considèrent comme fréquentables... voir réclament une alliance en bonne et due forme (cf. Poniatoski).

• Le Front national passe de 137 conseillers régionaux à 239. Il retrouve un score équivalent aux présidentielles de 1988. C'est un saut qualitatif d'un vote

Tableau 1 (nbre de voix)

	1992	1986
Essonne	67271	45254
Hauts-de-Seine	71308	68194
Seine-et-Marne	70373	51141
Seine-St-Denis	87732	73825
Val-d'Oise	71418	49316
Yvelines	84612	57697
Bas-Rhin	65520	52264
Gironde	62022	40569
Côte d'Armor	21171	12590
Finistère	35513	23643
Eure et Loir	35209	19002
Doubs	24044	22189
Aude	17450	10607
Gard	49327	43551
Hte Garonne	42868	27338
Eure	34792	21685
Seine-Maritime	63705	37763
Loire Atlantique	41623	29611
Oise	48584	38482
Alpes Maritimes	122508	104733
Nord	159001	145452
Rhône	116185	78100

personnalisé à l'image d'un leader à un vote sur un programme, celui du FN. Il gagne partout des voix (tableau 1) et devient la seconde force dans quatre régions majeures : Provence-Cote d'Azur, Ile-de-France, Rhône et Alsace. Il fait des scores entre 20 et 30% dans plusieurs villes de plus de 40.000 habitants (tableau 2) et obtient 32% à Mantes-la-Jolie dans les Yvelines.

En dehors de la région PACA, il réalise ses meilleurs scores en raison d'un taux d'absence plus élevé et dans les zones où les populations souffrent le plus de l'exclusion et de ses conséquences dans la vie quotidienne.

Le FN s'est construit dans les années 80 autour de deux thèmes : l'insécurité et l'immigration. Aujourd'hui le discours contestataire, raciste, sécuritaire a fait place à un discours programmatique de gestion écouté par une fraction importante de la population. Implanté nationalement, les 239 conseillers vont s'évertuer à démontrer par des actes concrets que le FN tient ses engagements et que son arrivée au pouvoir permettrait de résoudre tous les problèmes... Ce qui veut dire que la concurrence va être rude au niveau de thèmes comme l'insécurité ou l'immigration entre les forces politiques pour se présenter comme les meilleurs garants de l'ordre.

Le FN est donc arrivé à un second objectif : après être devenu la référence pour tout débat politique, il détermine le degré de répression des autres forces politiques dans la gestion de l'exclusion.

L'exclusion n'affecte pas seulement les jeunes des banlieues. Elle touche de nombreuses catégories sociales, entraînant une crise des valeurs, des identités et des repères sociaux. Le FN en bénéficie directement. Il n'est plus seulement le parti des

classes moyennes, de la petite bourgeoisie ou des agriculteurs mais étend son influence dans toutes les catégories sociales, notamment employées et ouvrières. La prolétarianisation du FN est la conséquence des choix économiques et sociaux du PS en faveur de certains secteurs de la bourgeoisie européenne et des multinationales. Les courants oppositionnels au sein du PS sont très critiques sur ces choix et se placent dans une perspective de "refondation" d'un courant progressiste reprenant à leur compte une partie des revendications des classes moyennes et de la bourgeoisie nationale (voir Chevènement et son discours nationaliste et protectionniste). C'est aussi sur ces contestations et les mouvements sociaux catégoriels/corporatistes que pensaient s'appuyer le PC pour refaire surface; il n'a réussi qu'à sauvegarder quelques positions dans des lieux où il lui reste des relais syndicaux et associatifs. Lui aussi joue sur les mêmes registres que le FN. À Saint-Herblain, commune ouvrière de Loire Atlantique, il demande dans un tract entièrement consacré au sujet : "Insécurité ; réalité ou fiction", l'emploi de nouveaux ilotiers pour contrôler les populations et la construction de nouveaux commissariats. "Toute dégradation, toute effraction, tout vol, toute agression physique est intolérable. Ces violences font diversion (sic !), empêchent d'agir avec sérénité pour des améliorations concrètes, pour des transformations sociales. C'est vrai, il faudra bien un jour traiter le mal à la racine..." Ce mal à la racine qu'est l'exclusion n'est pas pour lui comme pour les autres forces politiques le combat prioritaire à mener, celui qui permettrait dans le quotidien de recréer des identités sociales communes entre tous les résidents autour de revendications sur le logement, la santé, l'éducation, le droit de vivre décemment.

L'opinion exprime de plus en plus des demandes autoritaires et sécuritaires lors des élections. Pour le moment, le FN a peu d'influence dans les revendications sociales, mais avec son programme et ses "50 propositions sociales", ils espèrent là aussi prendre pied. Le repli sur chaque corporation et chaque communauté est l'hypothèse la plus envisageable dans la situation actuelle; elle marquera d'autant plus le fossé entre les résidents (étrangers et français) que l'exclusion créera des zones "ghettos". Sans être à caractère ethnique - l'exclusion touchant à des degrés divers tout le monde -, ces zones seront les symboles d'une société à deux vitesses où l'ordre sécuritaire est rendu obligatoire pour assurer une cohésion du corps social, non plus fondée sur une démocratie participative et une intégration des citoyens à la vie de la cité mais sur la répression et les forces policières.

Cela est vrai dans toute l'Europe et dans le reste du monde. Seules les forces réactionnaires, nationalistes et intégristes ont le vent en poupe. Elles sont le reflet d'un ordre mondial fondé sur l'exploitation et la hiérarchisation des hommes et des femmes, des peuples et des cultures.

En France, deux courants sont dominants :- l'un autour d'une dynamique d'exclusion, autoritaire et réactionnaire dont le FN est l'illustre représentant sans en être encore la colonne vertébrale, et qui a beaucoup d'adeptes dans la droite traditionnelle;

- l'autre autour d'une gestion économique libérale intégrée à l'Europe, alternant répression et assistantat vis-à-vis des exclus regroupant centristes, socialistes et le courant écologiste de Génération Ecologie.

Face à ces deux dominantes, un courant humaniste essaye de voir le jour. On le retrouve en partie chez les Verts et dans divers courants critiques du PS et du PC. Il s'est affirmé le 8 juillet 1989 à la manifestation pour l'annulation de la dette du tiers-monde ou le 25 janvier 1992 lors de la mobilisation pour l'égalité des droits.

Ce courant sera capable de s'opposer aux deux forces dominantes si dans les luttes sur des sujets aussi sensibles que l'immigration, l'exclusion et l'ordre sécuritaire, il sait se mobiliser au jour le jour et allier au discours la présence dans les collectifs et les associations, s'il privilégie le rapport de force social au rapport de force institutionnel. ♦

Tableau 2

Les grandes villes où le FN dépasse 20%

Mantes-la-Jolie :	31,45%
Saint-Priest (69) :	31,22%
Perpignan (66) :	31,08%
Vaulx-en-Velin (69) :	30,95%
Nice (06) :	30,12%
Antibes (06) :	29,92%
Nîmes (30) :	29,78%
Cannes (06) :	28,70%
Fréjus (83) :	28,64%
Toulon (83) :	28,59%
Cagnes-sur-Mer (06) :	28,50%
Tourcoing (59) :	27,63%
Wattrelos (59) :	25,40%
Roubaix (59) :	25,32%
Hyères (83) :	25,24%
Saint-Denis (93) :	24,89%
Avignon (84) :	24,70%
Marseille (13) :	24,64%
Vénissieux (69) :	24,54%
La Seyne-sur-Mer (83) :	24,31%
Mulhouse (68) :	23,71%
Grasse (06) :	22,99%
Argenteuil (95) :	22,49%
Aulnay-sous-Bois (93) :	22,40%
Villeurbanne (69) :	22,35%
Aubervilliers (93) :	22,19%
Saint-Etienne (42) :	22,15%
Aubagne (13) :	21,82%
Aix-en-Provence (13) :	21,54%
Lyon (69) :	20,21%

Quand le corporatisme fait ses ravages...

Bien que Mantes-la-Jolie ne fasse plus la une de l'actualité, les problèmes que connaît le Val-Fourré sont loin d'être résolus. On peut même affirmer que la situation reste en l'état. Si l'on voulait une preuve, la grève qu'ont menée les enseignants de cette localité est, de ce point de vue, très significative.

Malgré les "opération anti été chauds", les départ de certains "jeunes" du Val Fourré à la campagne, comme l'avait proposé Cresson au printemps, la situation sur cette cité ne respire pas la quiétude : voitures brûlées, remplacement du drapeau français par un drapeau marocain sur un collège du Val Fourré, tensions dans les deux collèges de cette cité... En décembre 1991, alors que des professeurs sont en réunion dans le collège Paul Cézanne, situé au cœur du Val Fourré, une des voitures de l'un d'eux est brûlée; en outre à leur sortie de cette réunion ceux-ci essuient des jets de pierres. La réaction ne se fait pas attendre, l'ensemble des professeurs et la direction décident de fermer l'établissement pour dénoncer l'insécurité et la dégradation des conditions de travail : classes surchargées, manque de remplaçants, etc.. Très vite le mouvement s'étend à l'ensemble des établissements, écoles maternelles, primaires, collèges et lycées. Durant une quinzaine de jours la plupart des enseignants de la ville seront en grève, prendront diverses initiatives : manifestations dans le centre ville, devant le rectorat de Versailles, blocage du TGV Rouen-Lyon. Il y aura des tracts de distribuer appelant les habitants de Mantes à soutenir ce mouvement, délégation à Matignon... En outre l'ensemble des élèves — environ 1000 collégiens — du collège P. Cézanne (établissement où a commencé la grève) ont été renvoyés. Pour que leurs parents puissent les réinscrire, ils leur a fallu signer un texte (voir encadré) qui les somme en quelque sorte à bien éduquer leurs enfants!

La sécurité d'abord !

Pendant deux semaines se sont déroulées de multiples assemblées générales, dont certaines avec les parents et les élèves; les débats porteront principalement sur deux thèmes : d'une part, la satisfaction d'un certain nombre de revendications pour satisfaire des carences de personnel¹ ou pour exiger la construction de nouveaux locaux², d'autre part sur les problèmes liés à l'insécurité³. Force est de constater que l'unité du mouvement se fera essentiellement sur le thème sécuritaire.

Le 11 décembre se tient une réunion entre le Recteur de l'académie de Versailles, le Secrétaire Général des Yvelines et une coordination de 21 personnes représentant parents, élèves, enseignants de la ville de Mantes la Jolie. De cette ren-

contre naîtra un protocole d'accord entre les différentes parties qui est très révélateur. Trois points seront abordés : sécurité, constructions scolaires, moyens de l'Education Nationale.

Nous nous intéresserons principalement au chapitre de la sécurité, en effet pour ce qui concerne les deux autres il n'y a guère d'originalités quant à la teneur des résultats des négociations qui portent sur les points vus plus haut.

Dans ce protocole il est, entre autre, prévu :

"Afin de renforcer la présence des polices urbaines autour des établissements :

1) 10 appelés policiersauxiliaires viendront renforcer la police urbaine le 1^{er} février 1992;

2) une compagnie de CRS est mise en place à Mantes pour assurer en partie des tâches de la police urbaine qui pourra ainsi se consacrer à des tâches de sécurité;

3) il est donné acte de la construction du poste de police de Limay (commune voisine) et du commissariat de Mantes qui ouvre à la mi-93;

4) s'agissant du problème de l'ilotage, les parties conviennent que celui-ci serait inoportun aujourd'hui dans sa forme classique. Par contre, à la demande des présents, le Secrétaire Général s'engage à développer une meilleure présence de patrouilles de police en véhicules autour et dans le quartier du Val Fourré. A terme, la pratique de l'ilotage est reconnue comme indispensable;

9) des instructions formelles sont données à tous les fonctionnaires placés sous l'autorité du Préfet des Yvelines de répondre favorablement à toute invitation de conseil d'administration de collèges ou lycée ou comité d'établissement primaire pour évoquer les questions de sécurité;

Un dixième point prévoit que, lorsqu'un élève subira des mesures disciplinaires (renvoi de son établissement par exemple), on organisera un suivi personnalisé, c'est-à-dire qu'un dossier sera constitué. Ainsi il rencontrera beaucoup de difficultés pour se réinscrire dans un nouvel établissement.

En outre, "il est un préalable convenu qu'un comité de suivi des conclusions de la négociation sera mis en place. Ce même comité sera chargé de traiter toute autre question susceptible de faire évoluer favorablement les questions qui se posent sur le Mantois. Ce comité sera coprésidé par M. le Maire de Mantes la Jolie et M. le Sous-Prefet de l'arrondissement qui est chargé de sa mise en place"⁴.

En résumé, ce mouvement n'avait d'autres objectifs que de répondre aux revendications corporatistes des enseignants; en fait leur unique revendication se réduisait à pouvoir exercer leur profession dans des conditions qu'ils jugent acceptable pour eux. On réclame des moyens matériels, humains et sécuritaires supplémentaires pour pouvoir continuer à fonctionner, sans se poser de questions sur les finalités de l'école.

C'est à l'exclusion qu'il faut s'attaquer

Actuellement la politique que mènent Cresson et Jospin est de faire en sorte que les établissements secondaires (lycées et collèges) deviennent des lieux d'apprentissages pouvant satisfaire les marchés de l'emploi locaux, c'est-à-dire que l'on forme des individus en fonction de ce que souhaitent les patronats locaux. On entretient l'illusion que le chômage est dû, en grande partie, au manque de formation des individus, c'est faire fi de la réalité. Actuellement on assiste à la mise en place d'un nouveau mode d'exploitation basé sur la flexibilité et la précarité, ce qui se traduit, entre autre, par un chômage massif. D'ailleurs lorsque le gouvernement Rocard instaure le RMI qu'est-ce que cela signifie? Concrètement l'on reconnaît qu'il y a un volant de personnes qui sont exclues de la sphère de production et donc de la sphère de consommation. Répondre aux tensions, aux violences que connaissent les ghettos sociaux principalement par une politique sécuritaire, ne résoudra strictement rien, pire cela ne peut qu'accentuer les conflits, car ce type de réponses ne fait que dresser les individus les uns contre les autres. On criminalise les nouveaux "parias" de la société, "les jeunes des banlieues". En outre on sait que les réponses sécuritaires n'ont aucune efficacité, c'est-à-dire qu'elles ne peuvent apporter de réelles solutions au "sentiment d'insécurité", dans la mesure où on ne peut contrôler intégralement un quartier, à moins d'envisager un processus

...l'idéologie et sécur



que si l'on en reste là seuls les forces et courants politiques qui proposent des solutions autoritaires et sécuritaires sont les perspectives. ◆

1 par exemple 30 instituteurs supplémentaires en primaire, en secondaire 3 postes de conseillers d'éducation (l'équivalent des surveillants généraux), 6 postes d'assistances sociales ...

2 la construction immédiate de collèges, d'écoles et d'installations sportives supplémentaires ...

3 par exemple "La sécurité des biens et des personnes : la présence de l'ordre public dans les quartiers, au milieu de la population, la protection aux abords des établissements scolaires doit être immédiatement décidée et les moyens nécessaires dégagés" (collège P. Cézanne)

4 L'ensemble de ces citations est extrait du protocole d'accord obtenu suite aux négociations. Point de détail intéressant, un militant de la LCR a fait parti de ce comité de suivi qui a donc pour fonction de s'assurer que les accords sont bien appliqués, donc entre autre que les flics soient bien déployés !

5 Crise des banlieues : crise de la société duale ?, texte disponible à Reflex.

Après le renvoi de tous les élèves du collège P.-Cézanne, les parents ont signé le texte suivant pour que leurs enfants puissent y être réinscrits.

"Après avoir pris connaissance du règlement intérieur, je m'engage devant les représentants des parents et des professeurs à faire respecter l'ensemble du règlement. Mon enfant sera scolarisé à Paul Cézanne aussi longtemps que sa conduite ne nuira pas à la vie du collège. Je m'engage à surveiller son travail à la maison, à veiller à ce qu'il soit fait preuve de l'autorité nécessaire pour que mes enfants aient une conduite sociale correcte à l'intérieur et à l'extérieur du collège."

de carcélisation des ghettos et encore c'est loin d'être démontré! L'expérience aux Etats-Unis est, de ce point de vue, éloquent. La situation s'est tellement dégradée, que la police, même avec des moyens énormes (patrouilles de policiers, hélicoptères ...), ne peut plus contrôler la situation; les massacres entre bandes ne se comptent plus, l'espérance de vie d'un enfant né dans un ghetto est inférieure à celle d'un enfant vivant au Bangladesh.

Le mouvement des enseignants à Mantes traduit bien la situation dans laquelle on est actuellement; "d'un côté correspondrait l'individualisme triomphant des "garantis" (les personnes ayant un emploi garanti), des gagnants (Tapie en est le représentant), mais aussi individualisme réactif, nourri de l'angoisse et de la culpabilité que fait naître l'échec. Dans ce contexte, solidarité, action collective, égalité ..., toutes ces valeurs sont caduques; de l'autre l'idéologie sécuritaire qui s'appuierait sur un "fort sentiment d'insécurité" dans la majeure partie de la population, sentiment dû au développement massif du chômage, de la précarité, de la

marginalisation et donc de la montée de la délinquance. Avec l'aide des médias, le pouvoir entretiendra et exploitera ce sentiment, par la mise en spectacle de la "nouvelle pauvreté" ..., pour que s'établisse un consensus social minimal : l'adhésion de la majeure partie de la population aux organes de pouvoir; c'est ainsi qu'on désignera des boucs émissaires proches (immigrés, jeunes de banlieue ...) ou lointains (Etats, communautés étrangers : Arabes, Slaves ...).

Si l'on n'est plus capable d'aborder fondamentalement, par exemple, le problème des finalités de l'école, du ou des savoirs, à quoi servent-ils, comment on les acquiert, dans quels buts, si l'on ne s'attaque pas réellement à l'exclusion sociale, et non pas aux exclus, il y a tout à craindre que ce type de mouvements se développent; mouvements corporatistes où les protagonistes ne défendent que leurs "intérêts" immédiats, et ce au détriment des personnes marginalisées. Les conséquences sont prévisibles : développement du sentiment de haine, repli sur soi, ou dans le cas présent repli sur sa corporation. Il est bien évident

ogie autoritaire
itaire se porte bien

Nantes : un quartier en perte d'identité sociale

Partant de l'idée que les quartiers ont ou vont avoir une place importante dans la lutte contre le fascisme, le Scalp de Nantes a décidé de mener son enquête dans le quartier nord-est de Saint-Herblain – commune de la banlieue nantaise, 45 000 habitants avec de très grandes cités – où nous avons interviewé quelques personnes. Sans être d'accord avec toutes les idées qui ressortent de ce texte, il nous semble important de les porter à la connaissance des lecteurs comme base de réflexion et de débat.

Les quartiers Nord-Est de Saint-Herblain (Crémeterrie, Soleil Levant, Preux, Tillay) sont à la fois jeunes et anciens. Ce sont des quartiers faits principalement de maisons individuelles (accession à la propriété). Les quartiers les plus anciens ont été construits après la guerre (Le Tillay). La population y est relativement âgée. Depuis une dizaine d'années la construction de maisons individuelles se sont développées à Preux et au Tillay où la population est beaucoup plus jeune.

Les quartiers les plus vieux ont en général un cadre et une qualité de vie supérieure (au moins en m²) aux nouveaux où l'espace est de plus en plus restreint.

La population d'origine immigrée est très faible. Le chômage y est nettement moins élevé qu'à Bellevue ou les Dervallières, quartiers limitrophes. Les "Hivernales" qui se sont tenues au Centre du Soleil Levant ont été une réussite, une soixante de personnes à chaque spectacle. Voilà donc un quartier où a priori le mal de vivre des banlieues ne devrait pas exister.

Nous sommes allés enquêtés principalement au Centre social pour vérifier cette hypothèse.

18

Peur, insécurité, police...

Le sentiment d'intolérance et d'insécurité est de plus en plus fort particulièrement chez les personnes âgées.

L'insécurité au Tillay n'a rien à voir avec une atteinte à l'intégrité physique. Elle relève de la petite délinquance, chapardage, vol à la tire, voiture endommagée, le local "milclub" assez souvent saccagé.

Cette petite délinquance serait due en partie à la proximité des Dervallières où le taux de chômage atteint 30% et où l'avenir est complètement bouché. Pour les jeunes des Dervallières, voir de l'autre côté du boulevard, des quartiers de maisons individuelles flamboyants neufs devient une provocation permanente. Bien sûr, les habitants du Tillay ne se sentent pas particulièrement favorisés, beaucoup se serrent la ceinture pour payer les traites de fin de mois. Il n'empêche que l'avenir des uns diffère de celui des autres.

On assiste donc à une coupure entre des gens de classe sociale relativement identique, coupure qui naît et se renforce par "l'agression".

À côté de cela, la police véhicule un discours insécuritaire, anti-jeunes, qui renforce la peur et l'intolérance des habitants, apportant ainsi une caution aux désirs d'auto-défense de certains.

La peur a tendance à se développer d'autant plus vite qu'elle est irraisonnée. C'est la femme de ménage qui a peur le soir alors que toutes les lumières sont allumées, ce sont les vieux qui tremblent dès qu'ils voient passer dans la rue deux jeunes garçons bizarres, mais pas moins pacifistes pour autant. Ce sont les habitants qui veulent défendre manu-militari le local "Milclub", il faut toute la persuasion et la fermeté du directeur du Centre Social pour les convaincre de ne pas jouer les shérifs, leur intégrité physique ou économique n'étant pas mise en cause.

Montée de l'intolérance

"Globalement, je ne suis pas inquiet par la montée de l'intolérance nous dira le directeur du Centre Social, il faut accueillir tout le monde au centre dans la mesure où les droits de l'homme sont respectés". Confortés par les discours sécuritaires et racistes, de plus en plus de personnes font ouvertement pression pour exclure certaines catégories de la population. *"Pourquoi refuser au centre des cours d'éducation religieuse ? Il y a une demande importante de reconnaissance de leur foi de la part des musulmans, leur refuser cette reconnaissance, c'est participer à leur exclusion".*

Répression, prévention

Pour le Directeur du Centre Social, su autrefois, les animateurs sociaux avaient tendance à ne pas trop se préoccuper des suites données à une plainte, la réflexion n'est plus la même aujourd'hui.

La société actuelle ne peut pas se passer de répression. Il y a celle qui existe au sein de la famille, de l'école, dans le milieu associatif. C'est une répression-prévention,

un ensemble de valeurs morales, d'orientations, de repères.

Or cette répression-prévention a tendance à disparaître : les parents ne "tiennent" plus leurs enfants, le milieu associatif est relativement déliquescence. Par contre l'individualisme, la lutte de chacun pour soi rentrent en phase avec le racisme, l'exclusion. Autant de valeurs qui rapprochent à plus ou moins long terme les gens du FN.

Quel peut-être le rôle de la répression-prévention policière ? Peut-on quand on anime un Centre Social s'arrêter au dépôt de la plainte ? Quel contrôle sur le travail de la police ? Comment faire jouer la démocratie pour contrôler le travail de la police, les suites données à une plainte, la façon dont sont traitées les personnes arrêtées, jugées voire emprisonnées ?

Lors des "Hivernales", le Centre Social du Soleil Levant a réussi à obtenir une permission pour que deux prisonniers originaires du quartier viennent exposer leurs peintures et passer une soirée en famille au centre.

Contrôle social

Un concept qui faut autant frémir que celui de répression. Pourtant pour le directeur du centre, il faut entendre le contrôle social comme quelque chose de positif, dans le sens où ils agissent d'un réseau de personnes, de familles, d'associations qui permet une vie sociale où chaque personne puisse s'épanouir.

Si le contrôle social est régi par l'argent, au service d'un pouvoir municipal, départemental..., il devient dangereux, il devient source d'exclusion pour ceux qui ne se retrouvent pas dans cette orientation politique. Or, on assiste aujourd'hui à un tissu associatif mourant, il ne se renouvelle ni en idées, ni en personnes. Ils s'institutionnalisent. Sur Saint-Herblain, le discours de la mairie est : *"Vous avez des idées, vous avez besoin d'argent, venez nous voir, on verra ce qu'on peut faire ensemble"*, au passage, le projet est réorienté, il devient plus ou moins support publicitaire pour le parti, très vite l'objectif du départ est revu en baisse.

DSQ : démagogie sociale de quartier ?

Banlieues par-ci, banlieues par-là, et revoici les banlieues l'ennemi public n° 1. Car autour de nos jolis centres-villes fleuris, il existe une affreuse jungle bétonnée, les plus connues s'appellent Vaulx-en-Velin, les Minguettes, la Goutte-d'Or... Avant ils appelaient ça les ZUP, maintenant c'est les banlieues. On se ait pas trop pourquoi ça a changé mais ici à Angers, ça change pas grand chose : 250 000 habitants - ville fleurie, plein de groupes rock, du bien bon vin, un beau château et un très fort chômage, + 10% de logements sociaux, des records d'alcoolisme, de plus en plus de licenciements (Bull et Thomson) et de belles cités qui ne sont plus aussi transit que cela...

On a même droit à 400 briques de DSU (dotation de solidarité urbaine) et sur une des plus vieilles ZUP de France : Belle Beille, un joli DSQ.

La plupart des gens ignorent ce qu'est un DSQ, on s'en fout, on en a un !

Il paraît que c'est pour les quartiers comme à Paris qui s'enflamment, avec des jeunes qui cassent tout et des supermarchés pillés.

En tout cas ici, les jeunes ne risquent pas de faire des conneries comme à la télé, ils sont moins nombreux que les flics !

Bon le DSQ a quand même du bon parce que les immeubles qui commençaient à être gris crados et les pelouses sont plus vertes maintenant...

L'intérieur des apparts a été refait, du travail bien fait, des tapisseries qui se décolle déjà, la peinture qui se barre, l'électricité qui gazouille, et tout qui merde.

Il faut dire qu'ils ont embauché des CES

(contrats emploi solidarité) pour la réhabilitation, comme le veut le contrat. Mais la plupart n'ont rien à faire, glandent discrètement dans les sous-sols, l'entreprise doit être rentable, pas le temps de former !

Certes, les immeubles ont été repeint, mais est-ce vraiment pour les habitants ou pour le pôle universitaire et technologique qui se construit à côté ?

La misère aux portes et aux fenêtres des étudiants et des cadres dynamiques, c'est inadmissible !

Les étudiants qui ont même eu droit au DSQ : des logements et des salles de cours :

- des immeubles transformés en résidences universitaires en dépit des familles qui vivaient là depuis près de 20 ans;

- un centre (ancien cinéma) transformé en amphithéâtre alors que le quartier manque d'une salle de spectacle. Il faut bien des sacrifices, me direz-vous !

Car question culturelle, c'est plutôt le vide. La maison pour Tous, qui survit avec

les moyens du bord, ne peut plus faire de concerts car le voisin d'en face est gêné; une MPT qui essaye pourtant d'animer quelques manifestations, il faut bien faire vivre le quartier...

Le DSQ a d'ailleurs mis en place des commissions d'habitants pour que les gens approuvent ou non ce que la mairie a déjà décidé. Ils font même un joli journal en papier glacé ou chacun a le droit de s'exprimer quand il est d'accord avec la politique municipale...

Une politique municipale qui essaye d'endormir un quartier pour cacher les problèmes. La couleur des immeubles ne fait pas oublier les problèmes quotidiens : le chômage, la "petite délinquance", le déchirement du tissu familial, l'alcool...

Que va devenir Belle Beille ? Une banlieue animée où l'entraide et la connaissance des voisins fait oublier toutes ces petites misères ou bien une cité dortoir où rien ne se passe, rien ne vit, à part peut-être des élections tous les 5 ans... ♦



Pourquoi ce tissu associatif est-il mourant ? La vie associative qui était un lieu d'éducation populaire, un lieu de formation de "cadres", un lieu de débat, a été délaissée au profit de l'investissement dans les partis.

Le FN a vite compris l'importance du travail associatif. Lorsqu'il est capable de l'investir, il devient beaucoup plus fort.

Quels rôles peuvent jouer les centres sociaux ? Ils en peuvent être des flots de vie sociale agréables, indépendamment du milieu où il se trouve. Le pouvoir des Centres Sociaux, le "Contre-Pouvoir" qu'on a pu parfois prêter aux animateurs, face au pouvoir politique, dépend en fait du pouvoir du Conseil d'Administration et donc de la capacité des gens du quartier à se mobiliser, à avoir des projets indépendamment de ceux du pouvoir politique.

Malheureusement, c'est de moins en moins le cas. ●

Répression et régression des droits des étrangers

Vers un mouvement de désobéissance civile

L'instauration de zones de transit n'est que la partie visible de l'iceberg discriminatoire frappant les étrangers et les réfugiés. L'amendement Marchand reprenant la quarante-sixième mesure du Front national tombait on ne peut plus mal pour un gouvernement voulant faire bonne figure vis-à-vis de ses troupes "humanistes". Le Conseil constitutionnel est venu à son secours... mais ce n'est que partie remise, Schengen et l'harmonisation européenne prévoyant ces zones de parage, qui existent de fait depuis plusieurs années. Après le succès de la manifestation du 25 janvier, un collectif permanent regroupant les quatre associations initiatrices de cette mobilisation (FASTI, LDH, MRAP, SOS-Racisme) demande l'abrogation de la loi Marchand. Pour passer du discours à une pratique commune sur le terrain et à la construction d'un mouvement de luttes, il reste beaucoup de chemin à parcourir. Les luttes des déboutés aujourd'hui dans l'impasse vont-elles retrouver un second souffle ? La constitution d'un mouvement de désobéissance civile sera-t-elle capable de cristalliser autour de lui toutes les forces qui en ont marre d'entendre les discours racistes, xénophobes, d'exclusion qui traversent toute la classe politique ? Voilà quelques-unes des questions que nous allons aborder ci-dessous.

Le premier point à dénoncer avec la loi du 31 décembre 1991 est l'amalgame entre "clandestin" et entrée et séjour des étrangers. L'objectif de celui-ci est de satisfaire les fantasmes de l'opinion publique mais il ne repose sur aucun critère vérifié. En effet, l'idée sous-jacente serait que tout immigré touchant le sol français vient pour prendre racine... En fait beaucoup d'étrangers viennent voir leur famille en France, passer des vacances et n'ont pas l'intention de rester. Avec les contrôles par les certificats d'hébergement - M. Noir connu pour ses idées anti-Le Pen n'a pas hésité à refuser des certificats -, on soumet à une véritable inquisition et suspicion ceux qui accueillent leur amis. Imaginez un instant que le Club Méditerranée, les officines touristiques néo-coloniales ou le Paris-Le Cap soient soumis de la part des autorités des pays du Sud à autant de sévérité, de contrôles...

Le PS fait sien l'idéologie du "Trop d'immigrés"

La nouvelle loi restreint d'une manière draconienne les droits des étrangers. Après celle de Pasqua en 1986, puis celle de Joxe en 1989, c'est la troisième loi en 5 ans qui vient modifier l'entrée et le séjour des étrangers en France. Son objectif "a pour but de renforcer la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irrégulier d'étrangers en France. Un grand nombre d'immigrés en situation irrégulière séjournent sur le territoire français grâce à des personnes qui leur fournissent des moyens d'entrée et de séjour et aussi avec l'aide d'employeurs qui exploitent la précarité de leur situation."; Renforcer la lutte contre le

travail clandestin, en "punissant" les entreprises (augmentation des amendes et des peines), et en aggravant les peines (prison et amendes) pour les "clandestins". L'exploitation que subissent les étrangers dans certains secteurs employant de la main-d'œuvre irrégulière est réelle (absence de couverture sociale, de droits, horaires flexibles, salaires dérisoires, etc.). Combattre l'exploitation ne semblant pas une des priorités du gouvernement, il faut chercher ailleurs les raisons de cette loi. L'embauche de clandestins travaillant dans le Bâtiment ou le textile est nécessaire - au dire des dirigeants de ces secteurs - il serait donc étonnant que le gouvernement parte en guerre contre ces milieux et les oblige à respecter le droit du travail et les conventions collectives. En fait, il va y avoir une rationalisation dans la gestion de la main-d'œuvre étrangère (que cela soit celle du Sud ou des pays de l'Est). Avec les quotas par nationalités et secteurs d'emploi, on va organiser directement le marché à partir des pays d'origine et des besoins des pays du Nord. Ce qui évitera tout débordement et arrivée massive d'étrangers et permettra le contrôle à la source. En effet, l'emploi de main-d'œuvre étrangère sera géré par les quotas décidés par l'Etat et discuté avec les secteurs demandeurs de main-d'œuvre étrangère.

Le travail constituait souvent pour les étrangers "clandestins" un moyen de s'insérer et d'obtenir des papiers. Cela est aujourd'hui impossible. On donne ainsi raison au thème de Le Pen "Il y a trop d'immigrés en France alors que beaucoup de "français" ne trouvent pas de boulot... il faut les renvoyer..."

Pour ce faire, le gouvernement a augmenté la panoplie répressive. Par exemple

la modification de l'article 27 : tous les étrangers sans papiers deviennent passibles de trois ans de prison et de dix ans d'interdiction du territoire à leur première interpellation., et ceux qui auront la "malheureuse" idée d'aider des "clandestins" seront eux aussi durement réprimés.

Depuis 1974 et l'interruption de la migration des travailleurs étrangers, la situation de l'emploi peut être opposé d'une façon générale à toute personne demandant une carte de résident, qui confère à son titulaire l'autorisation de travailler. Certaines nationalités comme les Cambodgiens, les Laotiens, les Libanais, les Polonais, les Vietnamiens ou les "légionnaires titulaire du certificat de bonne conduite" ne peuvent se voir refuser l'autorisation de travail au vu de la situation de l'emploi. Les Maliens, les Turcs, les Zaïrois ou les Haïtiens, n'ont pas droits aux mêmes égards... Il est vrai que la situation politique, économique et sociale dans leur pays est bien plus conforme aux principes de la démocratie ou du respect des droits de l'homme cher à Kouchner...

Reprenant un thème cher à Rocard, Toubon, quant à lui, déclarait que la loi du 31 janvier doit avoir pour effet : "non pas seulement de contrôler, c'est-à-dire de freiner les mouvements (migratoires), mais de ne pas inciter par des mesures de caractère économique et social les étrangers, notamment ceux qui sont le plus dans la misère, à venir chez nous".

Le statut de réfugié : une procédure TGV

Pour ce qui concerne les demandeurs d'asile, l'autorisation de travail a été supprimée au mois d'octobre 91. La procédure

démocratie ou un régime d'émancipation qui dénonce l'ordre du monde.

La lutte aujourd'hui

Plusieurs dizaines de déboutés ont entamé des grèves de la faim dans toute la France. Se déroulant à intervalles réguliers, elles se veulent un moyen de faire pression sur les pouvoirs publics et politiques. Après la circulaire du mois de juillet 91 et les régularisations de la fin 91, le gouvernement estime avoir fait "tout son possible". Seuls des réexamens de dossiers sont effectués donnant quelques cas positifs, la situation étant bloquée pour le plus grand nombre. Face à cela, le collectif de soutien aux déboutés, les associations de solidarité se retrouvent démunis, cherchant de nouvelles formes d'action pour interpeller l'opinion publique et faire pression sur les pouvoirs publics. Il faut savoir en effet que la précarisation des personnes ne peut qu'entraîner des phénomènes secondaires, à savoir la criminalisation des individus qui se retrouvent sans rien : ni logement, ni travail, ni assistant; vivre dans ces conditions n'étant pas pensable, on sait ce qu'il advient : la délinquance, la prison donc l'expulsion. En criminalisant aux yeux de l'opinion publique les déboutés et en se servant des institutions répressives pour accomplir son travail de "nettoyage", le pouvoir utilise des procédés ignobles pour appliquer ses positions politiques contre le

la plupart des pays africains sont soumis aux marchés économiques mondiaux, à un appauvrissement et une dégradation de leur niveau de vie. La dette, la politique du FMI ou de la Banque Mondiale planifie la misère pour redonner solidité aux économies de ces pays une possibilité de s'insérer dans les rapports économiques mondiaux. Pour faire accepter aux populations ces politiques, les gouvernements s'appuient sur l'armée ou des régimes dictatoriaux. La population fuyant la misère et la terreur - comme c'est le cas au Zaïre - essaye de rejoindre le Nord. Sont-ils des réfugiés politiques ou économiques ? Peut-on se satisfaire des semblants de démocratie que l'Occident essaye de mettre en place - "pluralisme" des partis et de la presse - pour refuser ces populations en Europe ? Mourir de faim ou pour ses idées méritent de notre part autant de solidarités, de luttes pour obtenir le droit d'asile pour ces gens... Au Nord comme au Sud, l'exclusion sociale et économique entraîne les révoltes, l'exil et notre lutte ne peut en rester à de grandes déclarations politiques de principes... Refonder autour de l'exclusion mondiale, un projet d'émancipation social est de l'utopie réaliste; à l'internationalisme d'antan centré autour de la classe ouvrière, sachons y substituer un fédéralisme des peuples et des individus, une solidarité de citoyens ayant les mêmes intérêts et les mêmes droits de vivre dignement sur cette planète.

pour obtenir le statut de réfugiés qui prenait auparavant plusieurs mois, voir plusieurs années est aujourd'hui très rapide. Pour rattraper le retard accumulé, Rocard avait en 1989 donné des moyens financiers supplémentaires. Du coup, 3 demandeurs d'asile sur 4 ont vu leur demande traitée sans même qu'ils soient entendus. Les fonctionnaires de l'OFPPRA ont appelé cela le "TGV". Une prime exceptionnelle de 833 F par mois leur étant accordée au rendement pour remettre les chiffres à zéro. Aujourd'hui l'axiome est le suivant : plus vite le statut de réfugié est refusé, plus vite on les renvoie, et moins il risque de "s'installer" en s'insérant par le travail. Le député RPR Toubon s'en félicite : "vous avez supprimé le droit au travail automatique pour les demandeurs d'asile. C'est bien". Marchand, quant à lui, voulait les parquer dans les aéroports et il en était fier. Le refus du Conseil Constitutionnel n'est pas sur le fond mais sur la forme, estimant que l'amendement pêchait par des oublis "juridiques". Certaines associations humanitaires (?), quant à elle, avait estimé le besoin de se retrouver dans ces zones pour garantir les droits des personnes et les accompagner dans leur démarche... Jusqu'où iront certaines associations dans leur servitude et leur rôle d'aide de camp au racisme et aux discriminations des Etats ? L'asile politique devient avec l'Europe de Schengen (voir à ce sujet l'article sur l'Allemagne et l'Asile) un parcours du combattant; pour ceux qui arrivent des dictatures, il va falloir bientôt présenter les papiers avec le cachet du bourreau affirmant avoir été torturé...

M. Bianco, ministre des Affaires sociales, ancien de SOS-Racisme, quant à lui, est très satisfait des mesures du gouvernement de restriction du droit d'asile ou encore de la chasse aux "clandestins". Se voulant réaliste, il en appelle à la compréhension des associations pour la politique gouvernementale qui se veut à la fois humaine (intégration des immigrés) et ferme pour empêcher l'afflux de gens du Sud, qui se servent de la procédure du droit d'asile pour la détourner au profit d'une immigration économique. Le gouvernement s'est engagé à trouver les moyens financiers pour expulser les 80 000 déboutés qui ont vu leur recours de régularisation devant l'Office Français pour les réfugiés refusé. Il faut savoir en effet qu'expulser autant de personnes coûte cher à l'Etat, qui à ce jour a débloqué la somme correspondant à 20 000 expulsions.

La question du développement des pays du Sud

Toutes les forces politiques s'entendent pour dire que les migrations sont dues au non-développement des pays du Sud. La solution serait simple et résiderait donc dans une aide directe pour faire accéder le tiers-monde à un minimum de "bien-être" (au sens marchand), qu'il puisse nourrir sa population...

Dans ce cadre, le ministère des affaires sociales avaient lancé un partenariat entre le gouvernement et certaines asso-

ciations pour démarrer un programme de co-développement. Quelques associations ont accepté de prêter main forte au discours gouvernemental sur le nécessaire arrêt de l'immigration au profit d'une aide au développement. Est-ce le rôle des associations de participer à la mise en place de cet ordre économique qui veut pérenniser les inégalités entre le Nord et le Sud ? En s'associant avec les gouvernements pour la coopération, pour le contrôle des populations dans les "pays à risques", on oublie un peu vite les raisons fondamentales de l'exil et des politiques de domination des pays du Nord.

Pour empêcher le Sud de monter, on va l'écartier du Nord. D'abord au moyen de cadres juridiques - ça c'est le rôle de Schengen - avec des projets de développements pour donner le change à l'opinion publique dans certaines zones les plus proches, et pour les entités géographiques éloignées ou moins "médiatiques" elles seront abandonnées, en situation de guerre permanente (conflits internes entre communautés) avec des régimes dictatoriaux. L'Europe aux confins de la Méditerranée a besoin de stabiliser la ceinture du Maghreb. C'est pour cela que des négociations avaient déjà eu lieu avec le FIS en Algérie. L'Europe négociera avec les gouvernements du Maghreb quels que soient leur couleur politique... Mieux vaut une dictature qui fasse régner l'ordre qu'une

Au fil des crises nationales et internationales, le nombre de réfugiés croît, chaque jour, dans le monde de 3 000.

2 650 fuient un pays pauvre vers un autre pays pauvre, 35 viennent en France. Il ne s'agit plus guère d'intellectuels, de leaders connus, d'anciens présidents ou généraux mais, le plus souvent de paysans victimes de répressions qui ne distinguent pas les militants politiques répertoriés, des citoyens en révolte contre les injustices économiques qui les frappent. A nouvelle situation mondiale devrait correspondre une définition nouvelle du réfugié.

La Convention de Genève reconnaît comme réfugié "toute personne qui, craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité, et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays".

La notion de réfugié politique né au lendemain de la guerre de 45 n'a pas subi de modification dans les textes. La question est donc de savoir si une personne en raison de ses conditions de vies économiques et sociales dans son pays d'origine peut être considéré comme réfugié ? La réponse des gouvernements européens est non. Pourtant, les persécutions ne peuvent se restreindre dans une économie et un système mondial aux seuls problèmes politiques. Aujourd'hui,

droit d'asile et plus généralement contre les étrangers. Les associations comme SOS Racisme ou la LDH peuvent-elles se satisfaire seulement de quelques communiqués dans la presse, qu'attendent-elles pour mettre tout leur poids et leur engagement militant pour faire cesser cette situation ? Le double langage et le double jeu du gouvernement et de certaines associations devant l'attente de ces milliers de personnes est intolérable.

La solidarité avec les déboutés ou les étrangers appellent donc autre chose que des mots et des bons sentiments. L'engagement de certaines d'hommes et de femmes dans le travail quotidien d'aide juridique et sociale permet d'établir des liens et de poser des jalons de résistance face à l'État. La solidarité jugée "illégal" et réprimée comme telles par l'État : "L'accueil d'un étranger sans papier pouvant entraîner pour un "français "une peine de de prison et d'une amende" et pour un résident étranger régulier "une peine de 5 ans d'emprisonnement et une interdiction du territoire pendant 5 ans". Ce qui relève de la plus simple humanité, l'entraide à des hommes et des femmes dépourvus de ressources et persécutés est interdit dans notre "démocratie"; cela peut nous rappeler au "bon" souvenir des années 30 où les réfugiés allemands, juifs et espagnols avaient eux aussi connu les camps et la prison... Le PS en appelle à la lutte contre le FN mais condamne et réprime comme il y a 60 ans ceux qui subissent les dictatures... Associations de solidarités, associations d'entraide avec les exclus, groupes anti-fascistes, c'est en interpellant la société sur le monde d'exclusion dans lequel nous vivons, en voulant redonner un sens à nos vies et en refondant des rapports de solidarité et d'égalité entre tous les gens qui vivent sur ce territoire que nous avancerons construire une alternative. ●

Pour agir, prendre contact avec le Comité de soutien avec les déboutés

Racisme et néo-racisme

Le racisme quelles que soient les théories qui le définissent (néo-racisme ou racisme historique) a pour but de légitimer l'exclusion et la domination. Il se traduit toujours par des pratiques et des discours de rejet de l'autre. Il fait renaître dans la mémoire et l'inconscient collectif, le fantasme selon lequel l'autre (celui qui a une religion, une couleur de peau, un mode de vie différent) serait la cause de tous les maux. Il faudrait donc se protéger de l'étranger susceptible de contaminer notre identité culturelle, sociale et raciale.

Ces pratiques et ces discours racistes engendrent la formation de communautés spécifiques : d'un côté les racistes (des colons du siècle dernier aux lois instituant la double peine ou les quotas raciaux); de l'autre côté les victimes du racisme (des esclaves aux immigrés). Cette formation de communautés est une constante du racisme et nécessite la théorisation de l'idéologie qui les rassemble. Les théories donnent corps et valident les communautés. La théorie classique tend à prouver qu'il y a une identité raciale commune. Cette identité engloberait largement un grand nombre d'individus (d'où le concept de masse). Elle serait antérieure et primerait sur l'identité de classe sociale. Cette identité de classe se trouve donc occultée.

La théorie raciste se propose d'expliquer les différences et la violence sociale en prenant comme présupposé (pour ce qui concerne le racisme classique) que les masses ont un faible niveau de compréhension. Les explications qu'elle apporte sont donc simplistes. Elles n'incluent pas les données politiques, économiques et sociales mais apportent une sorte de formule simple qui justifie le rejet de l'autre et les violences qui lui sont faites tant au niveau des agressions quotidiennes que des conditions d'existence qui lui sont imposées (discriminations à l'embauche, au logement, intégration

obligatoire). Le racisme tend à prouver que la race, l'identité et le risque de contamination que représente l'autre seraient les causes logiques et évidentes des conflits et de l'exploitation.

Dans le cas du néo-racisme :

- la notion de classe sociale est également occultée mais cette fois on ne lui substitue plus l'identité raciale mais la catégorie d'immigration et/ou l'identité culturelle.

- la violence sociale, le rejet de l'autre s'expliquerait par la naturalisation du comportement raciste. Celui-ci présenté comme un instinct naturel servirait à protéger une identité culturelle présentée comme vitale pour les sociétés humaines. Il s'agit là aussi d'une vision simpliste car elle présente l'individu et la collectivité à laquelle il appartient comme porteurs d'une seule culture unique, permanente et immuable.

Le racisme, donc, qu'il soit classique ou différentieliste, a toujours les mêmes effets (en dépit du caractère plus soft que revêt en apparence le néo-racisme) : expliquer et légitimer la violence, le rejet, justifier les différences sociales.

- la notion de hiérarchie ouvertement énoncée dans le racisme classique (races inférieures et races supérieures) subsiste dans le néo-racisme. En effet, même s'il présente les cultures sur le même piédestal, on verra dans les pratiques qu'il y a par exemple, certaines cultures qui sont présentées comme arriérées, ce qui fut le cas pendant la guerre du Golfe. Cette hiérarchie s'exprime dans les conflits mais également dans la notion d'intégration; s'il y a une intégration c'est qu'il y a une culture dominante.

- la notion de biologisme énoncée dans le racisme classique subsiste dans le néo-racisme. Il y aurait des causes biologiques de la culture ainsi que des effets. Par exemple la différence culturelle déclencherait des instincts d'anamité et de "défense du territoire". A l'inverse, une culture et un mode de vie particuliers pourraient déterminer un biologique différent (façon de se nourrir, de se soigner, etc.). ◆

ÉGALITÉ SOLIDARITÉ ENTRAIDE



Quel rapport entre la lutte contre l'extrême droite et la solidarité avec la lutte contre la double peine ?

La lutte contre l'exclusion pratiquée par l'Etat français à l'égard des immigrés relève des mêmes symptômes contre lesquels nous nous élevons en luttant contre l'extrême droite. Cette droite extrême n'est qu'un laboratoire servant à alimenter les pratiques de l'Etat.

Tous semblent nous faire croire que l'épouvantail Le Pen est une réelle menace... peut-être une menace future pour les citoyens qui ont des droits. Cela nous fait oublier que d'ores et déjà la pratique de l'exclusion raciale et xénophobe met sur la touche une frange de la population dans une situation de non-droits.

Expulser c'est exclure. C'est refuser d'admettre la légitimité du vécu des immigrés sur le sol français. Le mot "immigrés" a-t-il encore un sens quand cela fait 15, 20, 30 ans qu'un Marocain, un Algérien, un Portugais vivent en France.

En clair, le pouvoir dit : "Chacun pour soi." Surtout pas de femmes, d'enfants, de familles, car cela signifierait une autre culture, une société dans la société et cela semble trop pour l'Etat français qui se contenterait bien d'une main-d'œuvre servile.

Certains ont donné, payé le prix de la servitude sans avoir la reconnaissance des droits. Ce marché de dupe légitime la colère des deux, troisième, énième génération qui ne veulent ressentir l'humiliation de leurs aînés.

Alors les barreaux ont remplacé les entraves de l'exploitation du salariat. Beaucoup se sont battus pour l'égalité devant le travail. Cependant la précarité subsiste pour les immigrés. Difficulté de trouver du travail, un logement et surtout une conscience de plus en plus lucide, une absence de confiance dans une gestion sociale bureaucratique qui n'en finit plus d'étaler son hypocrisie. Pire que l'hypocrisie, la violence, celle directe, armée des instruments de l'Etat que sont les polices, milices et autres acteurs morbides de l'exclusion raciale.

Car c'est bien l'exclusion raciale que le pouvoir légitime pour préserver la hiérarchie sociale de l'argent.

Nous voulons bien ne pas employer les grands mots que sont totalitarismes, fascisme, etc. mais quand le racisme sort de la minorité des idéologues et intellectuels

de la Nouvelle Droite pour trouver corps dans le cortège juridique de la double peine, le vocabulaire reprend ses droits.

Les médias nous organisent le spectacle des murs qui tombent, des barbaries qui s'écroulent pour nous masquer la réalité locale d'un apartheid qui se construit.

Le Pen c'est l'épouvantail du pire face au moins pire. C'est dire et laisser dire que tant qu'on n'en pas là, tout est mieux dans le meilleur des mondes, en un mot, le faire-valoir du pouvoir affichant sa bonne conscience.

Plus grave, quand on réalise que l'attirance à l'égard des idées d'extrême-droite qu'affiche l'ensemble de la classe politique française repose sur l'idée que tous les français sont racistes et xénophobes. Le pouvoir cherche à faire assumer par le biais de la démocratie la responsabilité de l'exclusion raciale à une masse de français anesthésiés, saoulé par les médias. Et surtout apeurée, effrayée par la hantise de l'échec social. En clair, l'ignorance culturelle, la peur du chômage et de la précarité sont autant de motivations qu'utilisent les puissants pour s'appuyer sur les masses.

C'est comme l'Europe. Attention le gâteau est appétissant mais il n'y en aura pas pour tout le monde, alors va falloir exclure ! Voilà ce qu'on essaie de nous faire gober à nous les indigènes français. Voilà pourquoi il est légitime de se solidariser avec les frères et sœurs victimes de la double peine. Certains disent que nous avons fait des révolutions pour la démocratie. Nous nous sommes bien vite débarrassés de l'assumer cette soi-disante démocratie. Il y a un proverbe qui dit : "Qui ne dit mot, consent." Silencieux face à l'exclusion, le citoyen libre entre guillemets de l'Etat-nation français appuie sur le clou de l'exclusion. Les motivations sont multiple; le racisme ordinaire, prétexte facile face à l'angoisse du monde actuel, de réussite sociale, de la réussite sociale de ses enfants. Dans la tête c'est encore l'abandon de ses responsabilités qui fonctionne. On préfère dire que c'est l'autre plutôt que d'assumer la conduite libre d'un être humain.

L'exclusion par la double peine, c'est comme grimper à plusieurs sur une échelle et pousser des gens dans le vide ou marcher sur les mains de celui qui est derrière vous.

Voilà pourquoi il n'y a pas de contradictions entre le fait de lutter contre l'extrême droite et celui de se solidariser avec les copains du comité national contre la double peine.

Voilà pourquoi il n'y a pas de contradictions entre le fait de lutter contre ceux qui sont à la pointe de la logique d'exclusion et s'associer avec les victimes de cette même logique distillée par l'Etat français.

Double peine : une lutte qui ne manque pas de souffle

L'acharnement du Comité national contre la double peine a fini par payer. Certes, tout n'est pas rose, beaucoup de problèmes ne sont pas réglés et la double peine n'est pas abolie ni en voie de l'être. Après plus de deux ans de luttes, l'Etat français a été obligé de reculer sur plusieurs points et a mis ses lois en conformité avec les législations européennes sur le respect des attaches familiales pour les étrangers menacés d'expulsion.

La loi du 31 décembre 1991 de P. Marchand est une loi qui aggrave les conditions de séjour des étrangers en France et réprime encore plus durement les contrevenants à la loi. Le seul point "positif" concerne la question de la double peine et des catégories protégées de l'expulsion par la loi du 2 novembre 1945. Elle définit les catégories qui ne pourront plus faire l'objet d'une interdiction du territoire après leur peine de prison. Le débat à l'Assemblée a été houleux. Le ministre délégué à la Justice, Michel Sapin, a dû défendre son projet, amputé par les députés socialistes, qui ont réintroduit l'interdiction du territoire pour les catégories protégées (donc la double peine) pour certains délits, notamment "le trafic de stupéfiants".

De plus, l'Etat se garde toujours une porte de sortie par l'intermédiaire de l'article 26 de la loi du 2 nov. 1945 qui permet d'expulser en urgence absolue les personnes portant "gravement atteinte à l'ordre public". Cette mesure est administrative et non judiciaire comme dans le cas de l'interdiction du territoire. Elle est prise par les autorités préfectorale ou policières et non par un juge. Cette notion est très extensible - puisque près de 400 personnes ont été touchées dans l'année

1991 - et reste souvent employé pour maintenir dans les faits double peine comme a pu le constater le Comité Nantais contre la double peine : " M. Abdallah El Montassir a quitté la prison de Nantes dans la nuit du 28 au 29 février et a été expulsé du territoire français à destination du Maroc. Nous avons rappelé depuis plusieurs semaines à M. le Ministre de l'Intérieur que cette décision était intolérable pour plusieurs raisons, toutes essentielles :

- M. El Montassir a quitté le Maroc à l'âge de cinq ans, il ne connaît pas ce pays et n'en parle pas la langue; Résidant régulièrement en France depuis 25 ans, il y a toutes ses attaches, en particulier ses attaches familiales; Il avait mis à profit son temps de prison pour suivre des formations et obtenir un CAP. Il bénéficiait d'une promesse d'embauche et était soutenu par ceux qui l'ont suivi pendant son temps de détention (visiteur, éducateur, juge d'application des peines...). M. le Directeur Adjoint du centre de détention de Nantes a porté un jugement très favorable sur M. El Montassir (attestation jointe au dossier). Les sœurs de M. El Montassir le soutenaient elles aussi et l'auraient aidé à sa sortie. Au contraire, au Maroc où il vient d'être expulsé, M. El Montassir est dans un pays inconnu où il n'a ni passé ni avenir.

(...) Pourtant, M. El Montassir n'était plus expulsable au vu de la loi "Joxe" du 2 août 1989 parce qu'il vivait en France depuis plus de quinze ans. Il faisait partie des catégories protégées. Nous connaissons le principe de la non-rétroactivité de la loi, mais dans le cas de la double peine, nous ne comprenons pas les choix qui sont faits par le gouvernement.

Pourquoi avez-vous décidée de mettre à exécution un arrêté d'expulsion "Pasqua" de 1988 après qu'en 1989 un texte de loi proposé par un gouvernement socialiste, a été voté afin qu'un détenu tel que M. El Montassir ne soit plus expulsable ? Le gouvernement ne peut jouer sur tous les tableaux et vouloir à la fois garder la confiance des Français qui veulent pour leur pays une politique de justice et d'égalité, et rassurer les racistes en maintenant les expulsions." (extraits de la lettre ouverte du Collectif envoyé aux autorités politiques et gouvernementales).

Les déclarations des responsables socialistes de ce pays annonçant à tout va que "la double peine c'est fini", sont mensongères.

Car si la loi offre quelques avancées, il n'y a aucune remise en cause directement des expulsions ou des interdictions du territoire prise entre 86 et 89 sous Pasqua et Joxe. Le gouvernement a choisi de faire du cas par cas et demande au tribunal d'être "souples" et de considérer les demandes de relèvement de l'interdiction du territoire favorablement". Il va sans dire que lorsque l'on connaît la couleur politique des Tribunaux, cela va occasionner pas mal de refus... Mais le gouvernement pourra toujours dire qu'il a fait le maximum... que la justice est indépendante, et que vue l'état de l'opinion on ne pouvait pas faire plus...

C'était pour cette raison, notamment, que le Comité demandait depuis le début un moratoire et un sursis à exécution des expulsions ainsi qu'une grâce collective pour éviter de se retrouver à gérer des dossiers; la situation risquant de s'enliser au gré des juridictions et des pouvoirs publics (préfecture, ministère de l'intérieur, etc.). La grève de la faim menée pendant plus de 40 jours n'a donc pas débouché sur la satisfaction des revendications. Plusieurs grévistes n'ont pas été "régularisés". Cette forme d'action a souvent comme conséquence d'user les gens et de créer des conflits à l'intérieur des structures de luttes. Elle est vécue comme le recours ultime avant l'arrêt de la lutte et débouche sur une démoralisation. Dans le cas présent le Comité a accusé le coup mais n'est en rien démobilisé.

L'action quotidienne et spécifique a permis de marquer des points non négligeables. Une question souvent abordée mais restée sans réponse était le lien à nouer avec la lutte des déboutés du droit d'asile. Faire une campagne avec le droit au séjour pour toutes les personnes résidant sur le territoire serait en effet un moyen pour lancer une dynamique unitaire entre tous les "indésirables". Dans certaines villes, les échanges et le travail entre les comités double peine ou déboutés se sont déjà concrétisés par des actions communes. Mais cela reste relativement difficile à mettre en place et les sentiments "corporatistes" prennent parfois le dessus. Il n'en reste pas moins que les luttes sur le droit au séjour et le respect des droits pour instaurer un rapport de force vis-à-vis des autorités et des pouvoirs politiques et publics doivent trouver des revendications unitaires.

Toubon aime la double peine...

Régler la situation une fois pour toutes, pour qu'elle ne fluctue pas au gré des changements politiques était aussi une des revendications du Comité. En effet la droite dans ce domaine, comme l'a montré Jacques Toubon lors du débat parlementaire, fait preuve d'une position qui n'a rien à envier à celle du FN. Regardons ce qu'il a déclaré : "Nous sommes clairement contre l'introduction dans le texte d'une disposition tendant à soustraire à l'interdiction du territoire un certain nombre de catégories d'étrangers dits protégés, y compris ceux qui ont commis des délits concernant la drogue. (...) Enfin, pourquoi ces étrangers protégés n'ont-ils pas demandé à être naturalisés ? Etant français, ils n'auraient naturellement pas risqué d'être condamnés à l'interdiction du territoire !" Le retour de la droite au pouvoir en 93 risque une fois encore d'entraîner une modification de la loi expulsant des personnes qui ne sont pas estampillé français sur leurs papiers d'identité. Le combat pour la citoyenneté dissociant la nationalité du droit de résidence a de beaux jours devant lui...

Comité contre la double peine :
14, rue de Nanteuil, 75015 Paris
Tél. : 45.31.43.95

Vers une petite hi

Ce texte de Michel Roux est extrait d'une brochure "Approches de la citoyenneté" réalisée à la suite des "3^e forum vivre ensemble immigré et français, citoyens dans la cité" à Nantes.

La citoyenneté pour tout résident vivant sur le territoire est un combat en perpétuelle évolution et qui se revivifie au cours des luttes menées aujourd'hui que ce soit contre la double peine ou du Droit d'Asile. L'égalité des droits ne repose pas simplement sur l'acquisition de droits politiques mais aussi de droits sociaux. C'est en ceci que la citoyenneté au contraire de l'intégration ou de l'assimilation offre des perspectives plurielles d'investissements où Français et étrangers autour de revendications communes (logement, éducation, santé, travail, etc.) peuvent exercer une solidarité et une entraide fondées sur des échanges réciproques.

Crise de la représentation, dévitalisation de la "respublica", désenchantement, redistribution de la donne électorale, transformations profondes des classes sociales, tertiarisation de la société, crise du sujet révolutionnaire, des idéologies, des références. Déploiement accéléré de valeurs de crise proposées tant à l'individu qu'à l'économique et au social en général : compétitivité, productivité, sélection, réussite, cynisme, arrivisme...

On ne sait trop, au juste, ce que tout cela peut bien permettre d'expliquer, toujours est-il qu'il en résulte que nous avons bel et bien perdu la clef des imaginaires politiques avec lesquels, hier encore, nous pensions l'ordre et le désordre du monde.

Se souvient-on qu'il n'y a pas si longtemps, dans ce pays, on s'affrontait sur des questions telles que le gaullisme et le communisme, l'appartenance de la France au alliance atlantique et l'indépendance de l'Algérie, les réformes et la révolution, le rôle des classes possédantes et celui de la classe ouvrière, la psychanalyse et le féminisme ?

Se souvient-on qu'il faut un temps où même les plus timorés d'entre nous se sentaient obligés d'essayer d'avancer des idées nouvelles, de proposer des explications globales, d'élaborer des projets de société ?

N'y aurait-il donc plus rien à dire ? Serions-nous désormais enchaînés - sur fond d'effondrement des grands discours, du culte des appartenances et des oppositions dans l'air du temps nous murmure qu'elles ne sont qu'archaïsmes - à la banalité du consensus sur des choix universellement acceptés ? Rivés au seul horizon de l'immédiat ? Le calendrier des actions caritatives aurait-il pris le pas sur celui des manifestations d'antan ?

La nouvelle citoyenneté : l'histoire d'une grande idée

Les grandes questions politiques ou philosophiques, économiques ou sociales n'éveillent plus, nous dit-on, qu'un intérêt fugace et distrait pour parler parce qu'il n'y a plus personne pour croire que quelque chose pourrait changer quelque part. Suffirait-il alors, dorénavant pour se donner bonne conscience, de manifester une réprobation bruyante face au racisme et au fanatisme, au totalitarisme et au terrorisme d'articuler avec habileté libéralo-libertaires et comportements de dame patronnesse ?

Et, surtout, faut-il se résigner à ce que dans l'espace laissé inoccupé par l'épuisement d'idéologies sophistiquées, la dévaluation de la pensée politique, ne puisse s'engouffrer qu'un brutal archaïsme dont nul ne saurait faire mieux que de se satisfaire d'une vertueuse condamnation ?

En un mot, pouvons-nous accepter comme une fatalité, et sous prétexte qu'une culture de crise est d'abord et peut-être surtout une culture d'exclusion, que seul le Front national soit aujourd'hui capable de faire rêver les Français ?

Quitte à passer pour d'indécrottables fossiles aux yeux des belles âmes qui manient l'exigence morale avec autant d'élégance qu'elles pratiquent l'affairisme politique, on a envie de dire qu'il n'est pas vain de vouloir ébrécher l'ordre du monde et que toute utopie n'est pas inévitablement porteuse de barbarie.

Cette utopie, cet imaginaire politique radical, certains l'ont trouvé à partir d'une très vieille idée, aussi vieille que la politique elle-même, celle de citoyenneté. Il est apparu que l'on pouvait encore rêver à cela dans un monde technocratique où la politique s'est de plus en plus transformée en une gestion de la société civile par des compétences.

Rêver que la participation active et permanente des citoyens au gouvernement de la cité est encore possible, rêver que chacun et chacune, à partir de sa situation et de ses aspirations singulières, puissent mettre en œuvre, avec d'autres, des pratiques citoyennes permettant de transformer en positif l'espace dans lequel ils déploient leurs activités et d'inventer ainsi de nouvelles formes de vie désirable. Rêver enfin de la construction d'une nouvelle, de nouvelles identités sociales.

Il n'est pas très étonnant qu'une telle préoccupation ait surgi dans un milieu qui réfléchit et participe depuis des années à des luttes et à des réseaux militants liés à la défense des droits des communautés issues de l'immigration et à la reconnaissance de ces communautés comme composantes à part entière, avec leurs identités, de la société française.

La privation presque totale de droits



avait longtemps constitué un des fondements "juridiques" de l'utilité économique et sociale de l'immigration? Des syndicats ayant fini par admettre que l'octroi aux nouveaux venus de l'ensemble des droits dont on bénéficie en tant que travailleur était le seul moyen de protéger les acquis des travailleurs français, une relative égalisation des droits avait fini par être obtenue en matière de droit au travail, de droit de la protection sociale et enfin dans le cadre de cette sorte de citoyenneté économique que constituent les élections dans l'entreprise des représentants des travailleurs, et même en dehors de l'entreprise, les élections aux organismes sociaux ou aux conseils des Prud'hommes.

Mais outre le fait que n'a pas encore été

obtenue l'éligibilité au Conseil des Prud'hommes, la citoyenneté économique, si elle n'est pas totalement exclue des organes de la démocratie (à travers le Conseil économique et social) ne contribue que marginalement à la constitution des organes du pouvoir. Aussi, dès la fin des années 1970, dans la foulée du mouvement de grèves des foyers Sonacotra, était apparue l'idée de revendiquer des droits civiques à caractère politique pour les résidents étrangers. Mais c'est lors de la campagne électorale pour les municipales de 1983 que le "droit de vote aux immigrés aux municipales" émerge pour la première fois comme thème de mobilisation.

Un an plus tard, fin 1984, l'idée de "nouvelle citoyenneté" apparaît à l'occasion de

"Convergence 84 pour l'égalité". Cette notion n'a alors pour contenu que la seule nécessité de dissocier l'accès à la citoyenneté de la possession de la nationalité française, et se limite dans les faits à l'obtention d'une partie des droits politiques.

Cette première avancée allait en susciter trois autres :

1. Dans une partie du mouvement associatif des jeunes issus de l'immigration, la réflexion sur la nouvelle citoyenneté et d'une image presque uniquement centrée sur le thème de l'antiracisme.

2. Revendiquer seulement, comme on le faisait alors, un accès immédiat à la citoyenneté locale (là où la notion d'habitant, de résident, prend toute son importance et où la gestion municipale touche de près des problèmes quotidiens qui concernent tous les habitants indépendamment de leur nationalité) laissait l'exercice des droits civiques "nationaux" (qui relèvent de la souveraineté "nationale" au sens de l'article 3 de la constitution) à ceux que le droit définit comme des nationaux. Pourtant, même limitée à un changement du critère d'inclusion, même avancée "toute démocratie (française) égale par ailleurs", il apparut vite que la seule introduction du critère de la résidence dans la définition d'une "citoyenneté locale" amenait à interpellier les fondements d'un système politique hérité de la Révolution française et perfectionné, dans sa version actuelle, par la III^e république. La résistance politique et les pesanteurs sociologiques et idéologiques qu'une telle avancée a révélé et révèle encore cinq ans plus tard, renseignent sur l'interprétation de ce pays à une réforme que d'autres pays européens ont déjà intégrés dans leur système politique.

Dès lors, une analyse historique de la citoyenneté en France s'imposa pour mieux comprendre les raisons de ces résistances.

3. A partir du moment où on revendiquait la citoyenneté, on commençait à se positionner dans le champ politique. La volonté d'autonomie "d'auto-prise en charge des luttes" qui s'était toujours fortement manifestée dans les mouvements sociaux dès que des communautés issues de l'immigration en formaient une composante notable n'apparut plus contradictoire avec un engagement civique dans les différents lieux où s'exerce une citoyenneté dans le sens le plus large. Cet engagement allait désormais contrer la politique "de la chaise vide", relativement courante au sein des communautés issues de l'immigration. Un nouvel objectif se concrétisait : que les droits déjà acquis soient matérialisés et que l'égalité réelle (là où des droits étaient acquis) se rapproche de l'égalité formelle.

Au total, en quittant le terrain de l'antiracisme, en revendiquant une modification des critères d'inclusion dans la communauté politique, en manifestant la volonté de s'impliquer comme membre à part entière de la société française on ne pouvait pas ne pas être conduit à soulever quelques interrogations quant au fonctionnement de la démocratie dans ce pays.

Deux questions majeures restaient alors en suspens, dont le projet de nouvelle

citoyenneté allait bientôt contribuer à la reformulation :

1. La question de l'égalité des droits

Cette revendication traditionnelle du mouvement associatif militant issu de l'immigration et du mouvement de solidarité franco-immigré était sujette à deux interprétations :

L'une en termes "d'égalité des droits français-immigrés" consistait en définitive à revendiquer pour les immigrés (étrangers) des droits déjà acquis par les français, en particulier des droits politiques, dont l'absence favorise un cumul d'inégalités réelles sur le plan du logement, du travail et de l'emploi, de l'école, des prestations sociales, etc. Dans la mesure où cette interprétation ne prenait pas en compte les inégalités (réelles) et les différences d'accès effectif à la participation démocratique au sein de la population française, elle n'a permis ni de rompre avec la dualité français-immigrés, ni de sortir de ce que l'on pourrait appeler "l'immigrétude" ("nous sommes des immigrés et comme tels discriminés, exploités, opprimés. Français, soutenez-nous"). Certes, nombre de français ayant le souci de la défense des droits de l'homme et de la démocratie pouvaient partager ce type de revendications. Mais, au premier degré, ils ne pouvaient se sentir concernés. Ils n'étaient sollicités que sous la forme de la solidarité, "de l'extérieur" en quelques sorte.

L'autre interprétation : "égalité pour tous, français et immigrés", présentait l'avantage de permettre de placer sur le même plan les populations nationales et non-nationales, et de trouver des revendications communes avec d'autres catégories défavorisées de la population française en vue de rapprocher l'égalité réelle de l'égalité formelle des citoyens et des non-citoyens au regard du droit. Dans ce cas, la participation des français était sollicitée sans médiation.

Malgré tout, cette revendication n'était pas explicite quant à la possibilité et à la nécessité de conquérir de nouveaux droits à la fois pour les nationaux et pour les non-nationaux. C'est avec l'idée de nouvelle citoyenneté que la question de nouveaux droits des citoyens est apparue comme une question fondamentale. Elle est liée à une conception active de la citoyenneté qui ne doit se limiter ni à l'égalisation du droit, ni à la bonne application", à l'effectivité des droits acquis (deux objectifs légitimes qu'il est bien entendu hors de question d'abandonner). Destinés d'emblée à l'ensemble de la population citoyenne, légale ou non légale, nationale ou non nationale, ces droits nouveaux permettent de faire pièce à la division sans cesse reconstituée qui sépare les citoyens des non citoyens.

2. La question des identités collectives

A cette première question vint s'en ajouter une autre qui portait sur l'enjeu que représentait pour la France le maintien des identités collectives issues de l'immigration. Et par extension, la question de savoir comment sont traitées les identités collectives par la société française, et en quoi ce traitement nous renseigne sur l'état de la démocratie.

Ce problème des identités non nationales

se pose dans tous les pays d'immigration, et chacun de ces pays y répond selon des particularités qui sont le produit de son histoire propre (pays nouveau de tradition chrétienne catholique, pays ancien de tradition impériale, etc.). En France, suite à la forte immigration familiale des années 60 et 70, ces identités ont pris - et continueront à prendre une importance et une stabilité bien plus durable qu'à d'autres périodes de l'histoire de ce pays. Or, en France, il est, pourrait-on dire, de tradition qu'une identité non française ne puisse cohabiter sauf temporairement avec ce que certaines définissent comme "l'identité française". Toutes les identités autres que "françaises" sont nommées de rejoindre le "creuset" français sous la forme "d'apports".

Faut-il alors poursuivre la politique traditionnelle de la France, pays centralisateur qui a "digéré" jusqu'à maintenant ses minorités régionales et ses minorités nationales issues de l'immigration (politique assimilationniste et intégrationniste) ? Ou faut-il préserver ces nouvelles identités encore actives, sachant qu'elles seront un banc d'essai de la capacité de la France à s'ouvrir à d'autres cultures ? Ou bien encore, la seule "ouverture économique" sera-t-elle jugée suffisante ?

De fait, ces communautés à double identité (franco-portugaise, franco-maghrébine, et autres) sont une composante active de la société civile. Elle prennent en charge des tâches de socialisation et pratiquent une forte solidarité interne. Considérées sous l'angle de la nouvelle citoyenneté, elles donnent l'exemple de citoyens s'organisant collectivement, de façon non-institutionnelle, au moyen de réseaux familiaux, de réseaux professionnels, ainsi qu'à travers leur mouvement associatif.

En conclusion, on peut dire que la citoyenneté, tout au long de son histoire, a été un enjeu de luttes sociales jusqu'à alors exclues de ce statut, a marqué les balbutiements et les tournants dans la mise en œuvre de l'idéal démocratique. Après le tiers Etat, après les femmes, c'est aujourd'hui au sein de l'immigration, ou tout au moins de sa partie organisée autour de la défense de ses droits, que resurgit cette revendication.

Si c'est elle qui pose aujourd'hui la question de la "nouvelle citoyenneté", cela n'est que le résultat de facteurs historiques et économiques, qui ont fait d'elle la révélatrice des dysfonctionnements et des exclusions de la France contemporaine. De ce fait, prise en charge par les populations issues de l'immigration, et posant la question d'une réponse positive à un certain nombre de blocages sociaux, l'idée de nouvelle citoyenneté est aussi porteuse de revendications et d'aspirations de forces sociales aujourd'hui non reconnues comme actrices de leur devenir.

La nouvelle citoyenneté, c'est indissociablement, dans notre imaginaire politique une critique de la société au nom de la société, l'invocation d'une sociabilité enracinée, populaire, constitutive, et la volonté de contribuer à la constitution et à l'articulation d'identités sociales nouvelles et multiples. ◆

Réseau de solidarité

Le réseau de solidarité constitué au lendemain des événements de Vaulx-en-Velin et des manifestations lycéennes de novembre 1990 a déjà accompli plusieurs campagnes de solidarité et d'entraide vis-à-vis de personnes emprisonnées pour leurs idées ou leurs pratiques antifascistes et antiracistes. Il est un outil pour développer la solidarité avec ceux qui subissent la répression. Ne se cantonnant pas simplement à une aide financière, il veut aborder aussi toutes les questions qui touchent aux lois répressives et aux conditions d'emprisonnement. Avec la multiplication de cas de répression vis-à-vis des militants antifascistes, notre solidarité doit être concrète.

• **Rouen : la violence, c'est Le Pen.** Partout où Le Pen passe, c'est sa présence qui entraîne la violence. Les organisateurs de la manifestation pacifique contre le Front National avaient décidé de la disperser Place Beauvoisine. Après les incidents qui ont suivi la manifestation, nous dénonçons :

- l'utilisation massive et immédiate des gaz lacrymogènes par les CRS;
- les poursuites et tabassages de jeunes, la chasse au faciès dans les rues de Rouen, bien loin du meeting de Le Pen;
- l'utilisation de chiens policiers sans muselière, les agissements de civils sans brassards (policiers ou militants d'extrême-droite).

Pourquoi les forces de l'ordre ont-elles laissé paraître à leur côté un service d'ordre du Front National armé et organisé militairement ?

Les organisations signataires désapprouvent les quelques actes de vandalisme gratuit, par ailleurs très marginaux au regard de l'importance de la manifestation. Quelle que soit l'appréciation portée par chacune d'entre elles, elles apportent leur soutien aux inculpés. En effet, à l'appel des 30 organisations, des centaines de jeunes sont venus des quatre coins de l'agglomération pour exprimer leur nausée de Le Pen, pour rejeter le sort qui leur est fait. Ce sont les propos et les actes du Front national qui déclenchent les réactions de ceux et celles qui chaque jour subissent la violence du chômage, du racisme, d'un avenir bouché.

• **Collectif contre le racisme et pour l'égalité des droits - 33 rue de Fontenelle 76000 Rouen.**

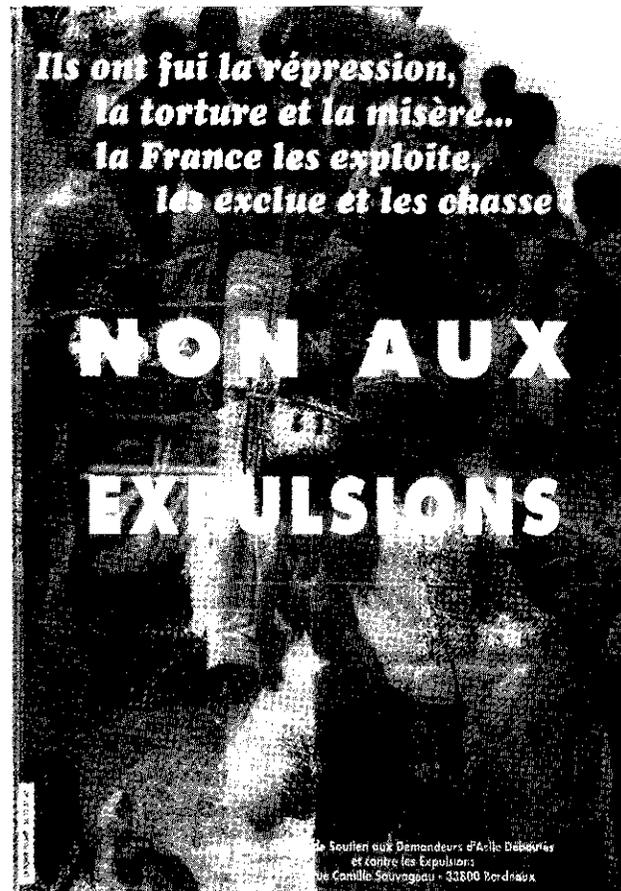
• **Réseau de solidarité c/o REFLEX 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris**

SOS RACISME ne veut plus manifester contre le FN si il n'y a pas de contenus politiques dans les textes d'appel. Nous allons lui envoyer nos tracts d'appel pour qu'il puisse se rendre compte qu'à REFLEX, les revendications sociales et politiques, les luttes pour la défense des droits des étrangers, du droit d'asile, contre les politiques sécuritaires sont les axes de notre lutte contre le FN. A quand une alliance de SOS avec REFLEX !

L'EXTRÊME GAUCHE ne veut pas de contenu dans les appels à manifester contre le FN. Ce qui compte c'est l'unité contre Le Pen. Cette unité est primordiale face à la politique du gouvernement anti-immigrés et anti-sociales du gouvernement actuel. La LCR a appelé à voter pour le PS ou le PC contre le FN ainsi que l'Alternative Rouge et Verte, même si ces appels sont critiques...

LE MAIRE DE MONTFERMEIL n'est pas au FN, mais il déclare dans son bulletin hebdomadaire qui s'appelle "La Gerbe (sic !)" : *"Combat pour les valeurs; l'idée d'une société multiculturelle, qui sous-entend le déracinement de millions d'individus, est une idée dangereuse et stérile."* P. Bernard, puisqu'il s'agit de lui a créé une association France Debout qui regroupe tous les politiciens de droite qui pêchent à l'extrême droite pour le compte du RPR/UDF, comme le fait d'ailleurs le CNI (Centre national des indépendants).

LE PARTI COMMUNISTE ne fait pas dans la dentelle au sujet de l'immigration et de la sécurité. Depuis longtemps, on savait ce Parti adepte d'une société totalitaire, où les goulags pouvaient devenir des éléments positifs du socialisme... Après l'été 91 où sa campagne contre "l'immigration clandestine" avait soulevé quelques vagues, il renoue avec ses fantasmes favoris sur la drogue et l'insécurité. A Montreuil comme il y a dix ans à Montigny les Bretonneux, le PC fait la chasse aux dealers et par là même se met à faire de la délation, à mélanger lutte contre un fléau qui tue des dizaines de jeunes et chasse aux sorcières, dénonciation, répression. Adepte d'une police près du peuple comme le FN, le PC



Cette affiche pour lutter contre les expulsions vient d'être éditée par le **Comité de soutien aux demandeurs d'Asile Déboutés et contre les expulsions de Bordeaux.** - 11 rue Camille Sauvageau 33800 Bordeaux. Prix : 1 ex : 10 F - de 2 ex à 10 : 5 F ; au dessus 2 F. Chèque à l'ordre de CEDA

demande par voie de tract (dans une commune ouvrière de Loire Atlantique), entièrement consacré au sujet : *"Insécurité ; réalité ou fiction"*, l'emploi de nouveaux policiers pour contrôler les populations et pour la construction de nouveaux commissariats. *"Toute dégradation, toute effraction, tout vol, toute agression physique est intolérable. Ces violences font diversion (sic !), empêchent d'agir avec sérénité pour des améliorations concrètes, pour des transformations sociales. C'est vrai, il faudra bien un jour traiter le mal à la racine..."* Si le PC lui-même se met à considérer que traiter le mal, c'est-à-dire l'exclusion, la pauvreté peut attendre et être remplacé par un traitement répressif, on comprend pourquoi le FN s'installe dans les quartiers et les associations; Décidément, la lutte contre l'exclusion et la société policière n'a pas beaucoup d'appuis dans le monde d'aujourd'hui...

RAP'THOU : L'ACHARNEMENT POLICIER CONTRE LES LIEUX DE VIE. Lundi 16 mars, des dizaines de CRS participent à l'expulsion du squatt de la rue de Thou. Le soir plusieurs centaines d'habitants du quartier manifestent leur soutien aux squatters. Mercredi 18 mars, un rassemblement pacifique de squatters et locataires du quartier s'installe place Croix-Paquet. A la tombée de la nuit un feu est allumé. Immédiatement, une imposante troupe de CRS intervient, bousculant les passants; les gens se dispersent dans le quartier. Peu après les CRS se retirent. Débute alors la chasse au faciès : de petits groupes de flics en civil, sans signe distinctif, provoquent et coursent tout ce qui peut ressembler à un squatter... C'est un véritable couvre-feu et quadrillage militaire du quartier. Deux personnes ont été inculpées suite aux violences policières : deux jeunes squatters... Apportez leur votre soutien. (écrire à REFLEX qui transmettra).

LE GLADIO

ou comment faire la guerre contre la gauche

L'Europe de l'Ouest dans l'après-guerre est vue comme une image en négatif de l'Europe de l'Est. Quand l'Est avait une économie dirigée et stagnante, nous avions à l'Ouest la prospérité. Quand ils avaient le parti unique et la répression, nous avions "la démocratie et la Liberté". Or l'avions nous ? Dans les deux moitiés de l'Europe, un pouvoir étranger régissait et déterminait les choix politiques que la population pouvait faire. Dans les deux moitiés de l'Europe, un pouvoir étranger renversait des gouvernements qu'il n'approuvait pas. Dans les deux moitiés de l'Europe, des petites élites ont confisqué le pouvoir avec l'aide de leurs services secrets. Les récentes révélations des magistrats enquêteurs en Italie ont montré qu'en Europe de l'Ouest les tactiques utilisées par les services secrets comprenaient des actes de terrorisme aveugle.

En Grande-Bretagne, nous nous sentions libres des activités plus ou moins douteuses et violentes, protégés par l'Etat et les hommes d'affaires. Néanmoins, de plus en plus d'informations percent sur la façon dont les entreprises mènent leur campagne contre les opposants à l'ordre socio-économique. Ils existent ainsi des agences de renseignements économiques et sociaux comme l'Economic League ou comme la moins connue I.R.I.S. (Industrial Research and Information Services - Services d'informations et de recherches industrielle) et des groupes comme la Freedom Association et Aims of Industry. Mais, derrière eux, on trouve les vrais cerveaux : le MI5 et la CIA.

En Grande-Bretagne, cette guerre a plutôt été propre : les techniques d'infiltration, de chantage, de diffamation ont évidemment été employées contre des opposants, comme le groupe trotskyste Militant, les syndicats, le Parti travailliste, les groupes pacifistes, de défense des animaux ou de l'environnement. Mais le fait que la guerre ait été propre est moins due à l'habileté et à l'ingéniosité de l'Etat qu'à la naïveté des groupes choisis comme cibles.

A Yalta, dans les derniers moments de la Seconde Guerre mondiale, un monde a été divisé entre les deux pouvoirs victorieux : les Etats-Unis et l'URSS. Les premiers tentèrent de polariser les relations internationales : un pays qui refusait la paix américaine était présenté au public comme faisant partie de la conspiration communiste et donc une cible désignée à la haine américaine. Dans cette guerre contre des gouvernements non proaméricains, les USA utilisèrent toutes les techniques. La guerre froide étant devenue une sale guerre, mais pas menée uniquement contre un ennemi extérieur, comme la propagande voulait le faire croire...

L'Europe devient une partie de ce que le

Conseil National de Sécurité américain (U.S. National Security Council) avait surnommé la "Grande Aire". Les pays frontaliers de pays communistes étaient vus comme "des remparts contre le communisme". Dans l'Europe encore inorganisée et sans défense de l'après-guerre, un contrôle très centralisé fut établi avec l'installation en 1947 de la CIA : cette prise de contrôle sur les opérations et le personnel du très militaire Office of Policy Co-ordination (Bureau de coordination politique) qui avait absorbé après la guerre OSS, Office of Strategic Services (Bureau des services stratégiques). La CIA installa ses instituts de recherches, finança par exemple les études en doctorat de philosophie d'étudiants de droite, accrut son contrôle sur la presse et sur la télévision naissante. Par l'utilisation d'un mélange d'aide militaire et économique et de pression psychologique - le blocus de Berlin et la guerre de Corée - les Américains associèrent subtilement le fait d'être libéré d'un ennemi extérieur et croissance économique, pour accéder facilement au commerce européen. Pendant une période relativement courte, ils administreront cette extension de leur pouvoir en incluant "la défense du libre marché" ce qui entraîna un engagement très proche dans le domaine politico-militaire.

La "menace soviétique" était un brillant instrument dans la guerre réelle contre les groupes anticapitalistes à travers le monde, ces groupes étaient dépeint comme travaillant pour l'Union soviétique. Par la polarisation des choix politiques et par la caricature des systèmes sociaux adverses, il était possible de s'attaquer aux opposants de l'ordre social en déclarant comme communistes et agents d'une puissance étrangère. Le McCarthyisme des années cinquante aux Etats-Unis se répercuta en Europe.

Des contacts entre penseurs français et allemands à la fois pendant et après la

guerre créèrent un lien idéologique commun relié à l'émergence de mouvements démocrate-chrétiens. Ces mouvements, bien qu'à priori hostiles à l'américanisation marchande, réalisèrent bientôt qu'ils avaient besoin de l'aide américaine pour éliminer la gauche puissante dans l'après-guerre. Ils ont donc permis aux Américains et aux Anglais d'augmenter la menace soviétique afin de justifier la répression nécessaire pour attaquer la gauche. Mais les Européens perdirent le contrôle de ce qui se passait et se trouvèrent liés à la machine militaire américaine. L'alliance atlantique est une très belle pièce de cette impérialisme américain.

L'électorat de gauche, en Europe, commença à être affecté par cette propagande, demandant même un engagement des Américains dans leurs affaires. Cet engagement en Europe fut scellé par la signature du traité de l'Otan au début 1949. Les Soviétiques paniquèrent, et prirent le contrôle complet de l'Europe de l'Est et plus tard formèrent le pacte de Varsovie en réponse, assurant la division de l'Europe pour quarante ans un résultat que les Etats-Unis ont du applaudir.

Les Américains ont ensuite compris que l'Union soviétique n'était, dans la fin des années 1940, une menace militaire. Ce n'était pas non plus une menace idéologique tant le stalinisme brutalisa le peuple soviétique. Mais l'opportunité de discréditer la gauche indépendante, d'avoir une partie de l'Europe était ouverte en jouant sur les peurs de l'Europe, peurs que les Etats-Unis eux-mêmes ont en partie créées.

Reconstruire la machine de guerre

La population américaine demandait que l'armée rentre à la maison immédiatement. Cependant, ils se retirèrent de

l'Europe continentale si rapidement que les Européens réclamèrent leur aide pour reconstruire leurs propres armées et prévenir des soulèvements communistes. C'est ainsi que les Américains et les Britanniques aidèrent à reconstruire les services de sécurité de la plupart des pays européens. Pour cela, ils utilisèrent d'anciens nazis, fascistes ou collaborateurs. Bien entraînés et fervents anticommunistes, ils utiliseront la violence quand ce sera nécessaire contre la gauche. Le seul problème sera de réorienter leur loyauté du nationalisme des années de guerre vers l'atlantisme. Ces forces devaient garantir que le pacte fait entre les Européens et les Américains était réciproque. Les Américains ont donc installé un réseau de renseignement au cœur des pays européens pour s'assurer que le marché serait garanti. Ces forces garantissaient que les intentions de renier le marché seraient combattues militairement.

Un réseau secret de résistance

Dans la fin des années 40, les Britanniques et les Américains combattaient ensemble le communisme, notamment en Grèce, pendant la guerre civile ayant éclaté après la guerre. Cette rébellion populaire fut écrasée par une intervention militaire directe de la toute naissante alliance atlantique. Ce fut la première expérience conjointe d'engagement direct pour garder au pouvoir une élite proaméricaine et procapitaliste contre la volonté populaire.

Suite à l'expérience grecque, on réalisa qu'il n'était pas nécessaire d'intervenir directement pour détruire un gouvernement socialiste. Il suffisait de s'appuyer sur les élites locales, soutenues par l'armée, pour monter des opérations contre la gauche. Cette quasi-guerre était soutenue indirectement par l'OTAN, écartant ainsi le recours à un engagement militaire direct, sauf dans le cas où un gouvernement socialiste arrivait au pouvoir.

Réseau Stay Behind

Un réseau appelé Stay Behind¹ a été installé dans toute l'Europe par les Britanniques et les Américains, pendant qu'ils mettaient en place leurs nouveaux services secrets. Peu de personnes connaissaient son existence. Ils engagèrent une partie du personnel des services de sécurité, mais la plupart des membres de Stay Behind étaient des civils. Ils recrutèrent le personnel sur l'idéologie anticommuniste et, par conséquent, d'anciens fascistes européens furent intégrés dans le réseau de la CIA. Les fonds étaient aussi secrets, provenant, à l'origine, de fonds d'Etats, britannique et américain, mais également par des dons d'entreprises. En juin 1948, l'US National Security Council² installa l'Office of Policy Co-ordination³ pour superviser le contrôle de l'OTAN sur le réseau européen de groupes armés. L'OTAN se coordonna, pour les différentes

opérations locales de Stay Behind, directement avec le quartier général du Supreme Headquarters Allied Powers Europe⁵, basé près de Mons, en Belgique, à travers le Clandestine Co-ordinating Committee⁴. La dernière réunion de ce groupe eut lieu en octobre 1990 et on nota la présence du ministre de la Défense belge.

Le réseau Stay Behind était utilisé par l'Establishment européen pour se maintenir au pouvoir, l'OTAN et la CIA fournissaient matériels et renseignements. Ceux qui étaient engagés dans les réseaux Stay Behind croyaient qu'ils étaient une partie d'un réseau de combat contre une force d'invasion soviétique. Cette perception était une part de l'énorme guerre de l'information de la CIA. Les rapports de renseignements indiquaient que les Soviétiques avaient dispersé une grande partie de leur armée et se repliait sur l'Europe de l'Est pour faire face aux destructions massives dans l'économie pendant la guerre. Cependant, une petite clique du Conseil national de sécurité (US), dont George Kennan et d'autres conseillers américains ou européens en sécurité nationale manipulent les informations sur la situation (actuelle jusqu'à faire croire) à l'exécutif que les Russes allaient envahir l'Europe, ce qui permettait de justifier les activités secrètes. Il est maintenant admis par les hauts conseillers du président qu'avant le printemps 1947 l'aide à la Grèce était une variante du discours sur "la menace russe". Avec l'usage de cette fausse "menace soviétique", on a permis aux élites européennes de garder le pouvoir, les Européens n'obtiendront rien sauf la répression. Sont directement responsables de cette situation, les élites et les conseillers civils et militaires, mais cette situation est largement construite sur la peur, d'anxiété. L'image de l'"Ours soviétique" était, de tout les points de vue, une représentation de peurs profondes.

L'histoire secrète

La plupart des gouvernements qui arrivèrent au pouvoir en Europe apprenait le secret du réseau Stay Behind. En Grande-Bretagne les gouvernements travaillistes avaient tendance à être totalement intimidé par les services secrets : peut-être étaient-ils disposés à croire n'importe quoi, plutôt que de susciter l'inquiétude, et donc ne cherchaient pas à approfondir la question. La présence de groupes néofascistes dans le réseau Stay Behind aurait dû les inciter à le faire. Les conséquences en seront incalculables. D'une manière ou d'une autre, tous les gouvernements européens ont admis l'existence des forces Stay Behind, et ont eu du mal à construire une version officielle. Certains gouvernements ont minimisé le rôle militaire du réseau, en France le ministre de la Défense a prétendu que son rôle était de communiquer "avec un gouvernement qui se serait réfugié à l'étranger" après une invasion. En Allemagne c'était pour "garantir le flux d'information secrètes" après une attaque soviétique. L'OTAN a

essayé de dévier les critiques en indiquant que s'il y avait des liens entre Stay Behind et le terrorisme noir c'est que les fascistes dans un ou plusieurs pays avaient volé les armes dans les caches d'armes du réseau et menaient des campagnes non officielles...

Le vrai rôle de Stay Behind était d'éviter que la gauche arrive au pouvoir en Europe. Voilà sur quoi se fonde l'accord entre Américains et Européens. Théoriquement, les dirigeants dans chaque pays du réseau avaient une tâche importante. La menace externe était uniquement un concept abstrait donné au public et quand elle perdait de son utilité et de sa crédibilité, elle était remplacée rapidement par une autre menace. La menace soviétique joua le rôle de menace externe dans la fin des années 50, et avec la détente des années 60 et la nécessité du contrôle social, on transforma cette menace extérieure en menace intérieure : le terrorisme. Les occidentaux furent soumis dans l'après 1968 à de fortes opérations de contre-révolution. L'idée que Stay Behind était inadapté pour enrayer l'influence soviétique s'est progressivement installée dans les médias. Pour cette raison, les dernières révélations n'ont pu produire les effets espérés, car l'Etat a su utiliser l'inadaptation du réseau pour dédramatiser la situation et, d'une certaine manière légitimer ses activités répressives.

Le cycle de la répression

Quand un pays est en état d'urgence au niveau gouvernemental, il est facile d'accroître ses pouvoirs. Une vague de terrorisme qui entraîne un climat de peur peuvent causer justement cet état d'urgence, cet état critique. L'Etat peut donc exagérer l'extension du terrorisme, et des autres menaces, afin de légitimer un accroissement injustifié de ses pouvoirs. Si on donne le choix à la population entre la stabilité offerte par le gouvernement et le chaos promis par les "terroristes", la population choisira naturellement la stabilité. Ressentant un besoin de protection la population acceptera donc des réductions des droits civils. Les mouvements progressistes pourront être réprimés, les actes racistes, anti gay augmenteront. A cette occasion les grèves sont interdites, une législation préventive contre le terrorisme est introduite, et le déploiement de l'ensemble de l'arsenal législatif d'exception est introduit : arrestations au hasard, détention arbitraire, procès sans jury, camps d'internement... Ce sont les techniques de la guerre froide plus interne qu'externe. Les insinuations contre les mouvements progressistes passe du "pro-soviétisme" à celle de "pro-terroriste". La tentation pour la classe politique de commencer ce cycle arrive quand il se sent menacé par un changement important.

La CIA, l'OTAN et les services de renseignements européens sont connectés à un réseau armé qui est responsable d'action terroristes, de coups et contre-coups d'état en Europe :

– En Grèce : avant le coup des colonels d'avril 1967, la tactique de l'état d'urgence a été appliquée avec de "bons résultats", bombes terroristes, provocations contre la gauche, action psychologique ont été utilisées. des officiers de "l'Operation Sheepskin⁶" du réseau Stay Behind ont été impliqués dans le coups des Colonels.

– Le réseau belge de Stay Behind, SDRA-8 actuellement en train d'être lié avec des attentats et des tentatives de coup d'Etat. Des policiers belges et des fascistes bien connus ont été arrêtés (avant d'être relâché peu après) pour une série de massacres non résolus sur des parkings de supermarché, qui ont terrorisé Bruxelles à la fin des années 1980. Un ex-gendarme qui a fui vers les Etats-Unis, a parlé d'un coup d'Etat prévu par la police et l'extrême droite en 1973...

– En Allemagne les attaques terroristes de l'extrême droite et de l'extrême gauche dans les années 70 ont abouti à un déploiement de la répression, des pouvoirs de police étendus, et l'interdiction des services publics de tout ceux qui ont été proches des radicaux.

– En Turquie, la vague de terrorisme des années 70 autorisa les militaires à prendre le pouvoir et à réprimer la gauche. Une organisation paramilitaire liée à l'Etat baptisé (Kontrguerrilla), a été impliquée dans cette terreur. A noter que le Parti communiste est encore illégal.

– En Hollande, le premier ministre Ruud Lubbers a indiqué que le réseau hollandais de Stay behind n'a pas participé aux activités de guérilla auxquelles ont participé ces homologues.

– En Espagne, le gouvernement socialiste nie l'existence d'une branche espagnole du réseau Stay Behind. Mais des preuves de meurtres ordonnés par l'Etat et effectués par des membres des services de sécurité ont été découvert lors du scandale du GAL.

Stay behind en Grande-Bretagne

La Grande-Bretagne avait une expérience d'installation de caches d'armes et de l'organisation de guérilla quand, après la défaite française de 1940, elle installa un réseau de défense du pays. Il y a aussi des parallèles à faire entre l'expérience européenne et l'expérience de l'Irlande du Nord, qui fut un laboratoire d'expérimentations pour la guerre psychologiques et depuis plus de 20 ans.

Colin Wallace⁷ risqua sa vie et passa des années en prison à cause de sa détermination à raconter ce qu'il avait fait et vu pendant son travail pour le département de l'information politique (opérations psychologique) en Irlande du Nord. Son travail était d'écrire de la propagande et de la désinformation. Pendant son travail il prit connaissance des escadrons de la mort de l'armée, de l'utilisation des unités paramilitaires loyalistes et de l'organisation en Grande-Bretagne pour renverser le gouvernement. Car la "réussite" des opérations militaires en Irlande ont fait espérer la réussite d'un complot en Angleterre.

L'élection en février 1974 était pour l'aile droite de la classe politique, du parti conservateur, des forces armées, des capitalistes anglais, et du réseau anglais Stay Behind le point culminant d'une mauvaise décennie : les mineurs avaient gagné et les forces "du fascisme rouge", comme appelait le député Biggs-Davidson la gauche, étaient en mesure de s'installer au gouvernement. L'économie était dans un état de délabrement, l'inflation était très forte et les syndicats préparaient une offensive importante. Le Parti conservateur était dirigé par Ted Heath, un conservateur "mou" qui avait perdu les élections législatives contre Harold Wilson, un travailliste qui passait pour un gauchiste, et dont beaucoup à l'extrême droite avaient collé une étiquette d'agent du KGB. Ceci était la clé pour activer les armes secrètes – la peur que les tactiques traditionnelles échouent et la perte de confiance dans le parti qui était supposé protéger le pays des revendications de la population.

Le réseau de propagande de la CIA et du MI 5⁸ travaillait à diffamer le parti travailliste et alimentaient le mécontentement à l'intérieur de la droite dans de larges secteurs de la population. Les organisations et les boîtes-à-penser conservatrices devinrent actives pour attiser une hystérie contre le Parti travailliste, s'activèrent à créer les conditions nécessaires pour commencer "la guerre sale".

Le patronat anglais (le C.B.I.) poussé par son directeur à accroître le financement de groupes comme l'Economic League, IRIS, Common Cause, Aims of Industry et l'Institute for the Study of Conflict⁹, institut proche de la CIA. Ces organisations ont publié des informations sur la "menace communiste" dans l'Etat britannique, par exemple dans des conférences pour les forces armées et la police. Ils ont tenté d'encourager la coopération entre deux services du même secteur (prenant comme exemple la coopération des services en Irlande du Nord), par exemple dans les exercices anti-terroristes de l'Aéroport d'Heathrow. L'armée a ouvertement défié l'ordre de Harold Wilson de stopper la grève des employés municipaux protestants d'Irlande du Nord en mai 1974. La presse sérieuse était à ce moment là pleine de spéculations sur un possible coup d'état. Beaucoup de ces informations ont été confirmées plus tard, par exemple par Lord Carver¹⁰ dans sa conférence de l'union de Cambridge. Comme le vernis de la démocratie britannique commençait à se craqueler, le temps de la droite était venu.

Stay behind était un réseau de civils, d'anciens militaires, chaque réseau devait recruter des forces loyales. Ce qui signifie une armée privée, composée d'activistes d'extrême droite. Les commandants de la guérilla, se sont entourés de ceux en qui ils faisaient le plus confiance pour combattre dans la guerre sale.

Le général Sir Walker, Ross McWhirter et l'agent du MI 6¹¹ George Kennedy Junior installèrent une armée secrète "Unison". Walker la quitta ensuite pour former "Civil Assistance" au milieu de l'année

1974. Fondateur des SAS¹², David Sterling organisa l'opération GB75. Un groupe parlementaire de l'aile droite du parti conservateur, que rejoindra plus tard Airey Neave, proposa la création d'un groupe de volontaires civils pour "aider à maintenir l'ordre public".

L'apparition des groupes Stay Behind, l'existence de comité de coordination en plus d'un gouvernement parallèle, comme la P2 en Italie. Chapman Pincher révéla le premier le nom officiel de l'organisme de coordination, "Resistance and Psychological Operations Committee" (R.P.O.C.). C'était un groupe clandestin dissimulé à l'intérieur de l'Association des Forces de Réserves (RFA), association financée par le gouvernement. Formée en 1970, cette association était un groupe de pression de réservistes comprenant 214 membres individuels et de 90 groupes. En 1974 il prit le contrôle du réseau Stay Behind. Le RFA est une partie de la large Confédération Inter-Alliées des Officiers de Réserves, une organisation qui compte parmi les plus fidèles supporters de l'OTAN. Caché à l'intérieur de l'association des forces de réserves, le RPOC avec un accès direct avec certains départements du ministère de la Défense britannique comme le Combined Operations Executive et le Joint Warfare Establishment. Il était aussi proche du MI 6 département de la recherche de l'information (désinformation).

Walker a cherché à obtenir l'assistance pratique de Marshall de la Royal Air Force pour le groupe Civil Assistance. Sir John Slessor qui était une partie de RPOC. Dans le RPOC, on trouvait les hommes qui voulaient être originellement impliqué dans l'installation de Stay behind, comme en temps de guerre dans le Special Operation Executive dirigé par Colin Gubbins. Aider Walker était probablement qu'une partie de la très large opération de coordination. Malheureusement, il n'y a pas encore de preuves de ceci. Il n'y a pas de preuves qui puissent suggérer que l'association des forces de réserves était une sorte de gouvernement parallèles. La rumeur qu'un gouvernement avait été formé pour prendre le pouvoir, une fois que le cabinet travailliste "aurait été mis en surêté" dans le paquebot Cunard¹³ dans la mer du Nord est aujourd'hui confirmé. Il semble donc qu'en 1974, pendant la période de retour en force du racisme et des activités d'extrême droite (entre autres du National Front) ce n'était pas le bon moment pour faire un coup d'Etat. Walker dispersa le groupe "Civil Assistance" en 1976, suite à un "manque d'aide active". Le groupe GB75 n'existera que jusqu'aux élections de 1974. Le gouvernement travailliste fermait le RPOC en 1976. Stay Behind ne s'embarquera jamais dans la campagne de terreur et les attentats de l'IRA ne pourront jamais justifier l'état de siège nécessaire à la réalisation du coup d'Etat. La stratégie visant à provoquer un état d'urgence en Grande-Bretagne permettant à l'extrême droite du parti conservateur de prendre le pouvoir ne sera jamais approfondi car Keith

Joseph et Margaret Thatcher remplacèrent le mou Heath et résolurent le problème. Le chaos économique de la fin des années 70, qui comprenait même des prêts du FMI, a tant discrédité le parti travailliste que les conservateurs étaient sûrs de gagner les élections. Un gouvernement parallèle du type de la loge P2 aurait pu être créé, et installé si les conservateurs avaient perdu les élections de 1979... ♦

Article adapté et traduit de *Gladio and the European secret armies*, de *Open Eye*, nouveau magazine de contre-information britannique Open Eye c/o Bookmarks 265 Seven Sisters Road, Finsbury Park, London N42DE.

1 Ces unités Stay behind que l'on peut traduire par "rester derrière, sont des unités de guérilla qui devaient originellement rester derrière les troupes d'invasion.

2 Conseil de la Sécurité Nationale des Etats-Unis.

3 Bureau de coordination politique.

4 Comité de coordination clandestine.

5 SHAPE Quartier général des forces alliées de l'Otan en Europe.

6 Opération Peau de mouton !

7 Sur cette affaire voir le film Hidden agenda de Ken Loach, qui à travers une fiction reprend des éléments réels de cette histoire.

8 MI 5 : Military Intelligence 5 - Renseignement militaire n°5, en Grande Bretagne (comme la DST française, et RG).

9 L'Institut pour l'étude des conflits

10 Feld marshall de l'armée britannique : un des principaux chefs de l'armée en 1974.

11 Military Intelligence 6 - renseignement militaire, ce service opère à l'étranger (comme la DGSE française)

12 Spécial Air Service, commandos d'élite.

13 Opération Cunard 75

WESTERN GOALS :

les messieurs bons offices du fascisme européen

Ces derniers mois, le nom du groupe de pression Western Goals (qu'on pourrait traduire par Objectifs européens) est devenu de plus en plus souvent cité, à cause de ses relations avec Jean-Marie Le Pen et avec le reste de l'extrême droite européenne. Mais qui est exactement Western Goals ? Que font-ils ? Sont-ils aussi inoffensifs qu'ils veulent bien le dire et pourquoi n'est-ce que maintenant qu'ils prennent de l'importance sur la scène politique européenne ?

Western Goals, les personnes qui ne connaissent que le nom pensent que ce n'est qu'une des nombreuses boîtes-à-penser, ou groupe de pression attirant l'attention dans les franges du parti conservateur britannique. Mais leurs activités de ces dernières années nous incitent à avoir un œil plus vigilant sur ce groupe afin de savoir exactement, si quelque chose est en train d'évoluer dans l'extrême droite anglaise.

L'information découverte ne laisse aucun doute sur le fait que le groupe Western Goals est au centre d'une toile d'araignée de l'activisme d'extrême droite en Angleterre, et risque d'unifier les différents groupes fascistes sous la même bannière, donnant la possibilité à ce nouveau groupe d'avoir ouvertement des liens avec des fascistes européens comme le Front national français (ces liens européens existent déjà, voir infra). En plus Western Goals a des rapports très étroits avec la Ligue Mondiale Anti-communiste (WACL) et d'autres organisations du même genre.

L'origine de Western Goals et ses liens avec les Etats-Unis

Western Goals s'est fondé en 1985, et apparaît d'abord comme la branche anglaise de l'American Western Goals Foundation (WGF) fondée et dirigée par le général John K Singlaub, qui est aussi à la tête de la WACL. Les fondateurs britanniques de la Western Goals étaient des anciens membres de la Fédération des Etudiants Conservateurs (FCS), groupe de la "nouvelle droite" anglaise qui recrutait des jeunes étudiants dans le parti conservateur. Après avoir embarrassé le parti conservateur une fois de trop par leur extrémisme (ils avaient déclaré que l'ancien premier ministre conservateur Harold MacMillan était un criminel de guerre), ils furent forcés de se dissoudre, mais ses animateurs ne vont pas attendre longtemps avant de fonder Western Goals.

D'abord les premiers problèmes ont été ceux de la maison mère Western Goals Foundation qui a été impliquée dans l'Iranguate et dans le financement des Contras nicaraguayens. Linda Guell, responsable de la WGF, était impliquée dans l'Iranguate. Dans le même temps le président de la fondation est arrêté pour fraude fiscale. Puis,

Guell quitta la fondation et mis en place l'association Larry MacDonald (MacDonald était un membre important de la WGF jusqu'à sa mort dans l'avion des Coreans Air Lines descendu par les Soviétiques en 1983.

À la fin de l'année 1986, Western Goals annonça son départ de l'American Western Goals Foundation pour rejoindre le Larry MacDonald Trust (LMT). À ce moment la WGF n'était plus pour longtemps une organisation active, et en fait elle fut absorbée par le Larry MacDonald Trust, nous voyons ainsi que le LMT n'était qu'une autre voie pour la WGF de continuer son travail. La Western Goals était si peu touchée et concernée par l'apparent divorce avec la maison mère WGF que l'on peut penser que ce n'était qu'une manœuvre dilatoire pour éviter d'être touché par les scandales de l'Iranguate et par celui de la fraude fiscale.

Cependant dans le même temps, on découvrait qu'un groupe intitulé le World Freedom Project (Projet pour la liberté mondiale) - mis en place par Western Goals - possédait des comptes dans des banques offshore des îles anglo-normandes, l'île de Man et aux Etats-Unis qui contenaient au moins 15 000\$ (84 000 frs) qui avaient une origine américaine. Western Goals admit que cet argent était placé dans des comptes offshore pour éviter un contrôle minutieux par le gouvernement britannique... cet argent devait servir à financer le RENAMO au Mozambique.

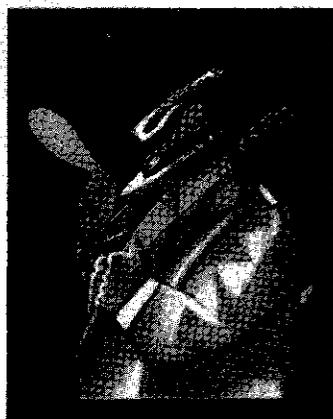
Est-ce la même organisation que la WACL ?

Actuellement les trois directeurs de Western Goals sont Andrew V.R. Smith, Stuart Northolt et Gregory Lauder-Frost qui semblent contrôler l'organisation, soutenu par le haut responsable Paul Masson. Nous allons maintenant faire un tour d'horizon de ses activités et de ses liens avec d'autres organisations à travers le monde.

Les liens avec la WACL sont trop nombreux pour être tous détaillés ici, mais il y en a certains qui montrent l'étendue de l'influence et des contacts de Western Goals : John K. Singlaub est encore un parrain de Western Goals, comme le général Sir Walter Walker (voir l'article sur le Gladio). Le parlementaire conservateur d'extrême droite Sir Patrick Wall,

SOUS LA DIRECTION DE JAN WILLEMS

GLADIO



E P O DOSSIER REFLEX

Sur la question voir aussi le livre que nous avons coédité avec la maison d'édition belge EPO : *Gladio*, sous la direction de Jan Willems, EPO/REFLEX, Bruxelles 1991, 100 frs à REFLEX 14 rue de Nanteuil 75015 Paris.

conseiller parlementaire de Western Goals était l'ancien président du Conseil Britannique anticommuniste (la section anglaise de la WACL). Le fasciste salvadorien, récemment décédé, Roberto d'Aubuisson était aussi un supporter de Western Goals qui régulièrement participait aux conférences et aux manifestations de la WACL. En janvier 1989, David Finzer secrétaire général de la branche jeune de la WACL, la World Freedom League (WFL, Ligue de la Liberté Mondiale) était signalé comme travaillant avec Andrew V.R. Smith et Stuart Northolt, qui recherchaient des fonds pour une conférence internationale en avril 1989 sur le thème "Auto-défense pour l'Europe de l'Est". Le magazine publié par Western Goals intitulé European Dawn est décrit par Western Goals comme "étant publié en collaboration avec le Young Europeans for World Freedom (YEWFF) la section jeune et européenne de la WACL. Northolt était l'ancien responsable de YEWFF, alors que A.V.R. Smith était son secrétaire. Paul Masson est dans le comité international jeune du Bloc des Nations Anti-Bolchéviques (ABN) qui est la section est-européenne de la WACL.

Les premières campagnes en Grande-Bretagne

En Grande-Bretagne même, les premières activités de Western Goals comprenaient des campagnes contre les cinq plus importantes associations caritatives anglaises (comme Oxfam) parce qu'elles étaient supposées être des organisations de gauche. Pendant plusieurs années Western Goals essaya de forcer le gouvernement de révoquer le statut caritatif de ces associations et ils enquêtèrent sur elles pour "activités politiques illégales". Une autre campagne vigoureuse fut celle que Western Goals mena contre les mesures qu'allait prendre le parlement anglais afin de permettre la poursuite des criminels de guerre en Angleterre. Western Goals indiqua que "se serait un scandale de traduire en justice en Angleterre des personnes qui auraient soi-disant commis des "crimes de guerre" dans les pays étrangers il y a plus de quarante ans". Ils ajoutèrent que les Soviétiques fabriquaient des fausses informations contre les immigrants connus d'Europe de l'Est qui leur posaient des problèmes. En fait, pour Western Goals toute cette affaire était un complot communiste.

Les connections avec les fascistes

Mais dans ces dernières années, la principale activité de Western Goals a été d'établir des liens avec diverses organisations fascistes britanniques, européennes, ou plus généralement étrangères. Dans le même temps, l'une de ses tactiques favorites a été de faire de l'entrisme dans des organisations conservatrices "respectables" : pour le quidam Western Goals est une organisation conservatrice respectable alors qu'en fait c'est une organisation qui cherche à former un nouveau parti fasciste lié au Front national français et au parti

Républicanier d'Allemagne parmi d'autre, afin de créer un bloc européen dur.

Un des coups des plus spectaculaires de Western Goals fut la prise de pouvoir à l'intérieur du Monday Club (groupe en marge à l'intérieur du Parti Conservateur). Ceci fut possible en 1989-1990 et causa une crise à l'intérieur du Monday Club : de nombreux membres de Western Goals (WG) avait la double appartenance WG et Parti conservateur ce qui leur a permis facilement d'adhérer au Monday Club. Quand un nombre suffisant de "Goalies" (membres de WG) eut rejoint le Monday Club, il fut possible pour eux d'obtenir des postes clé et de prendre le contrôle de Monday Club. Plusieurs membres connus du Monday Club démissionnèrent, indiquant que ceux qui avaient pris le pouvoir à l'intérieur du Monday Club "avaient choisi une ligne très anti-juifs". La politique du Monday Club se droita très fortement et donna à Western Goals un lien direct avec des échelons élevés du parti conservateur. Le responsable conservateur Alfred Sherman est un membre du Monday Club, qui participa à de nombreuses réunions de Western Goals et il est responsable de l'invitation faite à Jean Marie Le Pen pour participer à une réunion en marge du congrès du parti conservateur à Blackpool en 1987, alors qu'une manifestation organisée par l'Anti Fascist Action s'assurait que Le Pen resterait à l'écart du congrès.

Cependant, de nombreux ponts ont été construits entre Western Goals et le British National Party (BNP) et le National Front (NF). Un des fondateurs de Western Goals, Stuart Millson quitta cette organisation pour rejoindre le BNP mais il entretient encore de très bonnes relations avec Smith, Northolt et Lauder-Frost. Il est récemment apparu à la télévision britannique avec Lauder-Frost et tous les deux sont membres du Monday Club.

L'historien révisionniste David Irving qui lança son propre groupe fasciste le Clarendon Club, participe régulièrement aux meetings du BNP et aussi prend la parole dans les réunions publiques organisées par Lauder-Frost - qui est aussi responsable du Comité des Affaires étrangères du Monday Club. Stuart Millson siège aussi à ce comité. Steven Brady, vice-président du National Front, fut l'invité du dîner de Western Goals en faveur de Jean-Marie Le Pen à Londres, en décembre 1991.

Les liens entre le BNP et le Monday Club sont aujourd'hui très forts : par exemple deux membres du BNP Anthony Murphy et Sean Pearson furent aussi membres du parti conservateur et du Monday Club. Murphy a été expulsé du Parti conservateur après la distribution de tracts racistes dans la rue, mais il a rejoint un autre group (Thurroek Conservatives) qui est sous le contrôle du Monday Club et de Western Goals. Murphy est en plus le responsable de Western Goals pour le Yorkshire. D'autres fascistes anglais comme Lady Birdwood et Ralph Harrison sont aussi liés à Western Goals et au Monday Club. Donc Western Goals est clairement un pont entre les fascistes anglais et le parti conservateur, ce qui donne à Western Goals une position très forte.



Le Général John Singlaub

Construire des liens avec des groupes européens

En plus d'être un pont entre la droite "respectable" et l'extrême droite, Western Goals était aussi très occupé à établir des liens internationaux avec des groupes comme le Front national (FN français), le parti Républicanier et le Parti Conservateur Sud Africain (à ne pas confondre avec le parti conservateur britannique, le SAPC est un parti fasciste).

Western Goals est en train de courtiser activement Jean-Marie Le Pen depuis quelques années. En décembre 1991, Le Pen a fait un discours à l'assemblée générale annuelle de Western Goals au Charing Cross Hôtel à Londres. Invité d'honneur, Le Pen est vu d'un très bon oeil par les "Goalies", qui ont fait son éloge dans le magazine European Dawn. L'organisation anglaise Campaigne contre le Fascisme en France (CAFF) a organisé une campagne massive contre la visite de Le Pen, qui se termina par une violente manifestation devant l'hôtel, qui failli empêcher Le Pen de faire son discours, Le Pen quitta la Grande-Bretagne plus tôt que prévu quand il réalisa qu'il n'était pas le bienvenu à Londres. L'invitation par Western Goals de Jean-Marie Le Pen montre bien que des deux côtés on veut donner en Grande-Bretagne, l'image de Le Pen comme d'un respectable politicien et non celle du fasciste qu'il est en fait. Le Pen est un ami très proche de Western Goal et il a des liens avec des fascistes anglais, étant donné que le Front national et Western Goals ont des liens financiers avec la WACL et à travers elle avec Moon et son paravent Causa. Western Goals n'est pas la seule organisation britannique qui a des liens étroits avec Le Pen... le BNP a aussi tenu des meetings avec le Front national ces dernières années, et le BNP est bien sur lié avec Western Goals (voir supra). Était aussi présent au meeting de Western Goals de décembre 1991, Steven Brady vice-président du National Front, mais le BNP a bien failli apparaître, en dépit des rumeurs qui assuraient qu'il serait là. Des députés en vue du Parti conservateur invité à la conférence ne s'y sont pas montrés, effrayés par la mauvaise publicité qui aurait pu les atteindre. Bien que lors du meeting de Western Goals au congrès du parti conservateur en 1989, un des principaux orateurs était Yvan Blot du Front national et du Club de l'Horloge. Le

CAFF a pu montrer ces liens. Si Le Pen peut retourner sans encombre une autre fois en Grande-Bretagne, cela signifiera que l'extrême droite anglaise a gagné une grande respectabilité.

Les liens établis entre Western Goals et le parti Republikaner sont plus durs à prouver maintenant, car Western Goals avait établi le contact avec Schonhuber au même moment qu'avec Le Pen. Schonhuber recevait lui aussi les louanges d'European Dawn. Stuart Northolt est intervenu dans un meeting à Munich du Bloc des Nations antibolchéviques (ABN) où Schonhuber était présent.

En juillet 1991, Western Goals accueille secret une réunion de trois jours à Londres, présidé par Jean-Marie Le Pen. Le but de cette réunion était de construire un réseau européen comprenant le FN, le parti Republikaner, le Vlaams Block et des organisations similaires. Ensuite Andrew V.R. Smith tint une conférence de presse, Le Pen aurait voulu être le "leader naturel" de ce réseau. L'autre candidat possible pour diriger ce réseau était Pamiat le groupe fasciste russe. Le leader de Pamiat, Dimitri Vasilev avait souvent parlé "du besoin d'un forum de toute l'Europe", Western Goals est la principale organisation qui cherche à étendre le réseau en Grande-Bretagne. Western Goals a aussi installé des organisations soeurs dans des villes importantes comme Budapest, Hanovre, Helsinki, Johannesburg, Munich et Washington DC.

Le magazine de Western Goals, European Dawn, qui n'est paru que deux fois pour l'instant, est clairement un magazine fasciste. Il est dirigé par Andrew VR Smith et Stuart Northolt. Une croix celtique orne la couverture de la revue, des articles soutiennent le général Pinochet et l'Apartheid, approuve le nationalisme ukrainien, désigne les homosexuels comme responsables du SIDA, attaque le communisme. Dans le deuxième numéro de European Dawn comportait un très long article sur Schonhuber et Le Pen, les décrivant comme "les deux seules voies de la santé mentale et de la décence en Europe". L'entretien avec Schonhuber était très enthousiaste, décrivant comment "les Republikaner ont éjecté les journalistes rouges de leurs réunions électorales".

Les amis sud-africains

Les liens de Western Goals avec l'Afrique du Sud sont nombreux. Au début de 1988 Stuart Northolt installa un bureau sud-africain. En juillet 1988 Western Goals aida à l'organisation d'une visite de l'UNITA (organisation de guérilla financée par l'Afrique du Sud qui tentait de renverser le gouvernement angolais) en Grande-Bretagne. Northolt a aussi rencontré des membres de la RENAMO (une organisation similaire à l'UNITA qui opère au Mozambique). Un des vice-présidents de Western Goals est Clive Derby-Lewis qui est le porte-parole pour les Affaires étrangères du Parti conservateur d'Afrique du Sud (SAPC). En juin 1989, Derby-Lewis et le leader du SAPC Andreas Treunicht allèrent en Grande-Bretagne

pour une tournée organisée par Western Goals et prirent la parole lors d'un meeting en marge de la conférence du Parti conservateur anglais. Derby-Lewis retourna en Grande-Bretagne en 1990 comme invité de Western Goals. Cette fois il participa à une réunion à une réunion du Monday Club à la Chambre des Lords, accueilli par Lord Sudely (qui récemment fut forcé de démissionner de Western Goals après la visite de Le Pen en décembre 1991 à Londres). Derby-Lewis rencontra aussi deux députés conservateurs importants et l'historien d'extrême droite Count Nicolai Tolstoy. Plus tard Andrew VR Smith arrangea une rencontre entre Derby-Lewis et Jean-Marie Le Pen, et la participation de Derby-Lewis à la Conférence de la WACL à Bruxelles.

Donc Western Goals joue un rôle d'ambassadeur non officiel pour le Front National, le SACP, le parti Republikaner et aussi pour le parti salvadorien ARENA (qui était dirigé par Roberto d'Aubuisson, ancien parrain de Western Goals). C'est un rôle qui leur sied bien - Western Goals est toujours un petit groupe qui attire peu l'attention (cependant ceci est actuellement en train de changer). Bien que ce soit parfois frustrant pour eux, ils ont la liberté de poursuivre leurs buts sans être bloqué par le Parti conservateur anglais. Mais leur poids dans le Monday Club montre un exemple clair pour d'autres groupes fascistes, le chemin pour se transformer en respectable parti.

Vers un nouveau parti fasciste ?

Mais quels sont les futurs objectifs de

Western Goals ? Il y a de nombreuses spéculations actuellement en Grande Bretagne sur les différents plans possibles de cette organisation. Une des théories la plus crédible pour Searchlight et Lobster (magazine d'enquête) est que Western Goals est peut-être en train de former un nouveau parti politique. Assurément, si on considère les liens que Western as'efforce de cultiver, le fait de construire un nouveau parti n'est pas à exclure. Mais quelles preuves pouvons-nous avancer ?

Au moment où ce numéro de Réflexes sortira, des élections générales en Grande-Bretagne auront eu lieu. Les deux principaux parti fascistes, le BNP et le NF, qui veulent tout deux présenter des candidats. Bien que le National Front est sur le chemin de l'extinction politique causé par une chute du nombre d'adhérents, alors que le BNP voit sa popularité croître, et prévoit de présenter au moins 30 candidats. Il n'y a quasiment aucune chance, à cause du système électoral britannique - scrutin uninominal à un tour -, que le BNP puisse obtenir le moindre siège, et ils ont aussi un problème d'image - pour la grande majorité des Britanniques le BNP n'est qu'une bande de voyous néo-nazis. Après chaque défaite électorale, le BNP est obligé de reconsidérer sa ligne politique. Et il est parfaitement vrai que depuis que John Major est devenu le leader du parti conservateur il y a un espace à remplir à droite. Pendant que Margaret Thatcher était au pouvoir l'activité de l'extrême droite anglaise était au plus bas. Sous Thatcher de nombreux membres de l'extrême droite, du National Front et du BNP rejo-

EUROPEAN DAWN

The paper for the new Europe No. 2 September 1989

AIDS crisis deepens

Advertising

In Britain, the Government prohibits that "AIDS does not discriminate." But AIDS is increasingly seen as discrimination, and advertising aimed at homosexuals is not one. The £20 million anti-AIDS campaign in Britain has from the start been controlled by liberals. Lord Whitelaw, Chairman of the Cabinet Committee on AIDS, determined that no element of moral censure of the deviant minorities responsible for the illness should be permitted. The upper reaches of the medical establishment are also in the grip of the pro-perverse camp: this first AIDS poster campaign was headlined "Don't Die of

Habsburg strengthens Hungary links

STRASBOURG - Otto von Habsburg, the Austrian MEP noted for his strong anti-communist views, has been put in charge of the European Parliament's relations with Hungary. The veteran conservative is working to develop links between the EEC countries and Hungary as it attempts to Westernize and break free from the Soviet sphere of influence. Habsburg, whose father was the last Emperor of Austria-Hungary before the collapse of the empire after the Great War, has visited Hungary several times this year and on each occasion has been greeted with wild enthusiasm by Hungarian nationalists. He also takes an active interest in developments in Croatia and Slovenia, former parts of the Habsburg empire, where anti-Marxist protests are growing. An EEC spokesman told European Dawn: "We welcome Otto von Habsburg's role in building bridges with Hungary at this important time." Habsburg also heads the conservative Pan-European Union, a Europe-wide movement dedicated to preserving Europe's cultural identity and promoting friendship between European peoples. (See Page 8 about links on Hungary)



Le Pen: "AIDS is a plague against through the plague of homosexuality and its perpetrators should be isolated in special sanatoria."

Drugs menace crosses Atlantic

GENEVA - The international police agency Interpol fears Europe may be on the brink of a drug epidemic of horrendous proportions. Top police officials believe that the infamous Medellín cartel - responsible for three quarters of world cocaine

Recently the failure of the US police to stem the tide has depressed the price of heroin and other drugs to such a level that Europe is now seen as a far more lucrative market for the pushers. In the severed US market, a kilogramme of cocaine costs \$72-18,000, in Europe up to \$100,000. FBI

air. We'll - even the politicians know there is a problem; what is needed now is action.

Severe examination of whether the suspension of borders within the EEC is practical for the duration of this emergency; we cannot allow the laudable aspects of European integration to turn Europe into a

America and the Far East. This is a war and should be waged as one.

Continuation of all assets of convicted pushers - not just those allegedly traceable back to the drug industry. These assets - both financial and material - should be handed over to the international anti-drug force

gnirent les conservateurs qui partageaient beaucoup de leurs idées (restrictions de lois sur l'immigration par exemple...). Après que Margaret Thatcher ait été éjectée du pouvoir de nombreux conservateurs très à droite quittèrent le parti conservateur et l'extrême droite ressentit le besoin d'accroître ses propres activités. Ceci a pu être prouvé par l'accroissement des activités ces deux dernières années du BNP et des autres groupes. (voir Réflexes n°35)

David Irving, l'historien révisionniste, est très proche de Western Goals et selon certaines rumeurs il penserait à transformer son groupe Clarendon Club, en un nouveau groupe. Un parti où pourrait adhérer des membres clés de Western Goals. L'autre groupe possible qui pourrait s'engager dans une coalition pourrait bien être le BNP (bien que sans son leader John Tyndall) - Irving a passé énormément de temps récemment avec le BNP. Et le BNP est très fortement lié au Western Goals comme nous l'avons vu précédemment.

Si un nouveau parti se forme quels seront ses objectifs ? Quelque soit le résultat des prochaines élections de nombreux membres de l'aile droite du Parti conservateur le quitteront certainement pour des partis plus extrémistes. Un parti formé à partir de Western Goals pourrait sans aucun doute absorber ces conservateurs, en apportant un fort et respectable pouvoir et une base, il pourrait ainsi être en position de présenter des candidats aux prochaines élections européennes. Ceci permettrait d'établir des relations au grand jour avec le Front National, le Vlaams Blok etc à l'intérieur du groupe technique des droites européennes, le groupe parlementaire européen d'extrême droite, créant une situation où tous les principaux partis d'extrême droite de la Communauté

européenne pourraient avoir du pouvoir parlementaire.

En Grande-Bretagne, il est fortement possible que le système électoral change pendant la prochaine législature évoluant vers un système à la proportionnelle. Quand cela arrivera le parti formé autour de Western Goals pourrait être capable d'obtenir des sièges à la Chambre des Communes.

Les Français au déjà vu comment ce type de situation a permis à Jean-Marie Le Pen et le Front national de gagner du pouvoir et une crédibilité politique. Si cela arrive en Grande Bretagne ce qui n'est pas encore fait, ce serait une tragédie pour la Grande-Bretagne et pour l'Europe.

Western Goals poursuit clairement un objectif à long terme. Avec ses contacts européens ses liens étroits avec la WACL et son financement en provenance de la secte Moon et de groupes américains, ils peuvent devenir un des plus puissants groupes en Europe - dans les cinq prochaines années.

Maintenant il est de plus en plus urgent pour les anti-fascistes à travers l'Europe de s'unir pour battre le Pen, Western Goals, et de battre toutes les coalitions de l'extrême droite européenne.

Adolf Hitler disait en 1933 "Une seule chose aurait pu stopper notre mouvement - si nos adversaires avait compris nos principes et si le premier nous avions été battu, avec la plus grande force, le noyau de notre mouvement".

Que dire de plus ?

Sources :

Lobster magazine n°21
Black Flag n°172
Searchlight n°199, 183, 172
Front national - a nazi front, un dossier du CAFF

Who's Who

BIRDWOOD, Lady Jane importante fasciste Britannique

BRADY, Steven vice-président du National Front

CHANNELL, Carl ancien président de la WGF

D'AUBUISSON, Roberto leader du party ARENA, président du Salvador jusqu'en février 1992, ancien parrain de Western Goals.

DERBY-LEWIS, Clive Ancien porte parole pour les affaires étrangères du SACP

FINZER, David Secrétaire général de World Freedom League (branche jeune de la WACL) jusqu'en 1990

GUELL, Linda Responsable de la WGF, aida à lancer Western Goal, maintenant dirige le Larry MacDonald Trust

HARRISON, Ralph Fasciste britannique connu.

IRVING, David Historien révisionniste très connu, membre du Monday Club, dirige un groupe intellectuel d'extrême droite le Clarendon Club.

LAUDER-FROST, Gregory Vice président de Western Goal depuis 1989. Responsable du comité des Affaires étrangères au Monday Club depuis 1989, secrétaire du Monday Club en 1991.

MACDONALD, Larry Haut responsable de la WGF jusqu'à sa mort en 1983.

MASSON, Paul Directeur de Western Goals, membre comité de l'ABN.

MILLSON, Stuart Fondateur de Western Goals, maintenant membre du BNP.

MURPHY, Anthony Membre du BNP, et du Monday Club.

NORTHOLT, Stuart Fondateur de Western Goals, aujourd'hui directeur, éditeur de European Dawn. Ancien responsable de YEFW.

PEARSON, Sean Membre du BNP et du Monday Club.

SCHONHUBER, Franz Leader du parti d'extrême droite allemand des Republikaner.

SHERMAN, Alfred Membre connu du parti Conservateur, son fils Gideon est un des directeur de Western Goals.

SINGLAUB, Général John K. Chef de la WACL, fondateur de la Fondation Western Goals et parrain de Western Goal.

SMITH, Andrew V.R. Fondateur de Western Goals, actuellement directeur de l'information et secrétaire général de YEFW, section jeune de la WACL. Secrétaire du comité politique de la WACL.

SUDELY, Lord Ex vice-président de Western Goals retiré après la visite de Le Pen de décembre 1991.

TOLSTOY, comte Nicolai Excentrique historien anglais d'extrême-droite.

TREUNICHT, Andreas Leader du SACP.

VASILYEV, Dimitri Leader du groupe fasciste russe Pamiat.

WALKER, Général Sir Walter Parrain de Western Goal, ex-chef des forces de l'OTAN.

WALL, Sir Patrick Conseiller parlementaire de Western Goals, ex-président du conseil anglais anti-communiste, section anglaise de la WACL.

GLOSSAIRE

ABN : ANTI-BOLSHEVIK BLOC OF NATIONS - Section d'Europe de l'Est de la WACL.

ARENA : Parti fasciste Salvadorien, dirigé par Roberto d'Aubuisson jusqu'à sa mort en février 1992.

BRITISH ANTI-COMMUNIST COUNCIL - Section britannique de la WACL

BNP : BRITISH NATIONAL PARTY - Parti néo-nazi britannique.

CAFF : CAMPAIGN AGAINST FASCISM IN FRANCE - Groupe anglais anti Front national français. Récemment transformé en CAFE Campagne Contre le Fascisme en Europe.

CLARENDON CLUB - Groupe britannique d'intellectuels fascistes, dirigé par David Irving.

EUROPEAN DAWN - L'aube européenne, magazine de Western Goals.

FCS : FEDERATION OF CONSERVATIVE STUDENTS - groupe d'étudiants de droite radical, autrefois lié au parti conservateur, aujourd'hui dissout.

LMT : LARRY MACDONALD TRUST - Fondé par Linda Guell de la WGF pour rendre hommage à Larry MacDonald. Absorba la WGF après ses multiples problèmes.

MONDAY CLUB - Club du parti conservateur, qui regroupe les conservateurs de droite radicale.

NF : NATIONAL FRONT - Parti néo-nazi britannique.

PAMIAT - Parti fasciste russe.

RENAMO - Groupe de guérilla financé par l'Afrique du Sud créer pour renverser le gouvernement du Mozambique.

SACP : SOUTH AFRICAN CONSERVATIVE PARTY - Parti fasciste Sud-Africain.

UNITA - Groupe de guérilla financé par l'Afrique du Sud dont le but est de renverser le gouvernement de l'Angola.

WACL : WORLD ANTI COMMUNIST LEAGUE - Groupe international d'extrême droite financé par la secte MOON.

WORLD FREEDOM LEAGUE - Section jeune de la WACL.

WORLD FREEDOM ORGANISATION - Organisation créée par Western Goals

YEFW : YOUNG EUROPEANS FOR WORLD FREEDOM - Section européenne et de jeunesse de la WACL.

RAS LE FRONT. La revue de l'appel des 250 a sorti un très bon numéro intitulé *Le Pen nous asphyxie...* De l'air ! 32 pages spécial sur le FN : La toile d'araignée : Le Pen tisse ses réseaux; la pyramide, organigramme du Front; le programme économique et social; écofascisme; Éducation : le salut par le privé, Parti cherche jeunes pour encadrer; Sexisme : ce qu'ils nous mijotent, la tradition vichyste; l'intégrisme : à l'extrême-droite de Dieu; Sciences : virus, idéologie, différence; Europe : Belgique et Autriche. **Appel des 250 - P. Crottet, BP 87, 75561 Paris cedex 12. Tél. : 42 64 80 25.**

EXPULSION VIOLENTE À LA CITÉ DUBOIS D'AUBERVILLIERS. Les matraques de "gauche" contre les travailleurs mal-logés. Cette occupation était pour notre part tout à fait pacifique et dénonçait la politique des pouvoirs publics et politiques vis-à-vis du logement. En effet, l'Etat s'est désengagé du financement du logement social qui a baissé de moitié en 10 ans - le nombre d'HLM est passé de 182 000 en 1981 à 85 000 en 1990. Il est aujourd'hui impossible de louer un appartement dans les agences immobilières ou les offices HLM si les revenus ne sont pas assez élevés, etc. Le directeur de l'Office HLM d'Aubervilliers a appelé la police, et a donné son accord avec le Maire (PC) pour expulser les mal-logés. **Comité des mal-logés 34 rue des Vignoles 75020 Paris.**

SOUTIEN À JOEL LAMY. Joël Lamy a été condamné à six mois de prison ferme pour "coups et blessures sur représentants de la loi", en l'occurrence pour s'être défendu lors d'une bousculade entre grévistes de chez RUFA (près de Caen) et la police. Il est incarcéré depuis le 4 février. Il déclarait dans une lettre au Comité de soutien : "le réalisme économique a permis au capitalisme d'accroître l'exploitation, la répression à l'encontre de ceux qui luttent. Cette société est sans issue, n'étant pas possible à l'échelle planétaire, c'est à nous d'ouvrir à un monde meilleur..." Rassurez-vous, ce n'est pas la peur de Le Pen qui nous fera voter pour le moins pire. Le moins pire, nous le vivons quotidiennement et

nous n'en voulons plus, le meilleur acte de civisme en dehors de toute leçon de civisme est de lutter et de s'abstenir aux mascarades électorales, lutter pour un monde meilleur...

Soutien, écrire à Joël Lamy, cellule 18 HDC NQ n° écrou 14 898, 10 rue Gal Duparge 14034 Caen.

Une carte postale a été éditée pour le soutien financier (5 F l'exemplaire), disponible à REFLEX.

POUR UN BAR ASSOCIATIF A MONTREUIL. "Nous sommes une association à Montreuil, qui veut faire exister dans notre ville un lieu vivant et animé... un lieu où il serait agréable de passer un moment quelles que soient les motivations de chacun. C'est avec ce lieu convivial, plus séduisant qu'une salle de réunion, que nous voulons combler un chaînon manquant dans la vie quotidienne à Montreuil. Nous voulons créer un lien entre la vie "chacun chez soi" et la vie culturelle, politique ou associative de la ville... Montreuil est aussi une ville comme les autres, où les problèmes du chômage, du logement, de l'éducation, de la santé publique doivent être enfin au menu des débats et des discussions qui seront organisés dans ce bar associatif."

Bar associatif - Maison des Associations 35/37 avenue de la résistance 93100 Montreuil

DÉFIS. colloque : nouveau paysage international et nouveaux défis. Une chance pour la paix. Dimanche 24 mai 1992. Chazelles sur Lyon. "La période de bouleversement internationaux que nous vivons a entraîné l'effondrement de la vision du monde en deux blocs qui s'affrontent. Les nouveaux défis ne sont pas uniquement d'ordre militaire, mais aussi d'ordres économiques, écologiques, démographiques, et bien d'autres encore. Dans ce nouveau contexte, quelles réponses vont être préparées ? Comment pouvons-nous faire connaître notre point de vue ? Avec B. Ravenel, président du Mouvement pour la paix et la liberté et B. Barillot, journaliste à la revue *Damoclès*.Animateur du Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits.

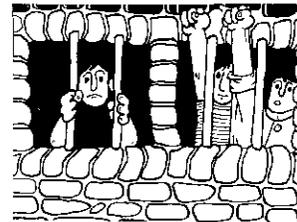
DÉCLARATION. Le Juge Desmure, du tribunal de grande instance de Versailles, a inculpé le 27 janvier l'ancien et l'actuel directeur de publication du journal *Mordicus* pour "apologie de vol, apologie de pillage, apologie de meurtre, d'incendie, provocation directe au crime de meurtre, complicité desdits délits." Le motif de ces poursuites est l'apposition en juin 1991, à Mantes-la-Jolie, d'une affiche au logo de *Mordicus*, sur laquelle on trouvait une citation de ce journal, un rap en alexandrins sur les pratiques des révoltés des banlieues, et le slogan : pas de flics dans le quartier, pas de quartier pour les flics. Quoique nous pensions du contenu de ce document, il nous apparaît parfaitement grotesque de chercher du côté de *Mordicus* la responsabilité de violences qui ont des causes bien plus graves et profondes. Ce qui incite les jeunes des banlieues à la révolte, c'est la vie qu'on leur impose. A l'heure où la justice à fort à faire avec d'éminents personnages, délinquants d'un tout autre calibre que les rebelles des banlieues, son acharnement dans cette affaire ne peut avoir que des raisons politiques : il s'agit de faire taire une des rares voix réfractaires. Auquel cas, les autorités doivent au moins reconnaître publiquement que dans notre démocratie, toutes les opinions sont libres, sauf celles qui sont interdites par le gouvernement.

Premières signatures : G. Perrault, D. Langlois, M. Nadeau, R. Agret, Gébé, Charb, M. Genève, R. Knobelspiess, F. Pajak, M. Butel, rédaction du *Monde Libertaire*, de *Quilombo*, de *Rebelles*, etc.

Réflexes s'associe également à ces signatures.

Mordicus - BP 11 - 75622 Paris cedex 13

BASQUES : LA RÉPRESSION S'ACCENTUE. "L'affaire Basque" d'Angers. Le 11 décembre 1991 à 6h00 du matin, une soixantaine de policiers investissent plusieurs appartements d'Angers et de sa périphérie. C'est l'aboutissement de filatures menées depuis un an visant des réfugiés basques installés à Angers - certains depuis plusieurs années. 19 personnes sont arrêtées, brutalement, les appartements saccagés. Pendant



deux mois la tension ne se relâche pas... ni les pressions pour empêcher tout soutien : "en février les policiers se rendent chez les parents d'un membre du comité de soutien en leur demandant de faire pression sur leur fils pour qu'il arrête de soutenir les inculpés au risque de se retrouver à Fresnes". Le 21 février, le fils en question est convoqué au commissariat, le soir il est Fresnes. Il y est encore à ce jour... En tout donc une vingtaine de personnes sont inculpés; pour les Français il s'agit pour la plupart de militants d'associations humanitaires, tiers-mondistes et non-violentes. Seuls quelques-uns étaient plus engagés vers le mouvement basque. Tous ceux qui ont hébergé des réfugiés l'ont fait dans un but humanitaire afin d'éviter qu'ils soient renvoyés dans un pays qui pratique la torture contre eux. Il ne s'agit que d'aide au séjour à étranger de la CEE en situation irrégulière possible de contrevention devant un tribunal de simple police. Aucune organisation politique, syndicale ou de défense des droits de l'homme ne soutiennent le comité, au contraire. La LDH n'a pas seulement refusé de soutenir, mais a fait en plus tout un travail de propagande auprès d'autres associations ou syndicats (notamment la CFDT, plusieurs inculpés sont militants CFDT) pour qu'aucun soutien ne nous soit apporté, qu'aucune salle par exemple ne soit prêtée au comité. Les mouvements politiques de gauche et d'extrême gauche sont aux abonnés absents (pas le temps, trop faibles pour soutenir, les élections d'abord, etc.).

Pour écrire aux prisonniers

Eric Catala
n° 206 414 P Quartier Hommes
Gonzales Rosa Maria
n° 26137 K Quartiers femmes
Aritzti José Manuel
n° 206415 Q Quartiers hommes
Bergaretxea Jesus Mari
n° 205416 R Quartier Hommes

Maison d'arrêt de Fleury Merogis
allée des peupliers, 91700 Sainte-Geneviève des Bois.

Allemagne : attaque contre le droit d'asile

L'analyse de différents programmes politiques sur le droit d'asile montre l'harmonisation des discours et des pratiques aujourd'hui en Europe. Ainsi on retrouve en Allemagne les mêmes débats et les mêmes conclusions selon les familles politiques qu'en France. Avec Schengen, c'est une véritable politique anti-immigrée et anti-droit d'asile qui se met en place. Notre résistance doit savoir en tirer les conséquences et s'atteler à la construction d'un mouvement de solidarité qui puisse intégrer ces nouvelles données. Après les violences des fascistes contre les réfugiés entre août et décembre 91, ce ne sont pas les Partis d'extrême droite qui ont été remis en cause mais le droit d'asile.

L'Allemagne est l'un des pays les plus riches du monde, la majeure partie de la population a un niveau de vie élevé. Il y a cependant aussi ici des problèmes : fort chômage, crise du logement, retraites trop faibles, pollutions, répartition des richesses inégales et des politiciens qui passent une grande partie de leur temps à donner des conseils pour résoudre le "problème des étrangers".

En Allemagne vit 5 millions d'étrangers et 75 millions d'allemands. Sur les 5 millions, 712 000 sont nés en Allemagne, 36 000 ont été déportés par les nazis en Allemagne (travail obligatoire) et vivent depuis ici. Dans l'ensemble, 60% des étrangers vivent depuis plus de 10 ans, 14% depuis plus de 20 ans; Comment est-on allemand ? 3,1 millions d'immigrants des pays de l'Est ont été naturalisés; pour qu'une personne soit "apte à la germanisation", ce sont des documents établis par les SS entre 1941 et 1944 qui le déterminent. Par exemple : un "allemand" qui vient d'Ukraine dont le père a combattu avec les SS aura sans problème la nationalité allemande. Celui dont le père qui a combattu avec les résistants ukrainiens contre les SS se verra refusé la naturalisation.

A la différence de la France l'accession à la nationalité est très difficile à obtenir. La conception de l'identité allemande est beaucoup plus fermée et prend ses "sources" dans une "culture traditionnelle" - seul compte le droit du sang -, qui a été fixé au niveau de l'Etat en 1913. En 1977, les sociaux-démocrates n'ont pas jugé bon de faire évoluer "la tradition", considérant que l'important n'est pas une appartenance politique, sociale, mais une "adaptation à la civilisation allemande".

Pour ce qui concerne le droit d'asile, sur les 100 000 réfugiés qui arrivent en RFA, 5 000 obtiennent l'asile directement et 10% après le recours.

Avec l'ouverture à l'Est, le gouvernement applique une politique entièrement tournée vers les "communautés allemandes" et les formations politiques sont prêtes à accueillir des "allemands" et dans le même temps expulser des réfugiés qui vivent plusieurs années dans leur pays. Regardons d'un peu plus près les différentes positions :



Le SPD (Parti social-démocrate) est pour "l'aide aux hommes d'autres peuples dans la détresse et pour offrir l'asile aux personnes persécutées politiquement. Les demandeurs d'asile ont le droit à (...) une procédure loyale, un hébergement et un approvisionnement dignes de l'être humain". Il faut savoir que les demandeurs d'asile sont parqués dans des casernes en attendant leur régularisation ou leur expulsion. Ils sont pour une procédure rapide et raccourcie pour que "les demandeurs d'asile sachent plus vite s'ils sont acceptés". Pour les personnes qui "fuient vers la RFA à cause de l'oppression, de la guerre et de la faim sans être personnellement persécutés politiquement au sens de la loi", le SPD exige "d'autres possibilités d'accueil" et "un droit européen harmonisé pour l'immigration". Enfin le SPD ne dit rien sur les attaques dont victimes les réfugiés...

La CDU (Union chrétienne-démocrate) : "les personnes persécutées pour motifs politiques jouissent du droit d'asile"... mais il ne doit "pas y avoir abus du droit d'asile pour assurer à la longue la popularité du droit d'asile au sein de la population." Elle propose en outre "une procédure accélérée, l'expulsion rapide et le logement par communautés". "Les demandeurs d'asile ne doivent recevoir autant

que possible aucune aide sociale en argent comptant mais des prestations en nature". Il ne pourra y avoir de demandes d'asile de la part de personnes de nos pays partenaires, comme la Turquie par exemple.

Le FDP (Parti libéral démocrate) : "Les personnes victimes de persécutions politiques jouissent en Allemagne de la protection de l'article 16 de la constitution". Il ne veut permettre "aucune restriction de ces prescriptions sous aucun prétexte". Il faut savoir que c'est la réécriture de l'article 16 qui pose problème entre le FDP et la CDU qui veut le transformer d'une manière très négative. Mais le FDP pour autant est loin d'être laxiste : "les réfugiés de la pauvreté qui ne peuvent prétendre à la protection du droit d'asile et qui chargent considérablement les finances des Lands et des communes" doivent être renvoyés illico presto... "les demandeurs d'asile doivent rester parqués dans des camps..."

Die Grünen (les Verts) : Ils sont très dur vis-à-vis des forces politiques qui veulent restreindre le droit d'asile et notamment vis-à-vis du SPD... Ils demandent l'application de la Convention de Genève, qui est l'acte juridique international fondamental et qui doit être appliqué par tous les pays. "Les demandeurs d'asile doivent pouvoir travailler et vivre". Les Verts sont le seul parti à dénoncer la xénophobie et le racisme...

Comme on peut le constater, le droit d'Asile en Allemagne risque de subir plusieurs attaques. Si on rapproche cela de la situation française et des camps de parquage dans les zones d'aéroports par la gauche, on peut se dire que le Nouvel Ordre Européen se traduira par une misère et un mépris encore plus grand des peuples du Sud et un soutien inconditionnel aux pires dictatures. Le capitalisme européen n'a cure des réfugiés... il veut bien des immigrés des pays de l'Est ou du Sud pour les surexploiter, implanter des multinationales dans le tiers monde, subventionner les armées des dictateurs. Quant à la classe politique européenne de droite et de gauche, "elle n'a pas accueillir toute la misère du monde" comme le disait Rocard. ◆

La prison remède à l'exclusion ?

Dans le contexte de la nouvelle Europe, il apparaît de plus en plus clairement qu'une partie croissante de la population est exclue des richesses économiques et sociales (culture, scolarité, logement, travail etc...). Il est clair que cette situation n'est pas momentanée mais qu'elle est bel et bien le produit d'une politique libérale basée sur la concurrence, le profit et la ségrégation sociale et raciale. Cette politique d'exclusion ne peut se maintenir sans le renforcement de l'appareil répressif (ilotage, renforcement policier...) et de contrôle social (travailleurs sociaux, plans d'aménagement des quartiers...).

Dans ce contexte, la prison représente pour le pouvoir l'outil de gestion de la misère et de l'exclusion. La construction de 13 000 places de prison supplémentaires s'inscrit dans cette logique.

Aujourd'hui, le pouvoir socialiste nous remémore les 10 ans de l'abolition de la peine de mort et se targue d'avoir supprimé les QHS. Le CAIC dénonce la perversion et l'hypocrisie de ce pouvoir qui cultive l'art de simuler les réformes libérales et de feindre une politique humaniste. Le pouvoir ne fait qu'affirmer jour après jour la répression dans l'univers carcéral comme sur les quartiers.

Qu'est devenue la prison depuis 10 ans ?
- création de peines de sûreté allant jusqu'à 30 ans (au lieu de 18)

- grâces ramenées à 2 mois
- augmentation du nombre de prisonniers.

Derrière les discours, quelle est la réalité ? Plus d'emprisonnés pour des peines de plus en plus longues.

La prison est censée être une simple privation de la liberté d'aller et de venir; elle

est en réalité un lieu de non-droit où les détenu(e)s ne peuvent s'associer, où la communication est réglementée, où les tabassages, fouilles et humiliations de toutes sortes sévissent en toute impunité, et où l'homme et la femme incarcéré(e)s sont dépossédé(e)s d'eux-mêmes, sans sexualité, infantilisé(e)s par des règlements arbitraires. Pour ceux qui ont vécu ou approché la prison, comment serait-il possible de croire aux vertus ré-éducatives de cette machine à broyer ? A ceux qui légitimement cette "incohérence" en se réfugiant derrière la petite phrase "on sait bien, mais comment faire ?" nous rétorquons que, dès maintenant, il s'agit de réfléchir à "quelle justice ? Pourquoi la prison comme outil de répression ? Quelle forme de société ?".

Dès aujourd'hui les détenus en lutte avancent un certain nombre de revendications réalistes, significatives et concrètes :

- fermeture des QI,
- abolition du mitard,
- abolition du prétoire,
- conditionnelles et grâces à mi-peine,
- abolition de la censure,
- parloirs intimes,
- levée des sanctions à l'encontre des mutins,
- SMIC pour tous les travailleurs en détention.

Le CAIC a décidé de canaliser ses forces sur l'abolition des QI car tous ceux qui refusent l'arbitraire et la répression peupleront les quartiers d'isolement. ◆

La brochure *L'isolement carcéral* édité par le Comité pour l'Abolition de l'isolement Carcéral est disponible est disponible au prix de 20 F au 29 rue Stéphenson 75018 Paris.

Parcours d'isolé de Thierry Trebutien

Mars 1987 : Tentative d'évasion, 45 jours de mitard à Nîmes.

1987/88 : Isolement total, soit près de 2 années. J'écris bien total car durant cette période et ce jusqu'en 89, j'ai été interdit de parler tant avec ma famille qu'avec ma femme et ma fille. Je n'ai eu aucun contact humain.

24/10/87 : Détention au QI de Fleury.
20/02/88 : Transfert à Cherbourg pour une détention normale.

28/02/88 : Evasion de Cherbourg.

11/07/88 : 45 jours de mitard au QI de Fleury Mérogis.

11/90 : Mouvement de grève de plateau au bâtiment D1, pour demander la sortie de l'isolement de Thierry. Sortie de l'isolement pour une détention normale.

16/01/91 : Transfert manu-militari de Fleury Mérogis à la Santé, suite à une lettre de dénonciation. En effet, un détenu affirmait que je préparais une évasion. Même s'il est exact que je me suis évadé à deux reprises par le passé, ceci n'est pas une preuve.

14 et 15 mars 91 : procès de l'évasion, condamnation à 8 ans ferme non confusionnable.

Novembre 91 : je me trouve toujours au QI de la santé.

La Santé, le 26 novembre 1991

"Bonjour,

...

Mes présentes informations doivent ressembler à celles des détenus également en lutte contre leur isolement, elles ne pourront que confirmer l'effet de leur prétention. En ce qui concerne ma situation pénale, je suis détenu depuis le 7 février 1981. A ce jour je n'ai fait l'objet d'aucune libération, condamné en 82 à 8 ans, je me suis évadé en 85 (non-retour de perm), fin 86, j'ai été réincarcéré, placé en QI et interdit de parler; je me suis évadé en février 88, arrêté ensuite au Portugal, j'ai été extradé vers la France en juillet 88, placé en QI jusqu'en 89. Après en être sorti, j'ai fait l'objet d'une nouvelle mesure d'isolement en janvier 91, jusqu'à ce jour, et ce pour des raisons nullement prouvées (présomption d'évasion par dénonciation).

Depuis 88, j'exécute une peine de 12 ans, et pour des raisons de procédure, je ne peux envisager une libération définitive, puisqu'après avoir exécuté celle-ci, je

fais l'objet de nouvelles poursuites sur des faits pour lesquels je ne peux être poursuivi dans l'immédiat, sauf si après avoir été libéré définitivement, je viens à être arrêté sur le territoire français, bien que je sois de nationalité française (ces dossiers font l'objet des recours à Strasbourg et Genève (CE, ONU). Mon isolement se comptabilisant en années (près de 3 ans, dont 2 sans droit de visite), j'ai été amené à fréquenter divers QI, Nîmes, Fleury, Caen, la Santé, etc. tous se ressemblent, à l'exception de celui de la Santé, en effet, de tous les QI que j'ai été amené à fréquenter, c'est le seul que j'ai connu, où la lumière est artificielle 24h sur 24.

En ce qui concerne la cellule, celle-ci est composée d'une table et d'un placard en béton incrusté dans le mur, un lit dont les pieds ont été sciés, se trouve à 2 centimètres du sol, les murs étant intégralement du sol au plafond peints d'une couleur crème. Deux ampoules allumées ensemble constituent la lumière, en ce qui me concerne, celles-ci restent allumées la journée, sinon il ne m'est pas possible de lire ou d'écrire lisiblement, les carreaux de la fenêtre étant teintés pour nous empêcher

de voir l'extérieur, l'ouverture de celle-ci s'effectuant par un câble sur lequel il faut tirer. Un vasistas s'ouvre faiblement pour laisser passer l'air puisque celui-ci, de l'intérieur de la cellule se trouve cloîtré par une sorte de hotte constituée d'un grillage et également cloîtré de l'extérieur par des barreaux et un autre grillage.

Nous sommes "interdits" d'activité sportive, culturelle, et éducative ainsi que nous n'avons pas le droit de travailler, de parler (sauf à nous-mêmes...). A la Santé, nous avons le droit à une heure de promenade le matin et l'après-midi (Nîmes une heure dans une promenade d'environ 8 mètres de long et 1 mètre 50 de large) chaque sortie et rentrée de cellule constitue une palpation et si il y a contact avec du monde de l'extérieur (avocat, juge, etc.) il y a fouille à corps. La promenade de la Santé n'est autre qu'une cage recouverte de barreaux et de grillage. Durant toute la promenade un surveillant nous observe; chacun de nos pas sont presque comptés par certains avides de zèle, et dont la devise est le mépris le plus total pour ces animaux que nous sommes devenus."

Pour la police, tuer n'est pas un crime.

C'est avec trois affaires distinctes que nous rendons compte dans ce numéro des affaires touchant aux meurtres sécuritaires et racistes. Noisy-le-Sec, Vaulx-en-Velin, les procès des meurtriers des jeunes Malika et Thomas ont vu encore une fois un procès des victimes par des Tribunaux pour qui l'idéologie du FN est déjà inscrite dans le code pénal. A Asnières, c'est un jeune de 13 ans, qui a été tué par trois balles pour "chapidages dans les caves". Quand une société considère légitime le droit de tuer pour défendre des biens comme des vélos ou des scooters, c'est qu'elle n'a plus ni sens ni repères et que seules la mort, la force et la haine lui servent de liens sociaux.

Asnières Justice à deux vitesses... Quand tu nous tiens !

Dans la nuit du 26 au 27 janvier 1992, des locataires d'un immeuble d'Asnières, alertés par le bruit provenant de leurs caves, ont appelé la police. Selon la version officielle, lorsque celle-ci est arrivée, Thibault, 13 ans 1/2, et l'ami qui l'accompagnait, étaient sur le point de partir et, pris au dépourvu, ont gazé les policiers. Il paraîtrait même que Thibault s'est jeté sur l'un des trois flics présents et a commencé à le tabasser (sic !). Un policier a tiré, blessant mortellement Thibault. Ce policier fut tenu en garde à vue pendant 24 heures et d'après la police d'Asnières, son arme a été saisie et il n'a donc pas pu encore réexercer ses fonctions; il est toujours sous le coup d'une inculpation et il est prévu qu'il soit muté en province où il ne pourra désormais qu'effectuer des tâches administratives : or il ne s'agit là que de paroles de policiers et nous n'avons aucune certitude là-dessus.

Notre intérêt n'est pas de justifier la présence de Thibault et de son copain dans ces lieux, mais bien plutôt de remettre en question la compétence de la Police Nationale et de savoir quand le policier-meurtrier passera officiellement en procès.

Un collectif de soutien à la famille a été créé le 2 février lors d'un rassemblement spontané de 100 à 150 personnes devant la mairie d'Asnières. La première réunion du Comité eut lieu le 5 février et une pétition demandant à ce que justice soit faite fut écrite. Il fut alors décidé d'un rassemblement à la Préfecture de Nanterre pour le 22 février afin d'y déposer les pétitions.

Le 8 février, une trentaine de jeunes amis de Thibault se réunirent spontanément devant le Commissariat d'Asnières afin d'avoir quelques informations quant au suivi de l'affaire. Six ou sept d'entre eux ont été sortis à coups de matraque. Six autres ont été arrêtés et jugés et trois d'entre eux inculpés pour violence et coups, parce qu'ils avaient sorti leur bombe lacrymo pour se défendre...!

Le Lundi 10 février, d'autres jeunes sont descendus sur le commissariat pour se venger : quelques-uns, semble-t-il, ont été également arrêtés, mais nous n'avons pas d'infos là-dessus, ce qui prouve une fai-

blesse certaine au niveau de la coordination, ce genre d'actions étant spontané et ne pouvant pas réunir assez de monde.

Le rassemblement du 22 février à la Préfecture de Nanterre fut décevant, seulement une quarantaine de personnes étaient présentes. Une délégation demanda à être reçue par le Préfet, or ce dernier étant "en week-end", c'est une secrétaire compétente qui la reçut et à laquelle furent remises les pétitions, réunissant cinq cent signatures. Il fut alors décidé d'une marche sur Asnières le 7 mars.

Cette "marche" ne regroupa que quelques quarante personnes. Nous sommes allées de la gare à la Mairie sur les trottoirs (!) et une délégation de quatre personnes, dont le frère de Thibault a été reçue par Mme Johnson (RPR-UDF), maire-adjoint chargé de l'enfance et présidente de centres de prévention de la délinquance à Asnières. L'entretien fut une perte de temps et d'énergie; nous avons eu confirmation de ne pas pouvoir compter sur l'efficacité de la mairie pour que de tels événements ne se reproduisent plus. Mme Johnson a été très impulsive, d'entrée, et a

tenue des propos "crapuleux" à l'égard du frère de Thibault, l'accusant à moitié de la mort de son petit frère.

Nous avons demandé s'il y avait des locaux gratuits disponibles pour les jeunes et elle nous a rétorqué que la dernière fois que la Mairie d'Asnières avait accordé une chose de ce genre, le coût de réparation des dégâts s'étaient montés à 25 000 ; que de toute manière, il y a plein d'activités pas chères pour les jeunes, que la Maison des Jeunes accueille 1000 jeunes environ chaque année, etc. autant de prétextes pourris attestant que la plus grande culpabilité de Thibault pour sa propre mort.

Nous avons ensuite enchaîné sur le commissariat d'Asnières, afin d'obtenir un entretien avec le commissaire de police :



ne...

on nous a dit de prendre rendez-vous par téléphone...

Voilà où nous en sommes, ce qui, on l'accorde, n'est franchement pas joyeux. Nous sommes pour la majorité jeune et sans aucune expérience au niveau des démarches administratives et politiques à faire, ce qui nous ralentit d'autant plus.

Nous comptons contacter le Comité Montreuil Égalité qui est sous le coup d'une affaire semblable (dans ce cas, la police n'est pas responsable directement, mais il s'agit d'une autre conséquence du délire sécuritaire), afin de voir s'il est possible de monter un Comité de coordination des Banlieues et nous enrichir mutuellement de nos expériences.

Thibault est mort, il est prévu que le policier qui l'a tué soit muté; on devine évidemment bien la suite : l'affaire déjà au maximum étouffé sera quasi oubliée lorsque le flic passera en procès. C'est pour cela qu'il nous faut rester vigilant et tout faire pour qu'au niveau de l'instruc-

tion, celle-ci soit menée correctement, qu'il y ait ensuite un véritable procès.

Nous ne voulons pas pour autant nous bloquer sur l'affaire Thibault. Nous nous sentons solidaires de tous les mouvements de colère provoqués par le délire sécuritaire. Toutes les banlieues, qu'elles aient été ou soient concernées ou non par ce genre d'affaires doivent se coordonner afin de pouvoir mettre en place une riposte efficace et pertinente dès que des événements semblables se reproduisent.

Pour tout contact, écrire à REFLEX.

Malika

Le 10 mars 1992 à 13 h à la 12^e chambre correctionnelle de Bobigny avait lieu le procès du policier responsable de la mort en 1988 de Malika, une adolescente de 13 ans, tuée à sa fenêtre par une "balle perdue"...

L'histoire est simple : suite au vol du scooter de leur fils, les époux Canpezac décidèrent d'organiser une expédition punitive dans une cité à forte population maghrébine, la Renardière à Noisy le Sec. Madame Canpezac s'y rend une première fois seule, et profère des insultes racistes à l'encontre des jeunes de la cité. Après s'est prise une gifle (d'après ses dires), elle promet de revenir, "avec des hommes". Ce qu'elle fait, accompagnée de son mari, et de quelques autres. Arrivés à la cité, ils sont accueillis par quelques jeunes. La tension monte entre les deux camps, Laffage sort son arme, histoire de les "impressionner". Il tire en l'air une première fois, puis une deuxième en direction du jeune Malek, qui est blessé. Malika, qui habite au 8^e étage, attirée par les bruits, se penche à la fenêtre et reçoit la première balle en plein front. Elle meurt aussitôt. Le procès du 10 mars ne concernait que ce premier coup de feu, le deuxième ayant entraîné un non-lieu...

Les circonstances et les faits accablent Laffage et ses amis : aucune arme conséquente n'a été trouvée en possession des jeunes (excepté une barre de fer) pour justifier le comportement agressif des "jeunes", les balles utilisées par le policier n'étaient pas administratives et surtout Laffage a tout fait, même s'inventer un alibi bidon, pour faire croire qu'il n'était pas à la Renardière ce soir-là. En ce qui concerne le caractère raciste de cette virée, il est légitimé par le fait que La Renardière n'était pas la cité la plus proche du lieu du vol. De plus, si Malek n'a pas porté plainte, c'est qu'il était à l'époque recherché par la police, qui en quelque sorte lui promettait de "l'oublier" s'il se taisait. Malgré l'accumulation de preuves touchant son caractère irresponsable et dangereux de Laffage, le procureur de la République a proposé une peine de deux ans avec sursis. Les 150 personnes environ venues soutenir la famille de Malika, qui avaient déjà été frappées par l'injustice et l'attitude de la présidente du Tribunal, qui d'une part aidait Laffage à s'exprimer et qui d'autre part refusait d'écouter des témoins de la partie civile,

furent très touchées par la faiblesse de la peine demandée, et en particulier les jeunes. Le frère de Malika et deux ou trois autres tentèrent de s'en prendre directement à Laffage, dégoûtés par l'appareil judiciaire qui avait mis quatre ans pour se mettre en marche. La forte présence policière comme les déterminations des jeunes aboutirent à une bousculade et un matraquage en règle, qui donna lieu à des incidents violents à Noisy le Sec.

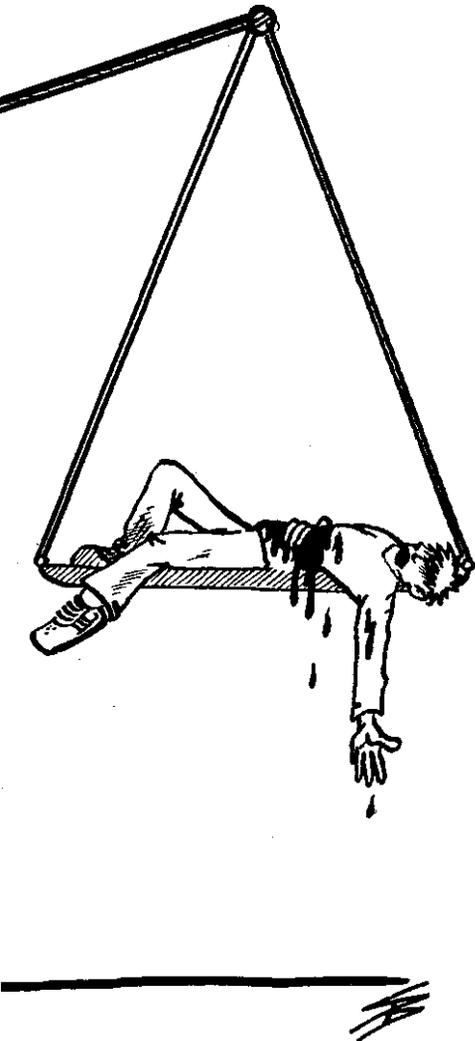
C'est grâce à l'obstination du "Comité Justice pour Malika" qu'a eu lieu ce procès. Une fois de plus, un policier même en dehors de ses fonctions s'est vu mis hors de cause pour un meurtre. La répétition de tels dénis de justice crée la hargne et le dégoût des jeunes des cités... Révoltes légitimes qui ne trouvent que dans la violence et la haine l'expression de cette société sécuritaire à deux vitesses où la mort d'un jeune n'a plus aucune valeur.

Vaulx-en-Velin : procès de l'assassin de Thomas Claudio

En octobre 1990 meurt Thomas Claudio, heurtée par une voiture de police. Cette mort déclenchera la révolte des jeunes de la cité qui pendant plusieurs soirs affrontèrent les forces de l'ordre. Le 17 mars 1992, c'est le procès du policier meurtrier et du jeune conducteur de la moto Laurent Assebille.

Le procès s'est déroulé dans une atmosphère lourde en présence des deux camps en présence : Les policiers venus soutenir le brigadier Hervé Auriol et les jeunes. La question est de déterminer si la voiture de police qui a heurtée la moto entraînant la mort de Thomas a tout fait pour l'éviter comme le dit le brigadier ou qu'elle l'a volontairement choquée. Cette seconde version est aussi celle d'un habitant venu témoigner de Vaulx-en-Velin. Le procès a lieu au tribunal correctionnel, l'instruction ayant jugé qu'il "ne s'agissait pas d'un acte volontaire qui a entraîné la mort" comme le soutiennent les avocats MR F. Terquem et J. Debray, de la partie civile et non en cour d'assises. Ce qui veut dire qu'en tout état de cause, les peines requises seront minimales. Mais ce qui frappe une fois encore, c'est que le jeune Laurent se voit mis en accusation, le ministère public demande une peine de prison et une mise à l'épreuve pour conduite sans permis et assurance; la mort de Claudio est occultée du fait qu'Assebille n'était pas en règle... On ne juge plus l'assassin Oriol, son avocat demandant "la relaxe au bénéfice du doute"... Le jugement a été remis au 14 avril.

Quelqu'il soit, il laissera un goût amer aux jeunes venus à l'audience et qui ont senti encore le peu de cas que l'on faisait de la vie de l'un des leurs. Mais dans ces banlieues lyonnaises où l'extrême droite est en train d'envahir l'espace et de devenir la première force politique, la police sait qu'elle peut jouer le rôle de cow-boy sans attirer des foudres sur elle. Au contraire, la population en redemande... ◆



Contrôle social & réussite

Pourquoi les gens ne se sentent-ils pas bien dans notre société ? Pourquoi les jeunes cassent-ils des vitrines de C & A et brûlent-ils les banlieues ? D'où vient cette notion de "réussir sa vie" ? Le livre de Norbert Elias, *La Société des individus*, répond en partie à ces questions. Il ne donne pas de solutions, mais "savoir pourquoi" nous permettra d'en chercher.

Opposition : Les rapports entre Société et Individu se conçoivent communément sur la base de deux concepts opposés :

- L'individu est la seule réalité sociale, et la société n'en est que la somme.

- La société détermine les individus et leur fonctionnement, l'individu est un rouage.

Pour comprendre le malaise engendré par cette opposition, il faut remonter aux origines, décortiquer l'évolution du simple clan aux futures mégapoles.

Origines : Pour survivre et maîtriser la nature, l'homme a eu recours à la magie, il avait une relation émotionnelle avec la réalité. En se rendant maître de son affectivité, l'homme est parvenu à dominer la nature. C'est devenu une relation neutre qui a donné la distance nécessaire pour observer et essayer de comprendre. La maîtrise de la nature passait également par la division du travail. La coopération a entraîné et impliqué un besoin de rapports stables. Elle a imposé aux hommes l'apprentissage de la maîtrise de leur pulsions. La maîtrise des pulsions fut assurée collectivement: La communauté codifia les comportements licites et illicites, et fixa des règles et des tabous (religions...) qui régendaient jusque dans le détail la conduite de chacun. La maîtrise de la nature avait donc rendu nécessaire le contrôle social des individus.

Evolution du contrôle social : Le contrôle social passa peu à peu aux mains de l'autorité politique et de l'Etat. En s'assurant le monopole de la violence, l'Etat se chargea de fixer chacun dans son rôle social et d'assurer la répression des pulsions susceptibles de perturber les rapports entre individus (ex: Interdiction des duels). Cette inhibition des émotions a donc été assurée par la communauté, par l'Etat. A mesure qu'elle rentrait dans les moeurs, elle s'intériorisait. A la discipline imposée s'ajoutait l'autodiscipline. Intégrées dès l'enfance, les contraintes sociales étaient acceptées comme faisant partie de l'ordre naturel des choses.

Exemple: Les montres servent non seulement à mesurer une grandeur physique, le Temps, mais elles servent aussi et principalement à coordonner un grand nombre d'individus.

Plus les individus étaient capables de cette autodiscipline et plus les anciennes formes de contrôle social exercées par l'Etat monarchique devenaient obsolètes. *"La révolution de 1789 était aussi un combat pour la liberté de s'opprimer soi-même"* (dixit P. Clermont).

Dans la société moderne, le contrôle social se réduit, laissant à l'individu le soin de gérer ses relations avec les autres (passage de l'école religieuse à l'école laïque par exemple). Ce très haut degré de contrôle de soi, qui nous paraît naturel, est en réalité un acquis historique propre à certaines cultures. D'où la très grande difficulté à comprendre le comportement de l'homme primitif ou de l'homme de la société traditionnelle. (NDLR: On parle de primitif ou traditionnel en regard de l'évolution historique,

on n'émet pas de jugement de valeur sur des sociétés ou des cultures "inférieures" ou "supérieures", cet amalgame serait plus que dangereux et serait la preuve d'un orgueil mal placé. Chaque société ou culture à ses avantages et ses inconvénients.) L'homme primitif ou celui de la société traditionnelle est moins maître de son affectif, et se laisse plus guider par ses pulsions, étant habitué à être gouverné par un contrôle extérieur. Cette répression constante des émotions est le prix à payer pour l'autonomie et la démocratie. L'anarchiste le plus autonome serait donc le plus autodiscipliné, le plus responsable de lui-même ayant poussé la conscience individuelle au maximum.

L'individu : A mesure que les contraintes sociales étaient intériorisées, l'émotionnel se trouva exclu de la vie sociale et relégué dans la sphère privée. L'individu formait son monde intérieur dans lequel il enfermait son affectivité. Il avait désormais le sentiment d'exister, non seulement pour et par les autres, mais aussi pour et en lui-même. Il prenait conscience de la différence par rapport aux autres. Avant la société lui apparaissait comme un continuum auquel il était intégré (comme un musicien dans un grand orchestre, rouage défini et remplaçable), maintenant il tend à se concevoir comme une partie indépendante d'un tout (comme un musicien d'un groupe de rock, rouage défini et quasi-irremplaçable). Ainsi recentré sur lui-même, il se trouva tenté d'ériger cette conscience nouvelle de son individualité en une valeur absolue, universelle, et indépendante de sa société d'origine: "Sa véritable Nature". A ce moment l'individu devient lui-même sa propre fin, le centre de gravité passe de l'extérieur à l'intérieur. Le but de son existence est désormais d'affirmer son "Moi", sa "véritable nature". Alors que jusque là sa vie était gouvernée par les autres, il considère qu'elle lui appartient et que son devenir dépend de lui. Ce qui suppose qu'il peut la réussir, mais aussi la rater.

La Société : Mais voilà, entre l'individu et ses aspirations, se dresse la Société et ceci pour deux raisons:

- L'individu est écartelé entre ses impulsions et la nécessité de les réprimer constamment en société: sa vie intérieure est à ses yeux le lieu de son authenticité, la vie sociale lui apparaît comme un artefact qui empêche sa libre expression. Il va être tenté d'interpréter cet antagonisme comme un conflit entre sa "véritable nature" et la société.

- L'individu est pris dans une contradiction entre ce qu'il croit pouvoir attendre de la vie sociale et ce qu'elle lui offre réellement. (Encore que maintenant il en attend de moins en moins, les brochures de l'ONISEP sont claires, elles spécifient bien qu'il faut choisir entre ce qui nous fait plaisir et ce qui va nous nourrir... ça veut tout dire!!!)

Ainsi donc, plus les contraintes à intériorisées sont lourdes et plus la distance de l'enfant à l'adulte est grande. Durant cette période d'apprentissage où ils sont coupés du monde

adulte, l'avenir s'ouvre devant les jeunes comme une multitude de choix de vie et de possibilité d'autoréalisation. Mais plus ils se rapprochent de la vie professionnelle et plus ce choix se referme. Ils finissent dans une activité étroitement spécialisée qui ne répond que très rarement à leurs désirs. Pour des individus programmés (éduqués?) en vue de la "réalisation de soi", le fait de se retrouver ainsi enfermé est vécu comme un conflit entre leurs besoins intérieurs "naturels" et les possibilités de satisfaction offertes par la société.

Individus et Société : Individu et Société sont donc devenus étrangers l'un à l'autre. Or ceci est un acquis culturel, relativement récent dont les origines remontent au XVIII^e et XVIII^e siècle. Cet idéal d'autoréalisation, de réussite individuelle, est une idée acquise, inculquée par la société. Le problème de "réussir sa vie" (ou de la rater) ne se posait pas dans la société traditionnelle (cordonnier ou palefrenier de père en fils...).

Individu et société, s'ils peuvent s'opposer, n'en sont pas moins solidaires et constitutifs l'un de l'autre. L'erreur est de penser que l'individualité serait l'expression d'une "véritable nature humaine" transcendante et immuable; l'homme est le produit de ses relations aux autres, de la culture, des valeurs qui ont été mises en lui par la société dans laquelle il vit. Et la société est la résultante collective des individus et de leurs actions, elle est telle qu'ils la font (comme dirait Bernadette).

Conclusion provisoire : Le conflit qui oppose l'individu à la société n'est pas imaginaire, il est issu d'une double contradiction:

- Contradiction interne à la société: Elle suscite chez les individus le besoin de réalisation de soi et n'offre que des possibilités limitées de les satisfaire.

- Contradiction interne à l'individu: Il veut être différent et indépendant des autres, et en même temps il a le désir de leur être identique et d'en être solidaire.

Il convient donc de dépasser l'ancienne vision statique et métaphysique de l'opposition entre individu et société. *"On se trouve plutôt devant des problèmes d'équilibre entre les exigences de l'organisation sociale que constituent les individus ensemble, et les exigences de ces mêmes individus pris séparément"* (dixit N. Elias)

Perspectives : La place de l'individu (diminution de pouvoir individuel, accroissement de consciences individuelle et collective) est en fonction et dépend du déplacement des centres d'intégration du pouvoir (au niveau d'un individu: chef de clan..., d'un groupe: Roi et cour..., d'un ensemble d'institutions: ministères) et des moyens de pouvoir. Cette place est rectifiable, cela nécessite un long processus d'apprentissage. La disparition de l'Etat-Nation, l'intégration des Etats font partie d'un processus d'évolution de l'humanité. Ce puissant mouvement d'intégration trouve son expression dans des

formes d'institutions centrales comme l'ONU, la banque mondiale. Nous sommes dans un très long processus d'évolution sociale non programmée qui conduit vers des sociétés de taille plus importantes, plus différenciées, plus complexes. A chaque passage d'une forme prédominante d'organisation peu complexe, assurant la survie et réunissant un petit nombre d'individus, à une forme prédominante plus différenciée et plus complexe, le rapport entre individu et société se modifie.

L'établissement de la domination d'une nouvelle forme d'organisation plus complexe va de pair avec un nouveau mode d'individualisation. La portée de l'identification augmente.

En simplifiant: Cette modification trouve des traits saillants dans les rapports économiques, les rapports de classes, les rapports aux religions, aux races, aux cultures, etc....

Exemples :

1- Etats-Nations => racisme colonial/ Nations

intégrées => racisme de cultures.

2- "Amnesty International témoigne que le sentiment de responsabilité qu'éprouvent les individus quant au sort des autres dépasse de loin les frontières de leur propre pays et de leur continent." (N.Ellias)

Sources: Article de Pierre Clermont dans Société Magazine de Juin 1991.

"La société des individus" de Norbret Ellias, Ed.Fayard 1991.

LES THUGS

Welcome to the club

Les Thugs, malgré la "fin" du rock alternatif, continuent leur bout de chemin, ils ont sorti, chez Bondage, il y a quelques mois leur sixième disque et continuent d'écumer les salles de France de Navarre, avec parfois quelques pointes aux Etats-Unis (où ils ont enregistré un morceau pour une compilation en hommage aux Dead Kennedys). En attendant le prochain Thugs, vous pouvez toujours jeter une oreille intéressée aux productions Black & Noir, label angevin, où ils ont une part active (interview réalisée en collaboration avec l'émission Traffic, tous les mercredi sur Radio Libertaire (89,4 MHz) de 23h à 1h).

Vous revenez des Etats-Unis ?

Oui, il y avait des choses très très bien et des choses moins bien. Dans l'ensemble on a pas trouvé ça absolument génial. C'était quand même la deuxième fois qu'on y allait et on a tourné à peu près dans les mêmes conditions, la découverte du pays en moins. Au niveau concert ça n'a pas été extraordinaire surtout sur la côte est. Et sept semaines ça a été long, surtout parce que les concerts dans l'ensemble n'ont pas été vraiment géniaux, par énormément de public et on a pas senti qu'il se passait quelque chose, il peut se passer quelque chose avec cent personnes dans une salle, mais ça on l'a rarement senti, mais par contre il y a eu des choses très, le concert à San Francisco, le fait d'enregistrer pour les Dead Kennedys, de rencontrer une nouvelle fois Jello Biafra.

Pourquoi avoir choisi Moon over marin pour cette compilation en hommage au Dead Kennedys.

Ils nous l'ont proposé, en nous disant que ça nous correspondait, et en effet dans tout les morceaux des Dead Kennedys c'est vraiment celui là qui nous correspond le mieux, qu'on arrivera peut-être le mieux à transformer? C'est très personnel, le chant est pas du tout le même, la voix de Jello est quand même assez spéciale.

Qu'est-ce que ça fait d'être l'unique groupe français à se retrouver sur Alternative Tentacles ?

C'est bien, on est hyper fier de ça, d'un autre côté, il y a d'autres groupes en France qui mériteraient largement de pouvoir le faire. Nous, on a vu pas mal de groupes américains qui n'arrivent pas à la cheville de la plupart des groupes français

Y a-t-il un son, un esprit Black et Noir ?

Un son non ! Il n'y a pas d'étiquettes mais par contre il y a un esprit, j'aimerais bien

d'ailleurs que les gens comprennent que c'est un esprit et non pas une étiquette. Que Black et Noir ne soit pas défini comme label de hardcore ou label de rock'n'roll mais plus label de groupes qui

amplis, mais si il n'y a pas une démarche qui soit pas un peu cohérente derrière, c'est de la musique une fois de plus et ça ça ne m'intéresse pas.

Mais, vous avez accepté de l'argent

"Faut pas simplement dire le Front national faut pas qu'il passe, c'est pas aussi simple que ça. Il y a d'autres choses derrière, faut réfléchir, il faut absolument qu'on acquiert tous un esprit critique, il faut que tout le monde

foutent un peu le souk. Les Dirty Hands on peu pas vraiment dire que ce soit du hardcore, on a sorti seconde chambre qui n'a rien à voir avec tout ça. Deity Guns sont plus dans un trip Sonic Youth et compagnie et on va sortir quelques trucs qui vont surprendre les gens, quand ils vont voir ça sur Black et Noir ils vont être surpris. Donc pour nous ce qui est hyper important, c'est pas de lancer un mouvement musical, c'est un mouvement mais plutôt un état d'esprit des groupes, des groupes qui se prennent en charge, qui sont sincères par rapport à ce qu'ils font et qui se préoccupent pas des modes, et des gens qui sont prêts à foutre le souk. Faut que ça sente le souffre tout ça, faut que la scène rock redevienne quelque chose qui foute le bordel. C'est trop sage en ce moment.

Tu as l'impression que les gens ont déposé les armes ?

Complètement, à tous les niveaux, on n'est plus agressif par rapport au monde qui nous entoure, moi je pense que nous on l'est encore, je trouve que la plupart du rock en général c'est plus ça c'est une musique qui devient étatisé, qui devient aseptisé. On peut faire du bruit avec des

parfois...

Bien sur. On est inscrit à la SACEM, et là Black et Noir a aussi eu de la thune de la part du ministère. Je trouve ça tout à fait cohérent dans la mesure où c'est de la thune qui traîne qui être donnée à des gens, en plus c'est notre thune, la thune de l'Etat c'est la mienne, ça me fait mal quand elle est distribuée à l'armée, qu'elle est pas distribuée pour l'éducation, ça ma fait du bien quand elle est donné pour des groupes à qui ça permet de tourner. Et ça me fait plaisir aussi quand c'est les labels qui peuvent récupérer, à partir du moment où comme je l'avait déclaré avant qu'on touche la thune, et je le déclare encore maintenant, on prend la thune et on les emmerde, c'est à dire que les plans Ricard et compagnie, les concerts à Paris on a jamais accepté de les faire avec les Thugs. Et on voulait pas être sur leurs annonces Pernod Ricard live présente, il s'est passé que ça c'est fait assez souvent, on a essayé de ne pas y être. On a été considéré comme les très mauvais élèves du FER, ils ont dit plusieurs fois qu'on leur avait cassé les couilles, mais en fait on n'avait rien fait, on leur a dit Tchao et c'est tout. On refuse depuis deux ans de faire le rock en France.



Vous vous sentez un peu seul donc ?

Non, ça serait démagogique de dire ça. Moi je trouve que la scène rock en général, ça devient triste, il ne se passe plus rien, où est la glorieuse époque, même si on pouvait reprocher beaucoup de choses à pas mal de gens, des Bérus, de Bondage, de Gougnaf... qui foutaient le bordel, c'est pénible, on a vraiment l'impression que tout le monde est là pour faire du business. Pour moi quand on fait du rock'n'roll, du hardcore, c'est déjà éminemment subversif de faire du bruit et de sauter en l'air sur scène et compagnie, c'est pas quelque chose de neutre. Et donc quand je vois des mecs qui s'agitent et puis derrière c'est des gros beaufs, ça me gêne. Sur l'ensemble de la scène il est dommage qu'il ne passe plus rien.

Vous n'avez pas l'impression d'avoir changé avec votre dernier album ?

Non. Les tempos se sont peut-être un peu ralentis, mais je pense qu'il est tout aussi vilain que *Radical hystery* par exemple. Mais peut-être plus abouti au niveau du son et au niveau de la composition des morceaux qui n'est plus tout à fait la même. C'est vrai que *Radical hystery* c'était toujours 1 2 3 4 et trois accords, là sur le dernier c'est pas que ça. Mais à la limite je trouve qu'un morceau comme *Welcome to the club*, c'est sans le morceau le plus violent qu'on n'ait jamais écrit. C'est le plus violent parce que c'est le plus désespéré.

Justement sur *Welcome*, on entend un bout de dialogue à la fin...

C'est la reprise du travail dans les usines Wonder en mai 68, c'est donc

une nana qui est en train d'expliquer à deux représentants syndicaux qui sont en train de lui expliquer que c'était une grande victoire pour le peuple, pour le prolétariat, ils n'en n'ont pas tiré beaucoup d'avantages mais ils vont y arriver, maintenant il faut retourner bosser. Et ça s'appelle *Welcome to the club*, ça veut dire tout ce que ça veut dire. Pour moi c'est la morale, au niveau du concept, et au niveau de ce qui est dit à l'intérieur, ou ce qui est sous-entendu, c'est le morceau le plus abouti. Si les gens veulent comprendre un petit peu ce que nous on a envie de dire, faut écouter ce morceau là. Tout ce qu'on a pu écrire comme parole c'est des anecdotes à côté de ça. Et c'était dans une émission de reportages sur mai 68 tiré de *Génération*.

On te voit souvent avec la patch destroy fascism sur ton pantalon...

Faut vraiment se méfier de ce qui se passe avec l'extrême droite en ce moment, c'est vraiment grave (j'ai pris ma carte d'électeur il y a quinze jours, et ça me fait vraiment chier d'aller voter...) Faut le dire et le redire, à l'heure actuelle il n'y a qu'eux qui ont la parole, les partis politiques ne peuvent pas réagir parce qu'ils sont tous coupables, mais il ne se passe rien, il n'y a personne pour dire des choses très simples : non au Front national, non à l'extrême droite, déjà rien que ça, après on verra. Nous on n'aime pas trop, profiter du fait qu'on est sur une scène au dessus des autres et qu'on a le micro pour asséner des messages. Mais on les dit les choses, dans les textes, dans les interviews. Faut que les gens fassent

l'effort, c'est le problème des slogans réducteurs, c'est réducteur. Faut pas simplement dire le Front national faut pas qu'il passe, faut le dire, mais c'est pas aussi simple que ça. Il y a d'autres choses derrière, faut réfléchir, il faut absolument qu'on acquiert tous un esprit critique, il faut que tout le monde se mette à lire, et à apprendre ce que c'est.

Il faudrait peut-être que vous ayez des tables de presse sur le sujet à chacun de vos concerts par exemple ?

C'est exactement à ça qu'on est en train de penser en ce moment. Quand je vois un groupe comme REM qui fait des stands Greenpeace à l'entrée de leurs concerts, c'est vraiment très, très bien. Nous aimerions bien que simplement par la façon dont nous ont considéré le rock et la musique qu'on fait et la façon dont on s'exprime à travers les paroles, on aimerait que ça, ça suffise. Mais c'est un rêve, on est obligé d'être plus clair, et c'est pour ça qu'on s'explique dans les interviews.

Le discours de Le Pen, il est clair...

Bien sûr, c'est pour ça que ça marche, c'est parce que son discours est simpliste. C'est réducteur là aussi mais quand les Bérus y faisaient la jeunesse emmerde le Front national, c'est bien de voir toute une salle crier la jeunesse emmerde le Front national. Ceci dit quand il y a des sondages qui sont faits sur le public des Bérus et ces gens là ne savent même pas qui est président de la République et qui est premier ministre, c'est grave. Qu'est-ce que ça veut dire la jeunesse emmerde le Front national si c'est ne même pas connaître la société dans laquelle ils vivent.

Appel pour une redécouverte des peuples des Amériques d'hier et d'aujourd'hui

Le cargo "92 pour l'Amérique" est parti de Nantes avec à son bord "Royal de Luxe" la "Mano Negra", P. Découflé (l'organisateur de la cérémonie des JO d'Albertville) et un marionnettiste. Celui-ci a coûté une fortune pour son réaménagement (30 millions de francs). Il doit être l'ambassadeur de la France qui entonne à cette occasion un chant de gloire à C. Colomb, découvreur de l'Amérique. Cet hymne à Colomb est surtout une gloire à l'exploitation et au modèle de vie et de production occidental. Si on "accepte" le fait que les habitants de ce continent ait été massacré, c'est pour dire aussitôt les grandes réalisations des conquistadors et de leurs descendants. Aujourd'hui encore, les peuples anciens sont niés, exploités et pour les derniers survivants en Amazonie massacrés par les pouvoirs politiques locaux.

"Accostant" le continent latino-américain le 12 octobre 1492, C. Colomb, héros de nos manuels scolaires, découvrait la nouvelle route des Indes. Erreur sans nul doute due à l'ignorance de son époque où les Européens, convaincus d'être le centre de l'univers, dressaient des cartes-mondes sur lesquelles l'Europe était le territoire le plus étendu de la planète. L'Ancien Monde découvrait ainsi un prétendu monde nouveau, un monde sans histoire et sans hommes. "L'indigène n'est pas un être humain". Un tel jugement autorisa toutes les exactions : massacres, mise en esclavage, destruction des communautés et répression culturelle et religieuse.

Aussi peut-on s'interroger sur la "Rencontre entre les deux mondes" que commémorent aujourd'hui les gouvernements européens, japonais, nord et sud-américains. Cette grande fête prend des allures :

- de célébration de l'invasion de l'Amérique par l'Espagne, celle-ci profitant de l'occasion pour redorer son blason en vantant sa qualité de puissance pionnière de l'Occident;
- de célébration de la race et de l'hispanité;
- de célébration de l'arrivée des conquérants comme le début de l'histoire américaine et l'avènement du progrès et du développement.

S'agit-il de commémorer 500 ans de domination, d'exploitation, de discrimination, de répression et d'aliénation culturelle ? S'agit-il de commémorer 500 ans de douleurs, d'humiliation, de mort, d'acculturation et de conversions forcées, de falsifications de l'histoire, de mise en réserves, de marginalisation, comme le rappellent dans une déclaration solennelle les représentants de 72 organisations de 21 pays américains lors du lancement de la campagne "500 ans de résistance indienne noire et populaire". Cette campagne décidée en octobre 1989, propose une alterna-

tive : que 1992 soit pour les populations indiennes et noires des Amériques un moment historique pour faire connaître et reconnaître leurs droits légitimes niés au cours de cinq siècles. 500 ans de résistance indienne, noire et populaire signifient pour les peuples des Amériques :

- le respect des droits de l'homme et le rétablissement de la primauté de la société civile dans des Etats encore pour la plupart militarisés;

- la défense des valeurs matérielles et culturelles des peuples indiens d'Amérique : le respect de la terre, la préservation du milieu écologique, le respect des centres cérémoniaux et des sites archéologiques qui sont la richesse de ces cultures, mais aussi le recouvrement de leur histoire, de leurs valeurs communautaires, l'unité entre les ethnies et les peuples.

- la lutte commune des secteurs sociaux et populaires contre une dette extérieure qui les appauvrit;

- l'accès à la propriété de la terre pour les Indiens et les non-Indiens ; l'obtention de meilleurs salaires pour tous.

A l'heure où l'on assiste en Europe à la montée des intolérances, 1992 doit être le point de départ

- d'une redécouverte de la richesse des civilisations amérindiennes, de leur patrimoine culturel;

- d'une solidarité avec les déshérités, les opprimés et les sans-voix des Amériques;

- d'un processus d'échanges entre les peuples européens et américains fondé sur le respect mutuel dans la paix et la coopération.

Pour cela, les signataires du présent appel, solidaires avec les peuples américains, dénoncent la glorification de la découverte des Amériques et s'engagent à :

- impulser et participer à la campagne de sensibilisation de l'opinion publique inter-

nationale et de solidarité avec les peuples des Amériques dans le cadre de la campagne "500 ans de résistance indienne, noire et populaire".

- soutenir les initiatives des peuples des Amériques pour la réappropriation de leurs terres confisquées; la préservation du patrimoine écologique; les décisions sur leur propre mode de développement;

- exiger la reconnaissance du droit à l'autodétermination des peuples américains;

- organiser conjointement un programme de manifestations culturelles, sociales et politiques dans le cadre ainsi défini, et permettant aux peuples des Amériques d'avoir toute faculté de s'exprimer eux-mêmes sur leur destinée et celle du monde.

Ainsi, il est grand temps d'annoncer à la face du monde que les populations indiennes des Amériques n'ont pas disparu comme les dinosaures et qu'elles ne sont pas seulement des décors de western. Aujourd'hui, les Indiens des Amériques sont toujours vivants et n'ont pas envie de disparaître. Mieux, ils luttent et aspirent à ce que soit reconnu et respecté leur droit à la vie et non à la survie.

Soyons complices de cette aspiration fondamentale ! Leur avenir et notre avenir en dépendent ! Cet appel, que nous appelons à signer, constituera pour le Collectif Guatemala sa base de travail pour l'année 1992. Nous espérons par conséquent :

- qu'une grande publicité lui sera faite;

- un grand nombre de signatures individuelles, collectives, associatives, de personnalités;

- qu'il sera porteur d'initiatives multiples prises dans toute la France dans le cadre d'une organisation décentralisée.

Collectif Guatemala

17, rue de l'Avre 75014 Paris. Tél. : 45 78 05 64

ABONNEMENTS :

10 numéros :

De diffusion

Adhésions à l'association

100F

3 ex. 240F

50F précaires

et à partir de 150F soutien

150F soutien

5 ex. 400F

(ajouter 20F pour l'international)

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Téléphone (facultatif) :

Reflex : 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.

Chèques à l'ordre de REFLEX.

Ecrivez-nous pour demander un catalogue du matériel disponible (affiches, autocollants, badges, tee-shirts, disques, zines...).

Deuil?

— à Yacine —

Il y a trente ans, en juillet éclata la fête : soudaine, gigantesque, dionysiaque.

Alger, dite la Blanche, vira aux couleurs de l'arc-en-ciel. La planète presque entière voulait entrer dans la transe avec elle. Je parle de cette immense face cachée qui émergeait d'une nuit coloniale de cinq siècles.

Elle reconnaissait dans la ville de Djamilia Bouhired sa capitale. "Dépossession du monde", diagnostiqua Berque.

Le cheikh de Freneda, promu depuis peu au Collège de France. Les maîtres, dépossédés de leurs richesses, avaient pris d'assaut les dernières "caravelles" en partance.

Les esclaves, dépossédés de leurs peurs, mettaient les biens vacants en autogestion.



La fête dura trois ans.

Des esprits sceptiques, comme on sait les fabriquer chez nous, s'esclaffèrent. Puisqu'il y avait du mal dans ce gouvernement, il ne pouvait s'agir que d'une dictature.

Le mensuris en faux.

Intelligence était au pouvoir, au moins dans ses contours. Les syndicalistes algériens revenus de France, les Pieds-Rouges arrivés de partout, s'attachèrent à inventer une autre voie qui ne fut ni la jungle de l'Ouest ni le zoo de l'Est.

Ils avaient, pour y parvenir, un atout majeur :

l'unité ethnique soit de partage. Du ce temps-là, on s'aimait les plus amoureux, les plus prometteurs.

étaient ceux qui avaient osé affronter les racines, les uns parce que la déshérence de l'Europe appelait le loup, tout en le massacrant partout où elle le rencontrait, leur donnant la nausée ;

les autres, parce qu'ils sentaient leurs ancêtres, encore pétrifiés dans une mythologie mythique, capables de toutes les cruautés à la première liberté revenue.

"Qu'iriez-vous faire à la Havane ? nous demandait le cheikh, le cœur est ici."

Ce fut, j'en suis définitivement convaincu,

la plus grande embêlée de ce siècle.

Ses vagues atteignirent même, vers 1968, les forteresses glacées du Nord, y descèlerent quelques portes, y laissèrent entrevoir une plage à perte de vue.



Puis... le silence.

Là-bas tomba la chape de l'ordre,

ici, celle du désordre.

Désordre des idées, des sentiments, des âmes, soude caustique du vieux Guizot, ressortie sous nouvel emballage, que l'on étiquète sans vergogne "démocratie".

Place aux "battants".

Aujourd'hui, tout se vend.

Y compris la guerre d'Algérie.

D'autant mieux qu'elle est restée trois décennies au Frigidaire.

Le stock est intact, à brader. Il y en a pour tous les goûts.

Mais, sans droite ni gauche, les goûts sont-ils encore tellement disparates ?

Le Pen à Nice : "Le combat pour l'Algérie française n'a pas été inutile. Il a préparé le combat pour la France Française".

Vidal Naquet, dans le Nouvel-Observateur : "Faut-il renvoyer dos à dos les égorgés du FLN et les chevaliers de la gégène ?"

En 1957, contre l'idéologie dominante du *Canard enchaîné*, il s'y refusait catégoriquement. En 1992, il se tâte.

Entre ces deux poids lourds des engagements opposés d'alors, fleurit un humanisme néo-camusien. Stora nous susurre que les Européens et les Arabes étaient faits pour s'entendre, s'imbriquer. Mais la folie (méditerranéenne ?) de la grande vendetta qui suivit poussa chacun au pire.

Autrement dit : les FTP ne valaient pas mieux que les SS.

Le rêve !

A moins qu'un virus ne se soit subrepticement infiltré dans tous les laboratoires de l'Hexagone : celui du révisionnisme.



A Alger, pendant ce temps, ce n'est pas avec des mots que l'on s'affronte, mais avec des balles.

On tire sur les foules des quartiers pauvres.

Des parachutistes (maintenant masqués) remontent les ruelles de la Casbah à la recherche de terroristes baptisés "afghans".

Alfa Pointe, les entends-tu ? Que décides-tu ?

Mes "frères", mes "sœurs", de la guerre de libération,

ceux que j'ai aidés, avec qui j'ai partagé la prison,

ont tous aujourd'hui une prébende.

Ils se qualifient de "démocrates" mais ont souhaité les chars

et le coup d'Etat. Pas question, à leurs yeux,

de laisser une plebe fanatique les ramener au Moyen Age.

En fait, elle, les nomme "les nouveaux Pieds-Noirs".

L'Algérie s'est cassée en deux, et pour longtemps : entre une

classe pas-toujours-laborieuse mais décentement installée,

fidèlement parabolée sur l'Occident, et une autre, presque à la rue,

obligée de s'inventer une contre-culture, évidemment dangereuse.



Nous sommes en train d'assister à un spectaculaire saut renversé de cent ans.

A une variante près : à l'heure où j'écris,

chaque soir là-bas est maculé de sang.

Je ne célébrerai pas ce trentième anniversaire "de la paix".

Je ne vais plus aux enterrements.

Jean-Louis Hurst dit "Mauricenne"

auteur du *Déserteur*

(réédité en 1991, chez Manyà)